

# **VéLa** **rité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**



**Crise mondiale du système capitaliste**

## **Les Etats-Unis et le monde**

**(Europe, Amérique latine, Chine,  
Afrique, Moyen-Orient)**

---

**N° 107**

**Nouvelle série (n° 713) - Janvier 2021 - Prix : 4 euros - 6 FS**

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky  
(1929)

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **Déclaration du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 3
- **Notes économiques sur la situation mondiale — Capital financier, crises et privatisations : approfondissement de la destruction des forces productives** ..... p. 9
- **L'Europe à l'heure des échéances** ..... p. 17
- **L'Amérique latine face à la crise de l'impérialisme des Etats-Unis** ..... p. 25
- **La Chine à la croisée des chemins** ..... p. 35
- **La crise mondiale du système capitaliste et l'Afrique subsaharienne — Offensive contre les peuples et combat pour la souveraineté** ..... p. 43
- **Continuité et exigences de l'impérialisme au Moyen-Orient** ..... p. 53
- **« Ils ont osé » — Un documentaire sur la révolution russe de 1917, ses enseignements et son actualité** ..... p. 61

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Les « *Notes éditoriales* » de ce numéro ont dû prendre en compte la situation ouverte aux Etats-Unis — et ses conséquences mondiales — au lendemain de la marche sur le Capitole, à Washington, le 6 janvier 2021.

Pour cette raison, nous publions donc deux documents :

— Une déclaration du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale discutée et adoptée le 14 janvier 2021.

— Des notes économiques sur la situation mondiale de notre camarade Xabier Arrizabalo Montoro, titrées « *Capital financier, crises et privatisations : approfondissement de la destruction des forces productives* ».

## Déclaration du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale

**A**U Capitole, baptisé « *temple de la démocratie américaine* », dans la capitale fédérale des Etats-Unis, Washington, le 6 janvier 2021, un assaut putschiste a fait cinq morts, dont un policier.

Par dizaines de milliers, à l'appel de Donald Trump, des manifestants se sont rassemblés, venus de tout le pays, pour s'opposer à la certification de l'élection de Joe Biden par le Congrès. Ces électeurs de Trump sont souvent des chômeurs, des ouvriers déclassés et des membres des couches moyennes paupérisées, désespérées et révoltées contre les « élites » de Washington.

Trump a pris la parole, dénonçant le résultat des élections, mais aussi ses amis républicains qu'il a accusés de trahison, appelant les manifestants à se rendre au Capitole.

Une partie seulement des manifestants s'y sont rendus. Plusieurs centaines d'entre eux, suprémacistes Blancs, complotistes de Qanon, miliciens d'extrême droite, débordant la police, et avec quelques complicités, sont entrés par la force à l'intérieur du bâtiment, faisant irruption en pleine session du Congrès et obligeant les sénateurs et les députés à quitter le Capitole.

La panique a saisi tous les sommets dirigeants des Etats-Unis.

Tous s'inquiètent que cela puisse déboucher sur le chaos.

Joe Biden a dénoncé une « insurrection », mais Pence, le vice-président de Trump, a également dénoncé cette action, ainsi que nombre d'élus républicains, comme le chef des sénateurs ou comme Cruz, le chef de la minorité radicale républicaine.

Fait historique, l'Association des entrepreneurs, qui regroupe les plus grandes entreprises américaines, a immédiatement appelé « *le président et les autorités à mettre fin au chaos et à faciliter une transition pacifique* ».

La veille, dix anciens responsables du Pentagone, républicains et démocrates, dont Dick Cheney, vice-président de Bush, et Donald Rumsfeld, l'homme de la guerre du Golfe, avaient appelé en commun le Congrès à certifier la victoire de Biden. De même, 170 des plus grands patrons américains avaient fait la même chose.

Après une interruption de six heures, le Congrès a dans l'urgence certifié la victoire de Biden. Dans sa déclaration, celui-ci a appelé à l'unité. Il a tendu la main aux républicains.

Le 7 janvier, Trump a dû dénoncer les violences, reconnaissant sa défaite, et a assuré qu'il serait partie prenante de la transition pacifique avec la nouvelle administration.

---

## LA TERREUR SAISIT LES SOMMETS DES ÉTATS-UNIS FACE AU SAUT DANS L'INCONNU

---

La fracture, ancienne et ouvertement révélée lors de l'élection de Trump, ne cesse de s'approfondir. En 2016, Trump a été élu parce qu'une fraction de l'électorat ouvrier, qui votait démocrate dans les Etats désindustrialisés de la « ceinture de la rouille », a voté Trump comme un rejet de toutes les « élites » de Washington, mais aussi contre la direction de l'AFL-CIO qui a accompagné les délocalisations et les fermetures d'usines. Un tiers des emplois industriels ont été détruits aux Etats-Unis depuis 1980 !

C'est la crise à tous les niveaux. C'est la crise de la classe dominante américaine. Le Parti démocrate s'était déjà divisé dans les primaires avec la candidature de Sanders, puis aujourd'hui avec la contestation par la « gauche » de la politique de Biden, lequel est à la recherche d'un accord avec les républicains.

Ceux qui ont voté Biden l'ont fait pour chasser Trump, et demain seront confrontés aux mesures que Biden prendra. Il a, par exemple, déjà indiqué qu'il n'était pas favorable à la sécurité sociale publique pour tous.

Le Parti républicain sort déchiré de ce qui s'est passé le 6 janvier au Capitole. Il est en voie d'implosion, avec la multiplication de fractions en son sein qui s'opposent vigoureusement. L'Etat et les institutions américaines sont en crise, et notamment le bipartisme, forme classique de la domination politique américaine, frappé à mort.

---

## CRISE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE

---

En 2020, à la suite de la mort de George Floyd, les mobilisations historiques des Noirs, des Latinos, de jeunes Blancs, de larges fractions de syndicalistes ont brutalement surgi. Ce n'est pas la répétition des grandes marches des années 1960. Bien évidemment, ces mobilisations se dressent contre le racisme institutionnel, mais elles embrassent toutes les questions de la société américaine : la pauvreté, la précarité, le chômage, l'absence de sécurité sociale...

Ces mobilisations se sont produites en opposition aux sommets de l'AFL-CIO,

engagés dans un soutien à Biden, mais de nombreux syndicats et syndicalistes étaient présents ès-qualités dans les manifestations. Ces mobilisations aux Etats-Unis sont une expression concentrée de toute la situation mondiale et remettent au centre la place du prolétariat américain dans la lutte contre l'impérialisme.

Car la source de cette crise mondiale est, d'abord et avant tout, la crise de tout le système impérialiste, qui se concentre aux Etats-Unis. Celui-ci est victime de la domination sans partage qu'il exerce à l'échelle mondiale. La production massive et artificielle du dollar comme monnaie mondiale de réserve, sans rapport avec la production de richesses — l'industrie aux Etats-Unis est en voie de démantèlement —, souligne le caractère parasitaire de toute l'économie mondiale.

Le déficit commercial américain s'approfondit, reportant sur tous les autres pays le poids de sa dette, aggravant les déséquilibres mondiaux. Et au bout du compte, il prend à la gorge l'impérialisme américain. Celui-ci ne trouve pas d'autre voie de secours que de s'attaquer à tous les pays, notamment à la Chine et à l'Europe, par une guerre commerciale brutale, pour contraindre ses concurrents à rééquilibrer les échanges en sa faveur et ouvrir les marchés à ses capitaux. Or il continue ainsi, qu'il le veuille ou non, à désertifier le tissu industriel aux Etats-Unis mêmes, et à jeter à la rue des millions de travailleurs.

Les trusts, dans la guerre de concurrence qu'ils se livrent entre eux sur l'arène mondiale, piétinent allégrement les Etats nationaux. Ceux-ci n'ont alors plus pour fonction que d'assurer le maintien de « l'ordre » et de livrer des centaines de milliards aux représentants des monopoles pour les aider à restructurer leurs chaînes de valeur.

C'est pourquoi le protectionnisme de Trump relevait d'une illusion utopique. Et demain, Biden sera confronté au même problème.

Car le capital cherche en permanence à se valoriser, et, au stade de son agonie, principalement dans la spéculation, les capitaux fictifs, et non dans la production de richesse. Il n'y a pas de bon ou de mauvais capitalisme. Le capitalisme, à l'époque de l'impérialisme, c'est le parasitisme. Telle est la base de la crise fondamentale aux Etats-Unis et dans le monde.

---

## UNE CRISE MONDIALE

---

Cette situation de crise aux Etats-Unis n'est pas américaine mais mondiale, étant donné la place de l'impérialisme américain. La panique a saisi tous les sommets et tous les gouvernements, eux-mêmes en crise, à l'échelle mondiale, parce qu'il s'agit de la place de l'impérialisme dominant, et donc de « l'ordre » mondial (ce qui ne signifie pas la disparition des impérialismes européens, bien qu'ils soient moribonds et inféodés à l'impérialisme américain). Cette panique est puissamment aggravée par ce qui se dessine aux Etats-Unis : la polarisation, avec d'un côté les milices d'extrême droite, de l'autre le surgissement massif des manifestations de jeunes Blancs, de Noirs, de Latinos, de syndicalistes.

N'oublions pas qu'en 2019, une vague révolutionnaire s'est développée sur la planète. De l'Algérie au Chili en passant par le Liban, l'Equateur, Hong Kong, les travailleurs et les peuples — et notamment la jeunesse — se dressent pour leur survie contre les régimes inféodés à l'impérialisme pour leur dire : « *Dégagez ! Dégagez tous !* » C'est ce même rejet qui a commencé à s'exprimer dans les mobilisations en Europe.

Instrumentalisant la pandémie, la fermeture en particulier des écoles et des universités est devenue un levier de l'impérialisme pour bloquer toute perspective à la jeunesse. Le lock-out économique a été le signal d'une politique de liquidation généralisée de tous les droits acquis, saisissant la jeunesse de plein fouet avec l'interdiction d'étudier, de travailler, de vivre. Surgi des profondeurs, l'immense soulèvement aux Etats-Unis — les jeunes en tête, au cri de « *I can't breathe* » (« Je ne peux plus respirer ») —, en juin 2020, a rallié toute la jeunesse dans le monde. Depuis, les mobilisations de jeunes qui s'insurgent contre cet état de fait — dès qu'elles ont lieu — sont interprétées à raison par les gouvernements comme des mises en danger de l'ordre répressif et de l'oppression.

Et cette crise aux Etats-Unis surgit brutalement, alors que l'humanité est déjà confrontée à une situation complexe et difficile. En 2020, une pandémie a frappé le monde : près de 2 millions de morts, 85 millions de personnes infectées, un lourd tribut payé en majorité par les plus

pauvres, les plus précaires qui vivent dans de mauvaises conditions d'hygiène et de santé, alors que les hôpitaux ont subi des coupes drastiques dans tous les pays du monde et sont débordés.

---

## LA PANDÉMIE N'EST PAS LA CAUSE DE LA CRISE QU'EST EN TRAIN DE VIVRE L'HUMANITÉ

---

La pandémie est une expression de la crise de décomposition du capital à l'époque de l'impérialisme. Alors que le développement de la technique et de la science ouvre les possibilités de satisfaire les besoins de l'humanité tout entière, le capital s'affirme aux yeux de milliards de femmes et d'hommes comme un obstacle à tout développement des forces productives et de progrès, et comme l'organisateur de la destruction des forces productives de l'humanité, du développement des forces destructives, du parasitisme, bref, de la putréfaction !

Illustratif est le fait que l'industrie d'armement — c'est-à-dire les forces de destruction — est l'un des principaux volants d'entraînement de l'économie capitaliste. Le montant des dépenses d'armement en 2019 a été proche des 2 000 milliards de dollars, une progression de près de 4 % par rapport à 2018. Notons que les Etats-Unis représentent 40 % de ces dépenses militaires. L'impérialisme, c'est le militarisme et la guerre. Les guerres se multiplient sur tous les continents, et notamment en Afrique, avec l'intervention des puissances impérialistes de manière directe ou indirecte, frappant les populations, tandis que brutalement sont imposées des « sanctions » à des pays comme le Venezuela ou l'Iran, asphyxiant les peuples. Les interventions militaires impérialistes, tout autant que le pillage organisé par les trusts, disloquent les nations et les Etats.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, le capital porte l'entière responsabilité de la situation actuelle et des conséquences catastrophiques de la pandémie. Pour elle, se limiter à reprocher aux gouvernements d'avoir fait preuve d'incurie ou de mauvaise gestion, ou de n'avoir pas pris les bonnes mesures, ou encore de n'en avoir pas fait assez... c'est esquiver un fait majeur : la politique de tous les gouvernements, à

l'échelle de la planète, n'avait qu'un objectif : préserver les intérêts du capital financier en écrasant la valeur de la force de travail, dont les systèmes de santé sont partie intégrante.

Face à la colère qui gronde à l'échelle internationale, les gouvernements, dans la panique, ont instrumentalisé la pandémie pour tenter de terroriser les peuples, de les museler, pour faire passer leurs contre-réformes destructrices en s'attaquant à ce qu'ils appellent le « coût du travail », pour tenter d'écraser les travailleurs et la population laborieuse, en jetant à la rue des centaines de millions de travailleurs et de jeunes à l'échelle mondiale. Ils versent des centaines de milliards aux représentants des monopoles impérialistes pour les aider à se concentrer, au détriment du tissu des petites et moyennes entreprises. Ils cherchent à en finir avec le monde d'après 1945, qui a vu, sur tous les continents, les masses exploitées et les peuples conquérir par leur combat révolutionnaire des droits et des conquêtes. Il leur faut donc aujourd'hui, pour écraser la force de travail et tenter de restaurer le taux de profit, détruire toutes ces conquêtes.

Les partis qui se réclament de la « gauche », au nom de la relance économique et de l'urgence sanitaire, mettent en œuvre la même politique quand ils sont au gouvernement ou l'appuient lorsqu'ils sont dans l'opposition. Si les « vieux partis » qui prétendaient parler au nom des travailleurs sont rejetés, particulièrement en Europe, dans certains partis des pays dominés, cette situation provoque une crise, des résistances, des ruptures.

Les sommets dirigeants des confédérations syndicales, au nom de la crise sanitaire et économique, dans de très nombreux cas, acceptent d'accompagner les plans gouvernementaux, mettant en cause l'existence même des organisations syndicales, alors qu'en leur sein de très nombreux militants et responsables à tous les niveaux veulent organiser la résistance qui se dirige contre les fondements du système impérialiste d'exploitation et pose, dans son développement, la question du pouvoir.

Dans de nombreux pays, les syndicats de base, ou de secteurs, outrepassent les consignes des sommets bureaucratiques pour participer au combat de classe, cherchant à préserver ainsi leurs organisations menacées.

---

## LE CAPITAL EST RESPONSABLE

---

Aux yeux d'un nombre grandissant de travailleurs, de militants et de peuples sur tous les continents, le capital est responsable des guerres aux quatre coins du globe — et du développement du terrorisme alimenté par l'impérialisme —, qui poussent sur les routes de l'exil des dizaines de millions d'êtres humains.

Le capital est responsable de la paupérisation grandissante de l'humanité : 2,8 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivent avec moins de 2 euros par jour. Plus de 50 % d'entre eux vivent en Afrique. 876 millions d'êtres humains sont analphabètes, dont les deux tiers sont des femmes.

Le capital est responsable du développement de maladies pour lesquelles existe un vaccin, comme la rougeole. Cette maladie a augmenté de plus de 50 % entre 2016 et 2019. Cette dernière année, 207 500 personnes sont mortes de la rougeole, principalement en Afrique. 230 millions de personnes sont infectées par le paludisme, qui provoque la mort de plus de 400 000 personnes chaque année, dont 85 % en Afrique subsaharienne, alors qu'il existe des traitements pour soigner cette maladie. En Afrique de l'Ouest, le virus Ebola a tué 15 000 personnes.

Le capital est responsable de la mort au travail de 2,3 millions de personnes, chaque année, selon les chiffres de l'Organisation internationale du travail.

Le capital est responsable de la politique destructrice qui frappe depuis longtemps l'ensemble des continents. La politique de pillage des ressources naturelles et d'endettement a disloqué de nombreux pays à l'échelle mondiale, et notamment en Afrique, en détruisant les services de santé. En Amérique latine et aux Caraïbes, le Produit intérieur brut (PIB) en 2020 s'est contracté de près de 8 %, la plus grande contraction depuis 120 ans. Dans les pays impérialistes, la population est saisie car la situation qui prévalait dans les pays opprimés s'abat sur elle. Cette politique a en effet également frappé les services publics et l'hôpital dans les pays capitalistes développés, comme en atteste le fait qu'il y a eu en France — un pays jadis réputé pour son système de santé — plus de 100 000 lits fermés en vingt ans. En Allemagne, 600 hôpitaux

ont été fermés sur la même période. Et aujourd'hui, en pleine pandémie, ces gouvernements à la solde du capital continuent de fermer des lits et de supprimer des postes hospitaliers.

Le capital est responsable du fait que 448 millions d'enfants souffrent de la malnutrition et de la faim. La faim tue chaque jour 25 000 personnes, soit 9 millions par an ! Contre la faim, il existe un vaccin : la nourriture. Le capital est responsable de ce massacre de 9 millions de personnes chaque année, comme en témoigne le directeur du programme alimentaire mondial de l'ONU, qui craint « *une pandémie de la faim plus grave que la Covid-19* », annonçant que 270 millions de personnes s'acheminent dangereusement vers la famine. Et il ajoute : « *270 millions de nos voisins sont aujourd'hui au bord de la famine. De l'autre, il y a 400 000 milliards de dollars de richesses dans le monde (...) et nous n'avons besoin que de 5 milliards de dollars pour sauver de la famine 30 millions de vies.* » Certes, mais ce qui domine à l'échelle mondiale, ce sont les lois du capital !

Les lois du capital, c'est l'augmentation des profits. Les 651 milliardaires américains se sont encore enrichis depuis le début de la pandémie : leur fortune a progressé de 1 000 milliards de dollars depuis la mi-mars. Selon l'organisation Institute for Policy Studies, « *leur fortune globale dépassait au 7 décembre les 4 000 milliards de dollars, contre 2 950 milliards le 18 mars. Jamais auparavant l'Amérique n'avait vu une telle accumulation de richesses en si peu de mains.* »

---

**VOILA LA RÉALITE DE LA LOI  
DU CAPITAL. CE NE SONT PAS  
LA COVID-19 ET LA PANDÉMIE  
QUI SONT RESPONSABLES  
DE CE MASSACRE SOCIAL  
ET HUMAIN, MAIS LE CAPITAL !**

---

La crise aux Etats-Unis, avec toutes ses répercussions mondiales, souligne encore une fois l'impasse dans laquelle le régime

de la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité : la barbarie.

La situation mondiale qui s'exprime dans la crise actuelle aux Etats-Unis est marquée d'une part par la marche à la barbarie qu'engendre le capital, et d'autre part par la mobilisation des travailleurs et des peuples qui veulent vivre et, pour cela, s'engagent dans la voie du combat pour en finir avec le système d'oppression qui les écrase.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, il n'y a pas de tâche plus urgente que de mettre en rapport les militants engagés dans cette bataille, en première ligne aux Etats-Unis, avec tous ceux qui, à l'échelle mondiale, s'engagent dans cette voie afin que tous soient informés au moment de l'action de l'expérience vivante de chacun.

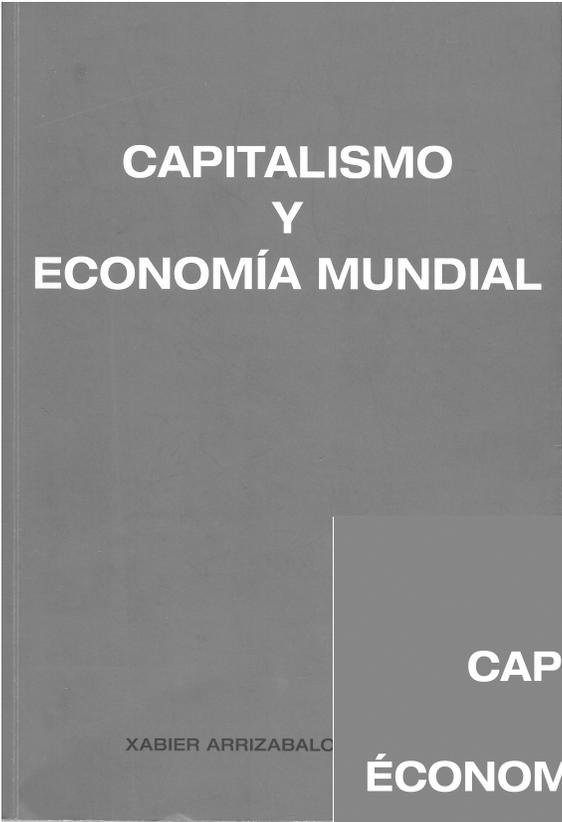
La IV<sup>e</sup> Internationale rejette les appels des régimes inféodés au capital à « l'union nationale » ouverte ou masquée contre la pandémie et la crise économique, car la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques, c'est-à-dire irréconciliables hier comme aujourd'hui. La IV<sup>e</sup> Internationale se situe sur le terrain de la majorité exploitée contre la minorité exploiteuse.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la seule voie est donc celle de l'indépendance à l'égard de tous ces régimes inféodés au capital. Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, les choses sont claires : aucune confiance, aucun soutien sous quelque forme que ce soit à l'état d'urgence sanitaire.

C'est pourquoi, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections sont engagées avec d'autres militants, organisations, courants, dans l'organisation d'une force politique indépendante qui se fixe d'aider les processus de la lutte de classe à se frayer un chemin.

La IV<sup>e</sup> Internationale ne saurait cautionner les subterfuges — quel que soit le nom dont on les affuble — visant à replâtrer le système capitaliste, c'est-à-dire à prolonger son agonie. C'est pourquoi elle participe du combat résolu des travailleurs et des peuples contre le capital et les régimes qui lui sont inféodés.

14 janvier 2021

The image shows the front cover of a book in Spanish. The cover is dark grey with white text. The title is centered and reads "CAPITALISMO Y ECONOMÍA MUNDIAL". The author's name, "XABIER ARRIZABALO", is printed in smaller white letters at the bottom left of the cover.

**CAPITALISMO  
Y  
ECONOMÍA MUNDIAL**

XABIER ARRIZABALO

The image shows the front cover of a book in French. The cover is dark grey with white text. The title is centered and reads "CAPITALISME ET ÉCONOMIE MONDIALE". The author's name, "XABIER ARRIZABALO MONTORO", is printed in smaller white letters at the bottom center of the cover.

**CAPITALISME  
ET  
ÉCONOMIE MONDIALE**

XABIER ARRIZABALO MONTORO

Couvertures en espagnol (2016) et en français (2017)  
de l'ouvrage publié par Xabier Arrizabalo Montoro,  
toujours disponible à la SELIO au prix de 22 €.

## Notes économiques sur la situation mondiale

# Capital financier, crises et privatisations : approfondissement de la destruction des forces productives

**D**ANS ces notes sont présentées, de manière très schématique, quelques considérations qui relient trois éléments : la configuration et les agissements du capital financier — en particulier le capital dominant des Etats-Unis —, la politique de réponse à la crise de la part de ce dernier et son contenu, qui consiste en une remise en cause de toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques, et particulièrement à travers les privatisations. Tout cela confirme l'existence d'une destruction systématique de plus en plus accentuée des forces productives, en accord avec le caractère de l'impérialisme comme phase ultime du capitalisme.

Il s'agit simplement de notes découlant de documents qui, par exemple, caractérisent la situation actuelle comme une sorte de « crise chronique » du capitalisme, faisant allusion à une succession de crises sans qu'il y ait entre elles rien qui, même de très loin, puisse être identifié comme une expansion (cf. présentation de l'ouvrage *Capitalisme et économie mondiale*, dans *La Vérité*, n° 94, juin 2017) (1).

---

### LE CAPITAL FINANCIER

---

Il faut d'abord définir le capital financier. Contrairement à l'idée apparente qu'il s'agit du capital qui se consacre aux finances, en fait, dans le marxisme, c'est l'expression par laquelle est défini un fait historique : la constitution de grandes masses de capital sous un seul et même contrôle, qui ne peut être exercé que par le capital, qui agit sur le terrain des finances.

En tant que fait historique, il découle de la loi générale de l'accumulation capitalis-

te, concrétisée dans la concentration et dans la centralisation qui constituent ces énormes masses de capital, dont la sphère de valorisation peut être, et est, de manière simultanée, l'activité productive, l'activité commerciale ou celle qui est à proprement parler financière, qu'elle soit de crédit ou tout simplement spéculative (2). Ainsi que le définit Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* en 1916 (3), le capital financier est le résultat de la fusion du capital bancaire et du capital industriel. Un processus de fusion qui prend des formes particulières dans chaque cas, mais qui trouve son complément dans l'internationalisation du capital, qui figure également dans son ADN, ainsi qu'il l'explique lui-même en se référant à « la formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde » (page 112).

Il découle de cela deux conclusions très importantes :

1. Le « problème des finances » ne vient pas de ce qu'il existe un type de capital « mauvais », qui s'étend de manière excessive par rapport à un capital « bon » (industriel, celui qui « crée de l'emploi »),

---

(1) Rappelons que l'ouvrage de Xabier Arrizabalo Montoro, *Capitalisme et économie mondiale, Bases théoriques et analyse empirique pour la compréhension des problèmes économiques du XXI<sup>e</sup> siècle*, a été publié (Institut marxiste d'économie) en espagnol en 2014, puis 2016, et en français en 2017 (724 pages). Ces deux éditions sont toujours disponibles (*Ndlr*).

(2) L'actualité du processus de concentration et de centralisation du capital a été abordée dans l'article « Centralisation et concentration du capital à l'époque de l'impérialisme » (*La Vérité*, n° 105, mars 2020).

(3) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), éd. Sélio, février 2010, 162 pages. Entre parenthèses dans le texte, les références des citations faites de cet ouvrage.

mais du capital en général, de la forme qu'adopte historiquement le capital au stade impérialiste, de la manière qu'adopte maintenant le capital qui sert de référence pour l'accumulation à l'échelle mondiale, le « grand capital », du fait de ses tendances inhérentes au mode de production capitaliste, lesquelles se vérifient dans son déploiement historique.

Par conséquent, il ne s'agit pas d'un problème provoqué par une certaine manière de conduire le capitalisme, d'une certaine politique économique, comme s'il était possible d'en avoir une autre. C'est plutôt qu'il s'agit de savoir où nous conduit inévitablement la survie du capitalisme. Les difficultés croissantes de valorisation — qui sous-tendent la loi de la baisse tendancielle du taux de profit — sont la cause de l'expansion des finances et non le contraire, ce n'est pas cette expansion la cause du problème. Cette expansion est la réponse du capital qui vit de son mouvement et qui, par conséquent, devant les difficultés mentionnées de revalorisation, s'oriente toujours plus vers le circuit A-A', aiguisant ainsi les problèmes de l'accumulation générale du capital. Les « thèses de la financiarisation » s'inscrivent dans cette ligne (comme Sweezy, Fine, Chesnais, Duménil et Levy, etc.), une ligne contraire à l'approche de Marx dans *Le Capital*, qui explique la loi du taux de profit avant même de parler de l'activité financière.

Autrement dit : les finances ne sont pas les causes des problèmes, de la crise, mais ce sont la crise, les difficultés croissantes qui provoquent l'expansion des finances (crise qui, sans nul doute, s'exprime habituellement dans les finances). C'est, en définitive, sur cette même question que Lénine contredit Hobson lorsque celui-ci parlait du

« sophisme de la prétendue inévitabilité de l'expansion impérialiste en tant qu'issue nécessaire pour une industrie plus progressive (...). C'est la preuve finale d'une mauvaise économie de distribution. L'impérialisme est le fruit de cette mauvaise économie ; son remède se trouve dans les "réformes sociales" (...). L'impérialisme est une alternative, et une alternative précise parmi les options que présente la vie du pays ; une alternative provoquée par des intérêts égoïstes » (4).

L'impérialisme n'est pas une option parmi d'autres possibles, mais un stade his-

torique du capitalisme, inévitable et le dernier :

« L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général » (Lénine, *op. cit.*, page 111).

Et l'expansion des finances n'est pas une option parmi d'autres possibles, mais un fait inévitable, expression de l'inéluctable fuite en avant du capital.

Le dénominateur commun de ceux qui parlent « d'options », « d'alternatives » au sein du mode de production capitaliste, le font pour le défendre, défendre la « possibilité » d'un capitalisme bon, civilisé, progressiste, à visage humain. Souvent, c'est sûr, sous une grande radicalité apparente, déclarative. Parmi ceux qui parlent ainsi se trouvent ceux qui diabolisent ce que l'on appelle le « néolibéralisme », comme si la politique économique obéissait à une certaine théorie et non aux exigences de la fraction dominante du capital, comme s'il y avait une autre politique de gestion du capitalisme, une politique progressiste (si le néolibéralisme est le capitalisme mauvais, alors c'est qu'il y a un capitalisme bon !). A la question de ce qu'aurait fait au Royaume-Uni un gouvernement travailliste en 1979 s'il avait gagné les élections, la réponse — avec toutes les précautions d'une telle simplification —, nous la trouvons dans la victoire de Mitterrand en 1981 et les politiques que leurs gouvernements finissent par appliquer. Parce que la politique économique n'est pas une variable exogène de l'accumulation du capital, de la même manière que les États bourgeois ne sont pas un instrument technique, neutre. La conséquence, c'est que tout gouvernement qui se donnerait sérieusement la tâche de préserver les conditions de vie de la classe laborieuse se situerait, en fait, sur une position de rupture de manière immédiate.

2. L'étroitesse croissante du marché mondial. Lorsque nous parlons de marché, il faut préciser qu'on ne le mesure pas à la population mais au pouvoir d'achat (la « demande solvable »). En tout cas, lorsque nous pensons à 200 pays et presque huit milliards de personnes, on a peut-être le sentiment que le marché mondial est gigantesque, presque illimité. Cependant, la dimension du marché mondial dans l'économie capitaliste ne peut

(4) Hobson, John (1902) : *Estudio del imperialismo*, Alianza, Madrid, 1981, pages 97 à 100.

se comprendre que rapportée aux besoins de l'accumulation du capital. Et sur ce terrain, ce qui se vérifie est que le marché mondial semble bien petit pour accueillir les besoins de valorisation du capital (de plus, les politiques qu'impose le capital, dont la substance fondamentale est l'augmentation du degré d'exploitation de la force de travail — le taux de plus-value —, contribuent inévitablement à cette étroitesse).

La constitution du marché mondial a été le résultat du déploiement capitaliste, de l'internationalisation du capital qui obéissait aux exigences de la concurrence. La concurrence est partie constitutive du capitalisme, parce qu'elle consiste en l'impératif pour tout capital de se valoriser dans une proportion suffisante — d'obtenir une rentabilité suffisante. Par conséquent, la pression issue du marché, qui a constitué le marché mondial, ne disparaît pas avec sa configuration comme telle, mais au contraire s'aiguise :

« Le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible — de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables —, mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a *terminé* avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra *uniquement* être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un "possesseur" à un autre et non de la "prise de possession" de territoires sans maître » (5).

---

## LA TENDANCE À LA SURACCUMULATION ET LA PROPENSION À LA GUERRE

---

La suraccumulation est le résultat d'un excès de capital, puisqu'elle part de lui, qui, par définition, entend se valoriser, mais en effet n'y parvient pas. Elle s'exprime sous la forme d'une surproduction, mais non de biens, sinon de marchandises. En tant que telle, elle est liée à une chute de la rentabilité, détonateur à son tour des crises, c'est-à-dire de l'interruption ou au moins du ralentissement du processus d'accumulation, qui à son tour s'exprime dans la fermeture d'activités, la destruction d'emplois, etc.

La propension à la guerre est plus que connue et analysée par les marxistes depuis

déjà *L'accumulation du capital* de Rosa Luxemburg de 1913. La guerre a comme arrière-plan principal la lutte pour la conquête des marchés et, par conséquent, elle résulte du combat de concurrence : elle est donc inhérente au capitalisme. Mais l'économie de guerre, outre sa fonction directe pour le contrôle des marchés, est simultanément un espace privilégié en vue de l'accumulation du capital à cause de la garantie qu'implique le caractère étatique de la demande (relié à cela, il y a les vases communicants entre dirigeants du capital et dirigeants de l'appareil d'Etat, qu'explique déjà Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

En 2019, dernière année dont les données sont disponibles, les dépenses militaires augmentent plus qu'elles ne l'avaient fait depuis de longues années :

« Les dépenses militaires globales totales ont atteint 1 917 milliards de dollars en 2019 (...). Elles représentent une augmentation de 3,6 % par rapport à 2018 et la plus forte croissance annuelle des dépenses depuis 2010 (...), et 2,2 % du Produit intérieur brut (PIB) mondial, ce qui équivaut à approximativement 249 dollars par personne.

*"Les dépenses militaires mondiales ont représenté en 2019, 7,2 % de plus qu'en 2010, ce qui montre une tendance à l'accélération de la croissance des dépenses militaires ces dernières années"*, affirme le Dr Nan Tian, chercheur du SIPRI. *"C'est là le niveau le plus élevé des dépenses depuis la crise financière mondiale de 2008 et probablement représente-t-il un pic dans les dépenses."*

Les Etats-Unis impulsent la croissance mondiale des dépenses militaires. Les dépenses militaires des Etats-Unis ont augmenté de 5,3 %, pour atteindre un total de 732 milliards de dollars en 2019 et ont représenté 38 % des dépenses militaires mondiales. L'augmentation des dépenses des USA, dans la seule année 2019, est l'équivalent de la totalité des dépenses militaires de l'Allemagne pour cette année (...). Les dépenses militaires de la Chine ont atteint 261 milliards de dollars en 2019 (...). Les dépenses militaires de l'Allemagne ont augmenté de 10 % en 2019, pour atteindre 49,3 milliards » (6).

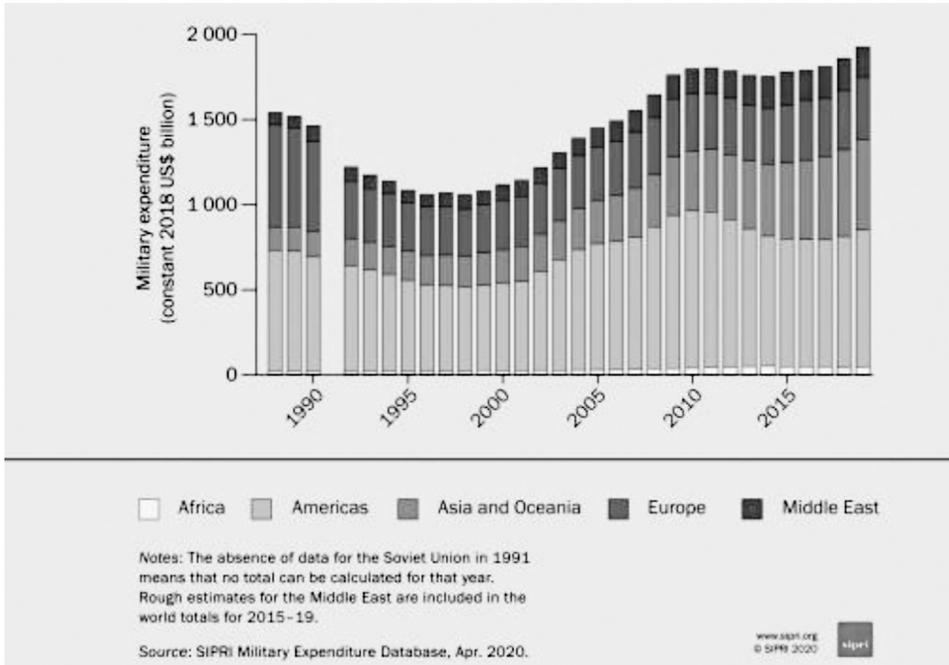
---

(5) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, op. cit., page 99.

(6) <https://www.sipri.org/media/press-release/2020/global-military-expenditure-sees-largest-annual-increase-decade-says-sipri-reaching-1917-billion>.

Les proportions sont éloquentes : les dépenses militaires de la Chine représentent 35 % du total de celles des Etats-Unis, malgré une population qui en est le quadruple ; l'Allemagne moins de 7 % de celles des

Etats-Unis. C'est-à-dire que, *per capita*, les Etats-Unis dépensent 2 236 dollars, 3,8 fois plus que l'Allemagne (592 dollars) et 12 fois plus que la Chine (187).



## Dépenses militaires mondiales (par région, 1988-2019)

### LE CAPITAL FINANCIER AMÉRICAIN, UN GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE

Aux Etats-Unis, l'activité financière passe de 8 % de la production (« *gross output by industry* ») en 1945 à 20 % en 2020. A l'intérieur du secteur financier, les « *securities* » (en particulier spéculatives) passent de 1 % à 10 % de l'activité financière.

L'autre face de la monnaie, c'est la désindustrialisation :

« Depuis 1980, nous parlons de la destruction de plus d'un tiers des travaux manufacturiers des Etats-Unis, qui passent de 18,9 à 12,2 millions (...). Depuis la seule année 2000, plusieurs millions de travailleurs ont perdu leur emploi dans des usines qui payaient 25 dollars l'heure (à peu près 23,6 euros), outre les avantages médicaux et de retraite. En de nombreuses occasions, les seules alternatives ont été des emplois dans le secteur des services sans les avantages et pour 12 dollars (à peu près 11,3 euros) l'heure » (7).

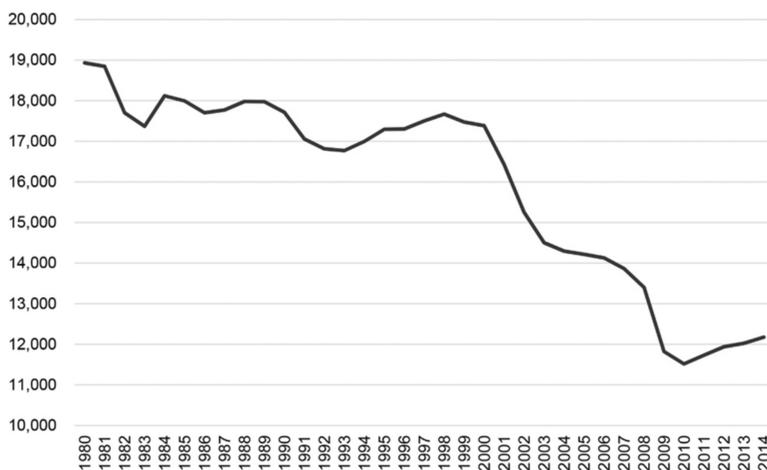
Le capital financier américain, soutenu par l'Etat impérialiste le plus puissant, reste le capital dominant, même s'il s'agit d'un « géant aux pieds d'argile ». Par exemple, parmi ceux qui agissent comme juge et partie, à savoir les agences de notation (« *rating* »), à peine trois d'entre elles contrôlent 92 % du marché européen. Ce sont S&P, Moody's et Fitch : les trois sont américaines.

Il existe une autre donnée, moins bien connue, qui est très importante. Dans l'activité du capital financier est de moins en moins importante celle qui agit sur les fonds d'investissements actifs (comme les *hedge funds*) au détriment de ce qu'on appelle les « investissements passifs », ceux qui suivent les indices et se décident selon des modèles numériques. Selon Bloomberg, pendant qu'en 2009 ils constituaient les 20 % de

(7) <https://www.technologyreview.es/s/6490/> L'industrie des Etats-Unis ne redeviendra jamais ce qu'elle était auparavant, quoi qu'en dise Trump.

### U.S. Employment in Manufacturing Industries

Thousands of Jobs, 1980-2014



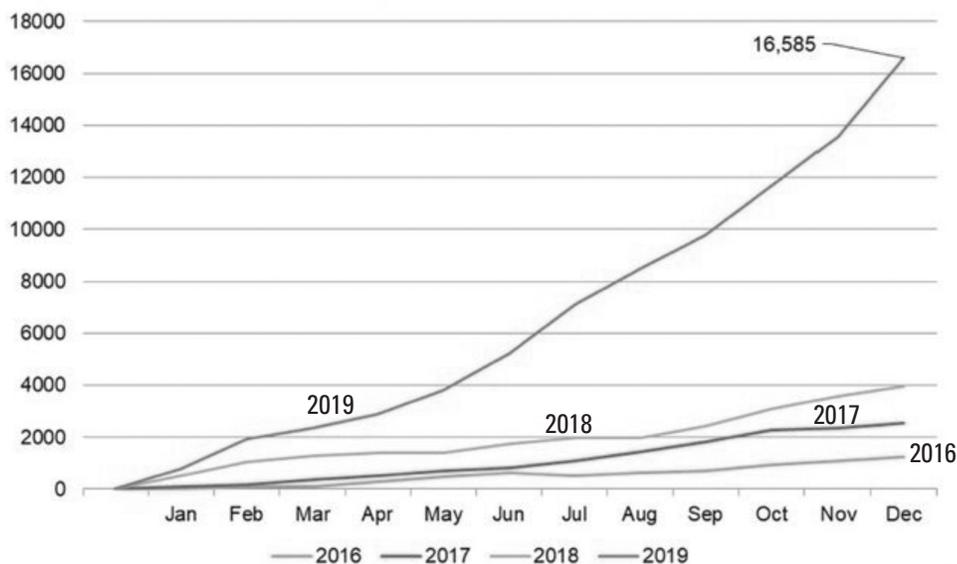
Source: Brookings Analysis of Moody's Analytics Data

**B** Metropolitan Policy Program  
at BROOKINGS

### L'emploi aux Etats-Unis dans les industries manufacturières (en milliers d'emplois, 1980-2014)

#### Fondos cotizados (ETF) ESG domiciliados en Europa

Flujos mensuales acumulados (millones de euros)



Fuente: Bloomberg, Lyxor International Asset Management

### Fonds cotés (EFT) ESG domiciliés en Europe – Flux mensuels accumulés (millions d'euros)

(Source : Bloomberg, Lyxor International Asset Management)

tous les actifs des Etats-Unis et en 2017 un tiers, en août 2019 ils avaient déjà dépassé ces mêmes actifs. Au Japon, c'est pratiquement 70 %. En Europe, en janvier 2020, la gestion passive représente déjà 69 % des placements boursiers. Selon le cabinet d'expertise Willis Towers Watson, les actifs administrés de manière passive sont passés ces cinq dernières années de 16,5 % à 21,6 % (8).

Quelle importance cela a-t-il ? Tout simplement que cela renforce encore plus la concentration et également le risque : dans un article de la revue *Business and politics* (« Affaires et politique »), il est expliqué :

« L'industrie des fonds indexés passifs est dominée par BlackRock, Vanguard et State Street, ceux que nous appelons les "Trois Grands" (Big Three). Nous avons répertorié intégralement la propriété des Trois Grands aux Etats-Unis et nous nous trouvons devant le fait qu'ensemble ils constituent le plus grand actionnaire dans 88 % des firmes de S&P 500 » (9).

De même qu'avec les agences de notation, trois entités seulement disposent d'une position franchement oligopoliste, et les

trois sont américaines. Leur position dominante est confirmée également dans la capitalisation bancaire :

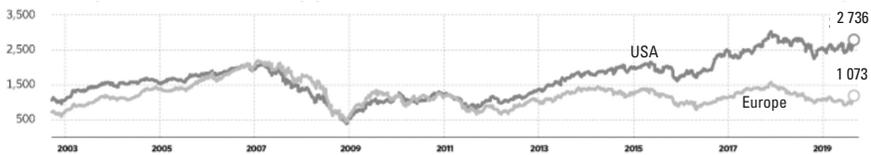
(8) Article publié par Bloomberg, intitulé « *Fin d'une ère : les fonds d'investissement passif dépassent les actifs dans ce qui est un changement épique* ». John Gittelsohn, John (2019) : « *End of Era : Passive Equity Funds Surpass Active in Epic Shift* », en <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-09-11/passive-u-s-equity-funds-eclipse-active-in-epic-industry-shift>, 11 septembre.

(9) Fichtner, J. R., Heemskerck, E. M., & Garcia Bernardo, J. (2017) : « *Hidden Power of the Big Three ? Passive Index Funds, Re-Concentration of Corporate Ownership, and New Financial Risk* », *Business and Politics*, 19 (2), pages 298 à 326.

Un important groupe financier américain (Sanford C. Bernstein & Co., LLC.) a présenté une note avec un titre significatif, « *Le silencieux chemin vers l'esclavage : pourquoi les investissements passifs sont-ils pires que le marxisme* », par référence aux distorsions que représente l'absence de quelqu'un à la tête, cela étant pire encore pour lui que la planification centralisée. Evidemment, l'extension des spéculations passives les affecte, mais il y a également un élément de risque supplémentaire. Pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022 est prévue la mise en route de « Bâle IV », la quatrième kyrielle d'accords régulateurs du Comité de supervision bancaire de Bâle (après ceux de 1988, 2004 et 2010). Sa capacité est cependant très limitée devant la pression du capital du sauvetage de banques a fortiori après « l'autonomisation » des banques centrales imposée en Europe depuis Maastricht.

### Le leader des Etats-Unis représente le triple de celui du Vieux Continent

Evolution de la capitalisation du secteur bancaire en Europe et aux Etats-Unis (milliards de dollars)

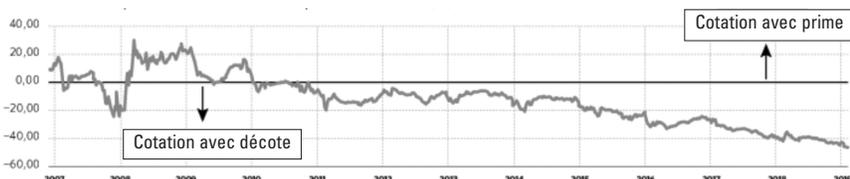


Capitalización de los grandes bancos de EEUU (mill. de euros)

Capitalización de los grandes bancos de Europa (mill. de euros)



### Evolution de la décote du fait de la valeur dans les livres de compte des banques européennes face à celles des Etats-Unis (en %)



Fuente FactSet, UBS y Bloomberg.

eEconomista

Source : FactSet, UBS et Bloomberg

« La plus grande banque d'Europe est HSBC — dont le négoce est basé en Asie —, avec une capitalisation de 138 milliards d'euros. En comparaison, BNP Paribas atteint à peine les 64 milliards d'euros de valeur boursière et la banque de Santander se retrouve en dessous des 60 milliards. Ces chiffres constituent un fort contraste avec ceux des géants des Etats-Unis. JP Morgan Chase prend la tête avec une valeur qui dépasse les 370 milliards d'euros. En comparaison, Bank of America approche les 270 milliards de valeur boursière, Wells Fargo dépasse les 200 milliards et Citi frôle les 150 milliards » (10).

Encore une donnée : 61,7 % des réserves mondiales des banques centrales sont en dollars, tandis qu'à peine 1,9 % sont en yuans ou renminbis.

---

## L'INTERVENTION DES ÉTATS : SAUVETAGES, AIDES ET PRIVATISATIONS POUR LE CAPITAL

---

Le transfert d'activités de secteurs préablement publics aux capitalistes, c'est-à-dire les privatisations, — avec pour conséquence l'élimination de leurs sections non rentables —, est une exigence actuelle de l'accumulation du capital. Il faut prendre en considération deux nécessités du capital auxquelles répond la privatisation (même si c'est, évidemment, sous la forme d'une fuite en avant). D'un côté, augmenter le degré d'exploitation (le taux de plus-value), ce à quoi le fait de privatiser des services publics participe pour autant qu'il implique une réduction du salaire indirect et différé (11). D'un autre côté, l'ouverture de ces secteurs à la production, et-ou appropriation de plus-value. Par rapport à ce dernier point, il est essentiel de souligner l'énorme importance de la privatisation dans des domaines comme la santé, les résidences pour personnes âgées, l'enseignement, la recherche, le logement, etc.

Le corollaire de tout cela est une systématisation encore plus forte de la destruction de forces productives. En premier lieu du fait de la dévalorisation de la force de travail, qui est sa principale composante. En deuxième lieu, par la liquidation des segments d'activité non rentables, ce qui est observé en particulier dans la désindustrialisation. En troisième lieu, à cause du saccage des ressources naturelles. En qua-

trième lieu, à cause de la destruction provoquée par les guerres. En cinquième lieu, du fait de la concrétisation de toutes les difficultés de valorisation du capital dans ce que nous avons caractérisé comme étant une crise chronique. Etc.

Une dernière remarque : même les économistes bourgeois parlent de « *désindustrialisation prématurée* ». Même si cela ne peut être développé ici, en revanche, cela mérite d'être relevé, parce qu'il s'agit de processus de désindustrialisation dans des pays et des régions dans lesquels n'est pas parvenu à se constituer réellement un authentique processus d'industrialisation. C'est important parce que cela contredit les bienveillantes thèses selon lesquelles la délocalisation est une question simplement géographique et non ce qu'elle est réellement : l'expression des difficultés croissantes du mode de production capitaliste, qui, comme le précisait Marx, fait se transformer les forces productives en forces destructives :

« Ces forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles deviennent pour la plupart des forces destructives (...).

Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructives » (12).

Un exemple très imagé est celui de la Chine, au-delà de toutes ses particularités

---

(10) <https://www.economista.es/mercados-cotizaciones/noticias/10211438/11/19/La-capitalizacion-de-la-banca-de-EEUU-ya-es-25-veces-mayor-que-la-de-Europa.html>.

(11) L'affaire de la destruction de la sécurité sociale qu'a imposée la dictature chilienne au service du capital financier est de ce point de vue emblématique. Moyennant la capitalisation individuelle et la gestion privée, elle a cassé le « système par répartition » de solidarité des générations grâce à la gestion publique, en imposant que le salaire produit mais non encaissé cesse d'être un salaire pour être du capital avant d'être encaissé finalement comme salaire de vieillesse, par exemple. C'est-à-dire, une masse approximative de 0,4 % du PIB qui est du salaire se transformant en capital (10 % de cotisation obligatoire sur tout le salaire, qui est autour de 40 % du produit), en dehors des commissions. Le résultat, c'est que disparaît le salaire de vieillesse : face à un taux de substitution de 79 % dans le cas espagnol, au Chili, il est de 33 % pour les travailleurs et de 25 % pour les travailleuses.

qu'il conviendrait d'aborder de manière spécifique :

« La ville de Yichun, dans la région de Heilongjiang, au nord-ouest de la Chine, a connu une forte croissance en quelques décennies, passant de la situation de poste avancé recouvert de mauvaises herbes à celle de ville prospère grâce à sa principale industrie : l'exploitation forestière. Plus récemment, Yichun a commencé à connaître des difficultés ; sa population a diminué de 111 000 habitants entre 2005 et 2015, selon des données de l'ONU. Des décennies de déforestation insoutenable sont déjà maintenant payées au prix fort. Maintenant, la ville est classée comme l'une des villes chinoises aux "ressources épuisées" et le manque de couche arable provoque des inondations dévastatrices.

Yichun n'est pas seule dans ses luttes économiques. L'année dernière, la Chine a annoncé un train de mesures d'aide financière de cinq ans pour la zone industrielle défavorisée au nord-ouest afin d'aider les villes aux "ressources épuisées" à lutter contre des faillites et à couvrir les coûts du nettoyage environnemental » (13).

Lénine (en 1916) avait expliqué cela clairement :

« D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique, et même son territoire d'une façon générale. De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices "possibles" dans l'avenir (et non leurs bénéfices actuels), en tenant compte des résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés » (14).

---

## CONCLUSION : SOCIALISME OU PLUS DE BARBARIE

---

Les faits ne laissent aucun doute : l'ancienne formulation de Rosa Luxemburg « *socialisme ou barbarie* » est pleinement vérifiée. Parler de barbarie n'est pas un artifice, car la barbarie est déjà là. Même le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a reconnu dans le *Rapport mondial sur les salaires 2020-2021*, de décembre dernier, que « *l'accroissement des inégalités entraîné par la crise de la COVID-19 menace de laisser derrière elle de la pauvreté, ainsi qu'une instabilité sociale et économique, ce qui serait désastreux* ».

La destruction systématique de plus en plus accentuée des forces productives est la conséquence finale de la survie du mode de production capitaliste. Il ne s'agit pas d'un problème de gestion du capitalisme, mais celui des lois qui le régissent et l'entraînent dans la catastrophe.

Le capitalisme étant le dernier maillon historique des sociétés mercantiles, fondées sur la propriété privée des moyens de production, la solution ne peut être trouvée que dans l'expropriation du capital, c'est-à-dire dans l'expropriation des expropriateurs. Et cela ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière politiquement organisée, d'une manière complètement indépendante de tout engagement avec toutes et chacune des institutions du capital.

**Xabier Arrizabalgo Montoro**  
8 janvier 2021

---

(12) Karl Marx et Friedrich Engels (1845), *L'Idéologie allemande, première partie Feuerbach*, Editions sociales, 1976, pages 59 et 37.

(13) <https://www.cronista.com/financialtimes/La-desindustrializacion-es-responsable-del-crecimiento-de-ciudades-fantasma-20170711-0033.html>. La désindustrialisation est responsable de la croissance des villes fantômes – 2017/07/11 – 00 33. Html

(14) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, op. cit., pages 107-108.

# L'Europe à l'heure des échéances...

« *Le point d'articulation géopolitique américain, ce n'est plus nous* »

**P**OUR tous les dirigeants européens qui entretenaient quelques espoirs dans l'élection de Biden, les illusions auront été de courte durée.

Invité du Club de l'Economie du *Monde* le 17 décembre 2020, Pascal Lamy ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), rétablissait en quelques formules la dure réalité :

« On va avoir — *déclarait-il* — un grand changement de posture, avec un Biden aimable. Vu de notre côté, c'est un soulagement, parce que, enfin on va pouvoir se parler des deux côtés de l'Atlantique. Tout cela aura des effets assez modestes sur le fond, pour plusieurs raisons. La première c'est que pour nous Européens, le sujet ce n'est pas l'Europe, c'est la Chine. Le point d'articulation géopolitique et géoéconomique américain dans le monde d'aujourd'hui et de demain, c'est le Pacifique, c'est l'Asie, c'est la Chine. Ce n'est plus nous. Ce sera donc sa priorité, avec le même logiciel politique que celui de Trump » (1).

Bref, pour les groupes dominants du capital financier (essentiellement américain) l'Europe et ses différentes composantes ne leur offrent pas, dans la crise qui vient de s'ouvrir, un marché et un taux d'exploitation à la hauteur de leurs ambitions.

Dans une note issue du Secrétariat international (SI) de la IV<sup>e</sup> Internationale du 23 novembre 2020 (2), nous écrivions :

« (*La crise de 2020*) est le prolongement et l'approfondissement de la crise de 2008-2009. Elle a épuisé tous les subterfuges parasitaires mis en œuvre sous l'égide de l'impérialisme américain et de la Fed pour sortir de la crise de 2008. Elle concentre de ce fait, en elle, à la puissance dix, tous les traits de la décadence de tout le système.

Le château de cartes s'effondre !

La crise qui déchire les sommets de l'impérialisme américain en est le produit. L'impérialisme le plus puissant est victime de la domination sans partage qu'il exerce sur le monde depuis 1945. L'impérialisme améri-

cain est de plus en plus tributaire des explosions sporadiques d'un marché mondial disloqué par les monopoles impérialistes. La crise le pousse à chercher, sous une pression chaque jour renforcée, un débouché à ses capitaux hors des Etats-Unis. Son déficit commercial s'aggrave, son industrie est frappée de plein fouet.

C'est là que la « fracture » qui est en train de briser la nation américaine trouve son origine. C'est cette dimension qui donne aux manifestations des Noirs, des Latinos, des syndicalistes et des jeunes blancs... l'écho considérable qu'elles reçoivent partout dans le monde. »

---

## LA "GUERRE COMMERCIALE" NE CESSERA PAS AVEC LE DÉPART DE TRUMP

---

La guerre commerciale engagée par l'administration Trump contre la Chine (et contre le monde entier, à commencer par l'Europe) ne va pas cesser avec le départ de Trump. Elle dépasse le cadre d'une simple concurrence entre puissances économiques.

Ce sont les colossaux déficits extérieur et budgétaire des Etats-Unis qui sont à l'origine de cette « guerre ». Ces déficits sont la conséquence de la position dominante de l'impérialisme américain qui a le « privilège exorbitant » d'émettre la monnaie de réserve internationale. L'ampleur des déficits de l'Etat américain menace la solidité du dollar qui demeure sa monnaie nationale, ainsi que tout le fragile équilibre du système financier international bâti autour du dollar.

La « guerre commerciale » est la tentative vaine d'enrayer ce mécanisme en faisant payer le prix à ses concurrents ainsi qu'à tous les peuples.

---

(1) Intervention de Pascal Lamy, *Le Monde*, 18 décembre 2020.

(2) *La Lettre de La Vérité*, n° 1007, 10 décembre 2020.

---

## EN 1945, LE SOULÈVEMENT DES PEUPLES CONTRAINT L'IMPÉRIALISME À DIFFÉRER LE DÉMANTELEMENT DES ÉTATS EUROPÉENS

---

La marginalisation de l'Europe était inéluctablement inscrite dans l'approfondissement de la crise du système impérialiste mondial. Les frontières nationales héritées de l'histoire de la formation et du développement de la société bourgeoise étaient depuis longtemps devenues trop étroites pour fournir aux monopoles impérialistes un cadre correspondant aux exigences de leur expansion.

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique sortie vainqueur du conflit n'avait pas pour intention de remettre en selle ses vieux concurrents européens.

Le plan Morgenthau (*du nom du secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis — Ndlr*) prévoyait, en septembre 1944, un démembrement pur et simple de l'Allemagne. Son industrie devait être démantelée et le pays transformé en Etat agricole...

Par ailleurs, les troupes américaines qui débarquaient en France amenaient dans leurs bagages des « gouverneurs » chargés de restructurer sous leur autorité les débris de l'appareil d'Etat.

C'est la menace du surgissement des peuples, tout juste libérés de l'oppression nazie, qui a fait changer de pied l'impérialisme américain. Le plan Morgenthau était abandonné en septembre 1946 et remplacé en 1947 par le plan Marshall.

Les vieux États-nations étaient remis en selle pour, avec la collaboration des directions stalinienne et social-démocrates, endiguer et canaliser la vague révolutionnaire, tout en étant contraints de concéder à la classe ouvrière des principaux pays européens des conquêtes politiques et sociales qui la vertèbrent encore aujourd'hui.

L'impérialisme américain ne renonçait pas pour autant à son objectif d'organiser un large marché ouvert aux appétits de ses monopoles. Du traité de Rome aux institutions supranationales de l'Union européenne mises en place pour imposer contre la souveraineté des peuples les exigences du capital financier (Fonds monétaire international — FMI) et sa politique d'ajustement

structurel permanent, l'histoire de l'Union européenne (UE) n'a été qu'une longue succession de crises dans lesquelles n'ont cessé de s'opposer les intérêts contradictoires des différents États qui la composent.

Si l'impérialisme a été contraint, dans les années 1944-1950, par la mobilisation révolutionnaire des peuples, de différer le démantèlement de l'Europe et de ses vieilles nations, la crise dans laquelle nous sommes entrés remet la question à l'ordre du jour dans toute sa brutalité.

---

### “UNE OPPORTUNITÉ REMARQUABLE À SAISIR...”

---

Rendant compte de la préparation du Forum de Davos, le journal français *Les Echos* écrit (3) :

« Traditionnellement organisé début janvier en Suisse, le Forum de Davos, devrait se dérouler... en mai... à Singapour. Le Forum économique mondial n'en a pas moins publié son habituel rapport annuel sur la compétitivité (...). Le monde ne fera pas l'économie d'une profonde transformation des économies. Le Forum répertorie onze priorités.

Les décideurs politiques ont une opportunité remarquable à saisir ici, afin de façonner de nouveaux systèmes économiques hautement productifs tout en accroissant la prospérité partagée et la durabilité environnementale — *a souligné la direction générale du Forum.* (...) Il est vital d'orienter et de former les personnes vers des emplois à forte composante numérique. Cet objectif passe notamment par la mise à jour des programmes d'enseignement, la réforme du droit du travail et une meilleure utilisation des nouvelles technologies de gestion des talents. »

Le Forum de Davos annonce la couleur. Il déménage à Singapour, confirmant les propos de Pascal Lamy selon lesquels « *le point d'articulation géopolitique et géoéconomique américain dans le monde d'aujourd'hui et de demain, c'est le Pacifique, c'est l'Asie, c'est la Chine* ».

Il fixe comme priorité la transition à marche forcée vers le numérique avec toutes les « réformes » qu'elle exige : les programmes d'enseignement, le droit du travail ...

---

(3) Richard Hiault, « Covid : le Forum de Davos prône une profonde mutation économique », *Les Echos*, 16 décembre 2020.

Dans la compétition sans pitié qui s'engage dans cette crise pour se faire une place sur un marché mondial sursaturé, les monopoles vont chercher par tous les moyens à augmenter leur productivité.

L'automation et la numérisation des chaînes de production dopées par les progrès techniques vont en être les instruments privilégiés.

Ce faisant, les exigences de l'accumulation capitaliste vont tendre à substituer toujours plus le renforcement des moyens de production à la force de travail, le capital constant au capital variable, qui est la seule source créatrice de valeur donc productrice de plus-value.

---

### ÉCRASER LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

---

La modification de la composition organique du capital qui en résulte tend en permanence à faire baisser le taux de profit (loi de la baisse tendancielle du taux de profit).

Pour s'opposer à cette baisse, le capital va devoir écraser la valeur de la force de travail. En Europe, il va chercher à détruire toutes les conquêtes politiques et sociales qu'il a dû concéder à la classe ouvrière après la Deuxième Guerre mondiale pour sauver le système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Pour donner une image de l'ampleur de la « transformation » prônée dans le rapport préparatoire au Forum de Davos, un seul exemple suffira : celui de la « transformation » de l'automobile en Allemagne, la principale puissance économique en Europe.

« L'automobile allemande est-elle en train de vivre une transition majeure, ou a-t-elle amorcé son déclin ? », s'interrogeait, en septembre dernier, le journal *Le Monde* (4). Depuis quelques jours, poursuivait-il, plusieurs équipementiers majeurs (ont) annoncé une série de plans sociaux d'ampleur, avec fermetures de sites.

Ces entreprises et leurs fournisseurs portent une grosse partie de l'emploi industriel du pays. Dans cette branche clé de l'économie allemande qui emploie à elle seule 800 000 personnes, d'aucuns s'attendent à un automne noir (...).

La pandémie de Covid 19 n'est pas directement responsable de cette vague de licen-

ciements. Elle n'a fait que l'accélérer. L'industrie de l'automobile allemande vit une crise qui a démarré bien avant. La décrédibilisation du diesel, avec le scandale Volkswagen en 2015, a été l'un des points de départ.

L'électrification des gammes menée tambour battant par les grands constructeurs condamne à un douloureux atterrissage tous les experts du moteur à explosion disséminés dans le pays (...).

Des emplois seront bien créés au sein de l'industrie automobile dans les années à venir mais ils seront sans doute moins nombreux et surtout de nature différente. Les programmeurs prendront la place des tourneurs-fraiseurs et les experts des batteries remplaceront les orfèvres des joints de culasse devenus inutiles.

L'ouvrier métallo typique, très qualifié, syndiqué, bien payé et résident d'une petite ville, pilier de l'identité industrielle allemande, pourrait se retrouver au chômage, voire... ringardisé. »

---

### LE MODÈLE TESLA

---

Cette « transformation » radicale est déjà en voie de réalisation. Elle porte un nom, Tesla. Elon Musk, son P-DG, est un adepte de la numérisation du procès de production de ses voitures électriques.

Il vient d'annoncer le démarrage d'une usine en Allemagne, près de Berlin. Son entreprise créée en 2013 a pris son essor à partir de la création, en Chine, d'une gigafactory produisant pour le monde entier.

Avec bientôt cinq grandes usines ultramodernes (deux aux États-Unis, deux en Chine et une en Allemagne), il se vante d'être le seul groupe capable de produire ses voitures sur les trois grands marchés mondiaux.

La valorisation de Tesla à Wall Street atteint 650 milliards de dollars et dépasse la capitalisation combinée de Toyota, Volkswagen, General Motors, BMW et Ferrari.

Un bouleversement de toute l'industrie automobile. Un bouleversement qui frappe l'Allemagne, la France, l'Espagne... et aussi ces pays dont les bases industrielles ont été pillées par les nomenklaturas mafieuses au

---

(4) Cécile Boutelet, « *Recrudescence des plans sociaux dans l'automobile allemande* », *Le Monde*, 23 septembre 2020.

service des grands groupes monopolistes, dans les années 1990-1991, et intégrés à l'UE comme sous-traitants de l'industrie allemande, à savoir la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie.

Elon Musk promet la création de 12 000 emplois en Allemagne et envisage de monter à 40 000. Il met une condition : se passer de l'IG-Metall et de ses conventions collectives. Tout un programme !

La voie étant ouverte, Herbert Diess le patron de Volkswagen, s'y est immédiatement engagé.

H. Diess déclare que la restructuration indispensable de Volkswagen doit se faire sur le modèle Tesla. Et comme premier pas franchi dans cette voie, il conteste la place occupée par l'IG-Metall dans les instances de direction du groupe (conseil d'entreprise) remettant en cause la cogestion institutionnelle qui a garanti la stabilité politique de la République fédérale depuis 1949.

Le capital financier, tendant toutes ses forces pour s'opposer à la baisse tendancielle du taux de profit aggravée par la hausse vertigineuse des investissements en instruments numériques (capital constant), exige d'écraser comme jamais la part des salaires (directs et indirects). La crise lui fournit l'occasion de s'attaquer à toutes les conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière.

Pour le capital financier, ce qui faisait la spécificité de l'Europe depuis 1945 doit disparaître. L'échéance ne peut plus être différée. Les flux de capitaux doivent être orientés vers les immenses marchés de l'Asie et surtout vers les immenses réserves de main-d'œuvre à bon marché, aux premiers rangs desquelles la classe ouvrière chinoise livrée depuis les années 1980 par la bureaucratie à l'exploitation des monopoles impérialistes.

« La pandémie "conduira à une nouvelle hiérarchie des régions" qui bénéficiera à l'Asie, a estimé cette semaine Angela Merkel, en marge d'un sommet dédié au numérique. Le constat de la chancelière allemande est partagé par les professionnels de l'investissement » (*Les Echos*, 5 décembre 2020).

---

## IL N'Y AURA PAS DE PLAN MARSHALL BIS

---

Les dirigeants de l'Union européenne peuvent faire des effets de manches sur

« l'autonomie stratégique » de l'Europe, sur « la réglementation des Gafa » (Google, Amazon, Facebook, Apple) ou sur « le plan de relance »... la réalité est implacable.

Ni les Etats européens, ni l'Union européenne n'ont la taille pour résister aux groupes monopolistes qui s'affrontent pour s'assurer la conquête de leur espace vital.

Il suffit d'observer pour s'en convaincre leur incapacité à imposer aux Gafa défendus par les Etats-Unis le respect d'une fiscalité des activités numériques des multinationales.

Il n'y aura pas de stabilisation. La « transformation » qui est engagée ne laissera pas de place à une Europe qui ferait contrepoids entre les Etats-Unis et la Chine.

Ils peuvent se féliciter de l'accord du Brexit conclu dans la nuit du 25 décembre, la Grande-Bretagne aura largué les amarres pour tenter d'échapper à la marginalisation de l'Europe.

Ils peuvent s'impatienter sur les délais de déblocage des fonds inscrits au « plan de relance » tout en rêvant de plan Marshall. Il n'y aura pas de plan Marshall bis.

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis vainqueurs du conflit organisaient le monde.

Après avoir reconstruit le système monétaire international autour du dollar en 1944 (accords de Bretton Woods), les Etats-Unis adoptent et mettent en œuvre en 1947 le plan Marshall.

En quatre ans, les Etats-Unis ont prêté à l'Europe ravagée par la guerre 16,5 milliards de dollars (l'équivalent de 173 milliards de dollars de 2020). Ces prêts ont permis aux Etats européens ruinés et dévastés par la guerre d'acheter aux Etats-Unis de quoi nourrir leurs peuples (blé), d'acheter les machines et les matériaux nécessaires à la reconstruction, sans oublier les dépenses d'armement (guerre froide).

Les Etats-Unis s'ouvraient un marché qui a, bon an, mal an, porté la « croissance » de 1945 à 1971.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain n'a plus la prétention d'organiser le monde.

Il concentre en son sein toutes les contradictions du système de domination impérialiste entré dans sa phase de putréfaction et tente de faire payer au monde entier les frais de sa survie.

---

## LES RAPPORTS EUROPE ET AMÉRIQUE SE PRÉSENTENT SOUS UN AUTRE ANGLE QUE CEUX QU'ANALYSAIT TROTSKY EN 1926

---

Partant de la puissance des Etats-Unis qui venaient d'évincer l'ex-première puissance du monde, la Grande-Bretagne, Trotsky déclarait (5) :

« Il résulte (*de cette situation*) que la révolution ne viendra en Amérique qu'en second lieu. Elle commencera par l'Europe et l'Orient. L'Europe viendra au socialisme contre l'Amérique capitaliste, dont elle aura à vaincre l'opposition. Certes, il serait plus avantageux de commencer la collectivisation des moyens de production par ce pays extrêmement riche qu'est l'Amérique, puis de continuer dans le reste du monde. Mais notre propre expérience nous a montré qu'il est impossible d'établir à son gré l'ordre de la révolution dans les différents pays. »

Une longue période s'est écoulée. La révolution européenne qui s'avancait a été contenue, détournée et trahie par l'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin. L'ordre impérialiste ébranlé dans les années 1944-1945 a été rétabli.

La décomposition du système impérialiste s'est poursuivie, avec ses conséquences désastreuses pour l'humanité tout entière.

S'il ne s'agit pas d'établir « à notre gré » l'ordre de la révolution dans les différents pays, il nous faut, en revanche, comprendre ce qui a fondamentalement changé dans les rapports qu'entretient l'Amérique avec l'Europe.

Le désastre sanitaire provoqué aux Etats-Unis par la pandémie du Covid 19 jette une lumière crue sur l'état dans lequel l'impérialisme américain a plongé ces dernières décennies, le peuple américain.

Le gouvernement des Etats-Unis a délocalisé les principales industries du pays, déclassant des couches entières du prolétariat industriel, paupérisant les classes moyennes, détruisant tout embryon de système de santé.

L'extrême tension des rapports sociaux a fait remonter à la surface le comportement violent et raciste des forces de police, provoquant l'indignation au sein du peuple américain, Noirs, Latinos, Blancs rassemblés.

Il s'agit d'une situation sans précédent. A l'évidence, la crise financière de 2008 et ses millions de familles expulsées de leur logement a marqué de son empreinte le pays tout entier.

---

## L'EMPREINTE DE LA CRISE FINANCIÈRE DE 2008

---

L'historien britannique A. Tooze écrit en 2018 dans son livre *Crashed* (6) :

« L'empreinte la plus évidente de la crise financière de 2008 sur l'élection de 2016 est le fait que Bernie Sanders ait pu être un sérieux candidat à l'investiture du Parti démocrate. Sanders n'est même pas membre du parti. C'est un socialiste démocratique autoproclamé. Et un ennemi avéré de Wall-Street (...). Le fait que Sanders soit viable en tant que candidat reflétait la conclusion des sondages selon lesquels, parmi les électeurs américains de moins de 30 ans, le socialisme a meilleure réputation que le capitalisme. »

Indépendamment de ce qu'est devenu Sanders, il est évident qu'une rupture est en train de s'opérer au sein de la société américaine et qu'elle s'approfondit chaque jour un peu plus.

Les manifestations organisées pour protester contre l'assassinat de Noirs sont les premières expressions d'une vague de fond qui cherche à rassembler ses forces.

Sous cet angle, nous pouvons dire que cette vague de fond s'inscrit dans le prolongement de la série d'explosions révolutionnaires qui, du Liban au Chili en passant par l'Algérie et Hong Kong, a traversé l'année 2019.

Elle s'inscrit dans la chaîne de ces explosions et, visant le cœur de l'impérialisme le plus puissant, elle la complète.

De ce fait, le mûrissement de cette vague devient un élément constitutif de la lutte de tous les peuples. Les démêlés des travailleurs américains avec le pouvoir de Wall Street nourrissent leurs propres combats.

Et ce, précisément au moment où le démembrement de l'Europe pousse la

---

(5) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, éd. Sélino, mars 2012, page 85.

(6) Adam Tooze, *Crashed, Comment une décennie de crise financière a changé le monde*, éd. Les Belles Lettres, 2018, page 629.

classe ouvrière de tout le continent à s'engager, pour sa survie, dans le combat pour arracher le pouvoir des mains du capital financier.

---

## L'INSTRUMENTALISATION DE LA PANDÉMIE

---

A quelques jours de l'entrée dans l'année 2021, où que vous résidiez en Europe, vous avez été littéralement submergés dans la presse, à la radio et à la télévision, de courbes de progression de l'épidémie de Covid, de projections statistiques du nombre de morts attendus, de l'annonce d'une troisième, voire d'une quatrième vague de contaminations, de l'apparition d'un « mutant »... sans oublier les interminables séances de vaccinations en direct.

Si, en revanche, vous avez voulu vous faire une idée de la façon dont les choses vont se présenter lorsque la période d'indemnisation du chômage partiel se terminera ; si vous avez voulu connaître le nombre de faillites prononcées par les tribunaux de commerce ; si vous avez voulu récapituler le nombre de « plans sociaux » et évaluer le nombre de pertes d'emplois qui seront annoncées dans les premières semaines de janvier... vous n'avez rien trouvé de précis.

Les chefs d'Etat et leurs ministres sont restés étonnamment vagues si ce n'est silencieux.

La juxtaposition de ces deux faits parle d'elle-même. Il ne fait plus aucun doute — même pour les plus crédules — que la pandémie a été honteusement instrumentalisée pour tenter — autant que faire se peut — de détourner l'attention du cataclysme, expression de la crise mortelle du système de la propriété privée des moyens de production, qui s'avance.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de pandémie ou qu'elle ne soit pas dangereuse (cf. *Déclaration page 3*).

Que tous les chefs d'Etat ou presque se soient donné rendez-vous durant la période des fêtes pour se livrer à un simulacre de lutte coordonnée, justifiant les mesures de l'un par les mesures de l'autre, révèle au grand jour le degré de panique qui les saisit.

Ordres, contre-ordres... confinements, déconfinements agrémentés partout d'une

attaque forcenée contre toutes les libertés individuelles et collectives.

Ils sont terrifiés par l'ampleur de la réaction qui répondra inévitablement à la vague sans précédent de suppressions d'emplois, de déréglementation du travail (télétravail), d'aggravation de la misère, sans oublier la poursuite des « réformes » (santé, retraites, système d'instruction publique)... qu'ils ont décidé de conduire jusqu'au bout.

Ils mesurent en même temps le danger que fait peser sur l'ordre en place le rejet des vieux partis qui prétendaient représenter la classe ouvrière, au premier rang desquels les partis stalinien qui jouèrent un rôle décisif dans la préservation des Etats bourgeois ébranlés en 1944-1945.

---

## “QUI CROIRE ? À QUI FAIRE CONFIANCE ?”

---

Une étrange situation s'installe.

L'anxiété du lendemain s'insinue dans toutes les couches de la société, elle se mêle à la colère provoquée par les mensonges permanents des hommes du pouvoir.

Interrogé le 29 décembre 2020 par le quotidien financier *Les Echos* sur la réfraction de la crise dans l'opinion, le président de l'institut de sondages Elabe répondait :

« Personne n'a réussi à capter l'attention malgré les critiques et parfois la colère sur la gestion de la crise. Aucun leader n'a émergé dans l'opinion ou n'a vu sa cote de confiance progresser. La situation avait été la même pendant la crise des “Gilets jaunes”, personne n'en avait profité en termes d'opinion. »

Et il ajoute :

« Cette crise montre plus largement que la parole publique est l'autre victime du coronavirus. Qui croire ? A qui faire confiance ? Ce contexte pesera sur la campagne présidentielle. »

Et si ce contexte ne pesait pas seulement sur la campagne présidentielle française ?

S'il était l'expression d'une recherche plus profonde, d'une recherche alimentée par l'implacable nécessité pour des dizaines de millions d'hommes et de femmes de défendre leurs vies et celles de leurs familles ?

Les signes d'une résistance encore éparse se manifestent, sous des formes propres à chaque pays, dans toute l'Europe.

Ils tournent le dos aux vieux partis qui, depuis des décennies, ont lié leur sort à celui des institutions politiques en train de s'effondrer. Ils cherchent à prendre appui sur les organisations de classe en combattant des directions qui se sont pliées trop facilement aux exigences du confinement et à l'injonction du pouvoir les appelant à « *rester chez eux* ».

Ils manifestent tous la recherche de formes d'organisation permettant aux travailleurs de se diriger eux-mêmes et de contrôler leur propre mouvement.

C'est là que réside le centre de toute la situation.

---

### LA RECONQUÊTE EXIGE D'ALLER JUSQU'AU BOUT

---

Le capital financier, dans sa course folle pour rétablir les conditions d'une valorisation du capital qui permettent au processus d'accumulation de se poursuivre, doit détruire l'ensemble des conquêtes politiques et sociales — au sens large du terme — de la classe ouvrière des différents pays européens.

Ces conquêtes qui prennent des formes propres à chaque pays forment néanmoins un socle commun qui, pour le capital, doit disparaître de la mémoire du prolétariat mondial.

Un choc historique se prépare. L'enjeu de ce choc historique, c'est le combat pour la défense et la reconquête des acquis sociaux arrachés par la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière dans les années 1944-1945. En France, en Grande-Bretagne, en Italie, et aussi en Allemagne où (on l'oublie trop souvent) les militants ouvriers tout juste libérés des camps s'engageaient dans la reconstruction de leurs organisations de classe, en Espagne de façon différée après la mort de Franco, ou bien au Portugal, à l'issue de la révolution de 1974.

Une reconquête qui exige d'aller jusqu'au bout dans la voie ouverte par les mobilisations révolutionnaires des masses dans les années 1944-1945, qui a été entravée, canalisée et trahie par les directions social-démocrates et stalinienne.

Jusqu'au bout... Jusqu'à arracher le pouvoir des mains des représentants du capital, pour unifier l'Europe.

Car, pour reprendre les termes de Trotsky (7) :

« Seul le prolétariat victorieux pourra réaliser l'union de l'Europe. Où qu'éclate la révolution et à quelque rythme qu'elle se développe, l'union économique de l'Europe est la condition première de sa refonte socialiste. »

---

### AIDER À CRÉER DES "ORGANISATIONS AD-HOC"

---

Pour conclure, prenons le risque de la répétition en citant à nouveau ce passage du *Programme de transition*, où Trotsky précise (8) :

« Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout du syndicat. »

Après avoir condamné les doctrinaires ultra-gauches qui tournent le dos aux syndicats, il insiste :

« Les syndicats même les plus puissants n'embrassent pas plus de 20 % à 25 % de la classe ouvrière, et, d'ailleurs, ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ce moment-là, il est nécessaire de créer des organisations ad-hoc qui embrassent toutes les masses en lutte : les **comités de grève**, les **comités d'usine**, et, enfin, les **soviets**. »

Et il invite les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale à

« créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise. »

C'est sur ce terrain, celui du combat pour aider les masses à se doter des instruments du contrôle de leurs organisations de classe, que se prépare la vague de soulèvements révolutionnaires que l'offensive

---

(7) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, op. cit., page 86.

(8) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, Programme de transition*, éd. Sélino, avril 2013, pages 32-33.

sans précédent du capital financier va provoquer dans toute l'Europe.

Cette recherche des formes d'organisation permettant de submerger l'obstacle des directions se poursuit dans toute l'Europe sous des formes et selon des rythmes propres à chaque pays.

Il nous revient de chercher par tous les moyens à établir le contact avec elles afin d'organiser l'échange politique indispensable entre militants de toutes origines engagés dans ce combat selon la méthode défendue par Marx en 1846 (9) pour créer son « *Comité de correspondance communiste* » :

« Cependant, le but principal de notre correspondance sera celui de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais, de tenir les

étrangers au courant de l'agitation et des organisations socialistes qui s'opèrent en Allemagne, et d'informer les Allemands des progrès du socialisme en France et en Angleterre. Ainsi, des divergences de vue pourront se faire jour, et l'on parviendra à un échange d'idées et à une critique impartiale. C'est un pas que le mouvement social doit effectuer, dans sa forme d'expression littéraire, pour se débarrasser de ses limitations nationales. Et au moment de l'action, il sera certainement d'une grande utilité pour tous d'être informés de l'état de choses dans les pays étrangers aussi bien que dans le sien propre. »

**Marc Gauquelin**  
30 décembre 2020

---

(9) Karl Marx, *Lettre à P. J. Proudhon*, 5 mai 1846, disponible sur le site marxist.org

# L'Amérique latine face à la crise de l'impérialisme des Etats-Unis

**E**N octobre 2020, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies (CEPALC) estimait qu'il y aurait un recul de 9,1 % du Produit intérieur brut (PIB) dans la région en 2020 (1), signalant comme pays les plus touchés le Pérou, l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. En attribuant un tel « recul » à la combinaison de la crise économique pré-existante et de la pandémie, la CEPALC alerte sur le fait que cette chute (la pire en 120 ans) par rapport à la période 2014 à 2019 signifie qu'en 2020 le PIB régional par habitant sera le même qu'en 2010. Le chômage atteindrait 44,1 millions d'habitants en Amérique latine, soit 18 millions de plus qu'en 2019, avec une pauvreté frappant 37,7 % de la population, alors qu'elle était déjà celle connaissant la plus grande inégalité sociale de la planète.

Ce scénario est directement lié à l'exploitation et au pillage de l'impérialisme des Etats-Unis en Amérique latine — sa traditionnelle « arrière-cour » — et à la politique subordonnée à Washington des gouvernements de la région.

Ce qui est nouveau, c'est que la crise actuelle désagrège l'impérialisme dominant lui-même, provoque une « fracture » sociale interne aux Etats-Unis — avec l'irruption de masses sur la scène politique en pleine pandémie — atteignant l'unité et la capacité de la bourgeoisie « yankee » d'agir par le biais d'un plan d'ensemble aujourd'hui inexistant.

Toute une situation qui est le ferment de nouvelles explosions populaires, renouant avec celles qui avaient éclaté peu de temps avant l'arrivée de la pandémie en Equateur et au Chili (cf. *La Vérité*, n° 104) et qui se produisent à nouveau en cette fin d'année 2020, comme on l'a vu au Pérou, malgré toutes les contraintes imposées aux peuples au nom du combat contre le virus. C'est sous le signe de ces explosions sociales que l'Amérique latine entre dans l'année 2021.

---

## LE CHAUDRON ANDIN

---

L'explosion populaire au Chili le 18 octobre 2019, presque simultanée à celle

qui s'est produite en Equateur, continue à marquer le processus de résistance des masses dans la sous-région andine.

Comme prolongement de cette explosion sociale contre le gouvernement de droite de Piñera et tout le système politique chilien, y compris les partis de « gauche » qui ont été à la tête des gouvernements de la « Concertación » (2) depuis la Démocratie chrétienne jusqu'au PC, qui faisait le jeu institutionnel comme « opposition » (cf. *La Vérité*, n° 105), le 25 octobre 2020, le référendum sur la Constituante a enregistré, avec presque 80 % des voix, une victoire spectaculaire du « oui » et pour une Convention constituante avec 100 % des délégués élus par le peuple.

Une victoire pour les masses qui ont enterré la Constitution de Pinochet, mais qui n'est pas en soi une garantie que la souveraineté populaire soit imposée dans le cadre de la Convention constituante. Pour ce faire, il faudra surmonter les obstacles dressés par l'Accord de paix lancé par le gouvernement Piñera et signé par les partis, qui a établi une majorité des deux-tiers pour les votes à la Convention constituante, à laquelle ne seraient soumis ni l'actuel Congrès ni le président de la République.

Parmi les candidatures qui rejettent les partis politiques actuels et qui se présentent comme « indépendantes » aux élections du 11 avril 2021 qui désigneront les délégués à la Convention constituante, il y a celle de Luís Mesina, dirigeant de la Confédération bancaire et porte-parole du mouvement No + AFP, qui est membre du CILÉ.

Le rejet par les masses des partis politiques au Chili est la réfraction d'un phénomène mondial qui affecte non seulement les partis sociaux-démocrates et ceux qui réunissent les scories du stalinisme, mais également, à des degrés divers, les partis surgis en marge ou contre ces appareils, comme on peut le voir dans d'autres pays d'Amérique latine.

---

(1) Cité par une dépêche de l'AFP du 16 décembre 2020.

(2) Il s'agit de la « Concertation de partis pour la démocratie », coalition qui date de 1988 et qui comprend différents partis (*Ndt*).

---

## L'EXPLOSION SOCIALE ARRIVE AU PÉROU

---

C'est le cas du Pérou, le pays qui a le plus souffert de la Covid-19 en proportion de ses 33 millions d'habitants, malgré les mesures rigoureuses de confinement et d'un état d'urgence policier décrété par son gouvernement.

Après que le Congrès a voté le 10 novembre la « vacance » du président Martin Vizcarra, mettant à sa place le député Manuel Merino, celui-ci est à peine resté une semaine en fonction, démissionnant le 17 après la brutale répression — faisant deux morts, 14 disparus — des manifestations de jeunes contre le chômage et la situation critique de la santé et de l'éducation. C'est à présent le troisième président en un mois, Francisco Sagasti, qui assume la fonction, avec l'engagement d'organiser les élections générales d'avril 2021.

L'explosion de la jeunesse, des étudiants et des jeunes travailleurs précaires avait été précédée de marches et de blocages dirigés par la CGTP (centrale syndicale historique) exigeant des emplois, l'augmentation des salaires et plus de ressources pour la santé et l'éducation, défiant « l'état d'urgence » lui-même qui les interdisait.

Face à un système politique et à des partis discrédités, y compris ceux d'une gauche fragmentée en sept blocs pour les élections générales prévues pour avril 2021, rapidement le « *Dégagez-tous !* » et l'exigence d'une Assemblée constituante, faisant écho au processus en cours au Chili, ont été mis en avant par la CGTP, gagnant les rues.

Après la journée de lutte du 18 novembre, le secrétaire général de la CGTP, Gerónimo López, s'est réuni avec Sagasti le 30 novembre. Dans une note parue après la réunion, il a déclaré « *avec une certaine déception que le gouvernement de transition n'est qu'un gestionnaire de la crise* » et a appelé à préparer un blocage national « *pour une vie digne pour les travailleurs et pour exiger un référendum, conjointement aux élections générales du 11 avril 2021, sur la nécessité d'une nouvelle Constitution qui remplace l'actuelle imposée par Fujimori en 1993* » (3).

Le 4 décembre surgit la mobilisation agraire. Les travailleurs agricoles salariés de la région de Ica, soumis par les entreprises agro-exportatrices à une surexploitation —

à cause de la loi du travail agraire de Fujimori, prorogée par Vizcarra jusqu'en 2031 —, sont entrés en grève et ont bloqué l'autoroute Panamericana. A Lambayeque, des travailleurs se sont joints à la « grève agraire » et au blocage d'autoroutes avec la même exigence « *d'abrogation de la loi du travail agraire* », à la suite de la répression de la police nationale qui a causé la mort d'un gréviste.

L'explosion agraire s'est passée en marge des confédérations paysanne (CCP) et agraire (CNA), avec une participation minoritaire de syndicats locaux liés à la CGTP. Quand des dirigeants de ces confédérations ont tenté de mener les négociations avec le gouvernement, ils ont reçu comme réponse des grévistes : « *Vous ne nous représentez pas.* » Verónica Mendoza, candidate à la présidentielle pour le Front large (gauche), a été huée et invitée à se retirer d'une manifestation à Puno, sa base en tant que députée nationale.

Sur la défensive et sous pression, le Congrès a abrogé tant la loi sur le travail précaire des jeunes que la loi du travail agraire. Mais quant à la Constituante, le président par intérim, Sagasti, l'a déclarée « *non prioritaire* ».

C'est dans ce cadre que la section péruvienne de la IV<sup>e</sup> Internationale — qui anime des comités de dialogue pour un Parti des travailleurs et associe des dirigeants syndicaux et populaires aux initiatives du CILÉ — intervient.

L'action de ses militants a pesé pour que la CGTP mette en avant l'exigence de l'Assemblée constituante. Enraciner ce combat à travers des comités locaux à partir des revendications du peuple qui donnent un contenu social à la lutte pour une Constituante souveraine, en soulignant la question de la dette extérieure, telle est la ligne suivie par les camarades.

Au milieu de cette crise profonde, des parlementaires ont présenté un projet de loi le 12 décembre pour que se tienne, conjointement aux élections générales d'avril, un référendum sur la convocation d'une Assemblée constituante.

---

(3) Communiqué de la CGTP du 30 novembre 2020 (Lima) cité par l'Agence d'information latino-américaine *Prensa Latina* sur son site [www.prensa-latina.cu](http://www.prensa-latina.cu)

## DÉFAITE DU PUTSCH EN BOLIVIE ET ÉLECTIONS EN ÉQUATEUR

Si la situation ouverte au Pérou est en relation directe avec ce qui se passe au Chili, il n'en est pas moins vrai qu'elle a été aussi impactée par la défaite des putschistes lors des élections boliviennes du 18 octobre.

Nous ne reviendrons pas sur les conditions dans lesquelles a eu lieu le coup d'Etat qui a amené à la démission d'Evo Morales le 10 novembre 2019 et à son départ de Bolivie, ainsi que celui de son vice-président Garcia Linera et d'autres membres de son gouvernement, en exil vers le Mexique, puis à Buenos Aires (cf. l'article de *La Vérité*, n° 104).

Une année après le putsch, la victoire électorale du *Movimiento Al Socialismo* (MAS – Mouvement vers le socialisme) et de son candidat Luis Arce, au premier tour, avec 55 % des voix, doit être attribuée à la résistance des masses populaires boliviennes contre la présidence « de facto » de Jeanine Añez. Résistance qui s'est poursuivie y compris après la survenue de la Covid-19 dans le pays.

Añez était à la tête d'un gouvernement de l'élite raciste anti-indigène, propriétaire de mines privées et de l'agroalimentaire d'exportation, soutenu par le commandement des forces armées et par l'administration Trump des Etats-Unis. Un gouvernement qui a abandonné le peuple à son propre sort durant la pandémie tandis qu'il se livrait à des transactions douteuses avec les biens de l'Etat.

Le MAS a récupéré le pouvoir d'Etat non pas à cause d'une « tactique géniale » d'Evo Morales commandée depuis l'extérieur, mais en raison de la résistance d'indigènes, de mineurs, de travailleurs d'usines et de professeurs contre les putschistes et les intérêts qu'ils représentent. La division des candidatures de la droite putschiste, qui a facilité la victoire électorale du MAS dès le premier tour, a exprimé aussi le défaut de commandement de l'impérialisme des Etats-Unis dû à la crise du système politique et du gouvernement Trump, accélérée par l'explosion du « *Black Lives Matter* » et son impact sur les élections du 3 novembre.

Les premières mesures adoptées par Arce, en s'appuyant sur la majorité parlementaire également gagnée, répondent aux demandes et aux pressions d'organisations et de mouvements sociaux qui constituent le MAS lui-

même (lequel n'est pas un parti « vertical », mais un front de mouvements populaires, de syndicalistes, d'indigènes) : le « *bonus contre la faim* », une aide publique de 140 dollars pour près d'un tiers de la population ; un impôt sur les grandes fortunes a été annoncée ; une enquête pour sanctionner les crimes et la répression qui ont eu lieu durant le gouvernement Añez, impliquant l'ex-candidat à la présidentielle Camacho (le « *Bolsonaro bolivien* ») et les hauts gradés des forces armées ; une réforme du pouvoir judiciaire a été annoncée, qui serait soumise à référendum en mars 2021, à la même date que les élections « territoriales ».

En même temps, Arce, dans un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU le 3 décembre (4), a demandé l'allègement ou l'annulation de la dette extérieure bolivienne, en appelant à la « *solidarité de la coopération internationale* ». La Bolivie est en récession avec une chute prévue de 11 % du PIB, ce qui présage de l'augmentation du chômage, de la pauvreté et des inégalités. Il est clair que « *la coopération internationale* » ne sera en rien « *solidaire* » dans la crise actuelle qui désagrège le système impérialiste mondial.

La situation dans le MAS est tendue, il y a de larges secteurs en son sein qui remettent en question Evo et son vice-président pour avoir fui le pays pendant le putsch, ainsi que des dirigeants qui sont restés, mais qui ont négocié avec les putschistes. Cette tension sera aiguisée par la lutte de classes — la Centrale ouvrière bolivienne (COB) a déclaré qu'elle n'accepte pas d'assouplir le « *aguinaldo* » (13<sup>e</sup> mois), comme cela a été demandé par des chefs d'entreprises au gouvernement, exigeant son paiement intégral le 20 décembre — et par les revendications réprimées des secteurs populaires.

En Equateur, le gouvernement de Lenín Moreno, à partir d'un accord avec les dirigeants de la CONAIE (5), a obtenu une trêve dans l'explosion d'octobre 2019 et a imposé un recul des mobilisations.

(4) Discours du 3 décembre 2020 lors de la session extraordinaire de l'ONU sur la Covid-19, sur le site de l'ONU [www.un.org](http://www.un.org)

(5) Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur, CONAIE — *Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador* —, organisation créée en 1986 dans le but de regrouper un nombre important de communautés et d'associations de peuples indigènes.

Le gouvernement continue à satisfaire toutes les exigences de la lettre d'intention signée avec le FMI en privatisant des secteurs de l'économie, en utilisant la pandémie et le confinement pour bloquer la résistance populaire. Il y a eu plus d'un demi-million de licenciements pendant la pandémie et les droits du travail ont été attaqués, tandis que les sommets d'un mouvement syndical fragmenté déclarent que les mobilisations ne pourront être reprises qu'en 2021, « *après le vaccin* ».

Des élections générales sont prévues pour le 7 février. Les sondages indiquent comme favori le candidat de l'ex-président « progressiste » Rafael Correa exilé à Bruxelles, Andrés Araúz, avec un programme général de « *préservation de la démocratie et recouvrement de la dignité* », qui, bien qu'il dénonce les accords avec le FMI, met seulement en avant comme alternative de « *recupérer l'UNASUR (6), la Banque du Sud et institutionnaliser la CELAC (7)* », comme si l'histoire pouvait se répéter dans une situation complètement bouleversée par la crise actuelle.

---

## OÙ VA LE VENEZUELA ?

---

S'il y a un gouvernement en Amérique latine qui nourrit des attentes de renégocier ses relations avec l'impérialisme des États-Unis avec la nouvelle administration démocrate de Joe Biden, c'est bien celui de Nicolás Maduro.

Dans le n° 106 de *La Vérité*, l'article sur le Venezuela expliquait le cours régressif — concernant les conquêtes sociales et les mesures anti-impérialistes adoptées dans la période où Hugo Chávez était au pouvoir (1999 à 2013) — opéré par son successeur à la présidence de la République et dans la conduite du *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV — parti créé à partir de l'appareil d'Etat).

Il est clair que la défense de la souveraineté du Venezuela contre les agressions de l'impérialisme des États-Unis, commencées par Obama et approfondies par Trump, continue à être inconditionnelle et constitue une question de principe pour la IV<sup>e</sup> Internationale, quelle que soit l'appréciation que nous ayons de la politique de son gouvernement actuel. C'est également un fait que la paupérisation extrême que vit le peuple vénézuélien, la désorganisation et le recul de

l'économie avec la chute de la production et l'hyperinflation sont dus, en premier lieu, au blocus économique criminel, et aux tentatives successives de coups d'Etat, aux incursions de mercenaires impulsés par le gouvernement Trump.

Mais la politique appliquée par Maduro avec le soutien du PSUV, au lieu de défendre le peuple vénézuélien contre les conséquences du blocus impérialiste, aggrave sa dramatique situation, à laquelle est venue s'ajouter la pandémie en 2020. Sur le plan économique, le gouvernement impulse des privatisations de ce qui avait été nationalisé dans la période Chávez ; il institue en tant qu'alliée une prétendue bourgeoisie patriotique, il a adopté une « loi anti-blocus » qui ouvre les portes du pays au pillage des multinationales. Tout cela au milieu d'une hyperinflation qui transforme les salaires en poussière, développe la spéculation effrénée sur le dollar, tandis que les pénuries, les coupures d'énergie et le manque de combustibles font partie de la vie quotidienne du peuple. Face à la résistance des travailleurs contre la destruction de leurs salaires, des conventions collectives et des droits assurés par la Loi organique du travail (8), la réponse du gouvernement a été la répression et la criminalisation des protestations, avec l'emprisonnement de syndicalistes et de dirigeants populaires.

C'est sur cette toile de fond que se sont déroulées les élections à l'Assemblée nationale le 6 décembre, jusqu'alors illégitime, présidée par « l'autoproclamé » Juan Guaidó, marionnette de Trump, reconnu par 50 pays (y compris ceux de l'Union européenne) comme « *président en exercice* » du Venezuela.

Le PSUV a recueilli 67 % des 5,2 millions de votes, obtenant une majorité sur les 277 députés. Guaidó, qui est resté suspendu après la défaite électorale de Trump aux

---

(6) Union des nations sud-américaines, UNASUR — *Unión de Naciones Suramericanas* — organisation intergouvernementale intégrant deux unions douanières présentes en Amérique du Sud, le Marché commun du Sud (Mercosur) et la Communauté andine (CAN).

(7) Communauté d'États latino-américains et caraïbes, CELAC — *Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños* — organisme intergouvernemental régional qui regroupe 33 États d'Amérique latine.

(8) Loi organique du travail, des travailleuses et des travailleurs, LOTTT — *Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras*.

Etats-Unis, a appelé au boycott, mais d'autres secteurs de l'opposition bourgeoise ont participé aux élections, ont bénéficié d'un large espace dans les médias et ont invité à se rendre aux urnes pour voter.

Espace qui a été refusé à l'Alternative populaire révolutionnaire (APR), laquelle, en se revendiquant du chavisme contre la politique de Maduro, a regroupé différents secteurs de gauche qui, pour la première fois, ne se retrouvaient pas unis avec le PSUV dans le « *Pôle patriotique* », ce qui leur a valu des interventions de la justice pour invalider leurs candidatures, les obligeant à se présenter sous l'étiquette du Parti communiste (PCV), le seul qui n'a pas subi d'invalidation. Devant un mur de silence des médias, la APR/PC a obtenu 2,7 % des voix.

La Coordination indépendante et autonome des travailleurs (CAIT), à laquelle participent nos camarades, a appelé à voter pour l'APR.

L'abstention de 69 % des inscrits est la plus importante depuis 2005. Cette abstention ne peut pas être attribuée à Guaidó : en réalité, elle exprime la déception à l'égard de Maduro de la part de larges couches populaires, en particulier de la classe ouvrière subissant les attaques contre les salaires et le droit à s'organiser de façon indépendante face au gouvernement et à l'Etat.

Mais, de toute façon, une nouvelle situation s'est ouverte au Venezuela. A partir du

5 janvier 2021 sera mise en place la nouvelle Assemblée nationale. Une nouvelle situation s'est ouverte marquée par l'abstention de larges secteurs du peuple travailleur qui, même en se disant « chavistes », ont refusé de voter pour le PSUV, parti qui a obtenu 3,5 millions de voix, à comparer aux 6 millions de membres qu'il compterait, selon ses dirigeants. Une abstention qui constitue une défaite politique pour le PSUV et le gouvernement, montrant qu'il existe un terrain propice pour le regroupement des forces qui combattent la politique régressive du gouvernement Maduro, pour avancer dans la rupture jusqu'au bout avec le capital et l'impérialisme et sauver la nation vénézuélienne du désastre.

Maduro et le sommet du PSUV font le pari — tout comme, sous une autre forme, le gouvernement de Cuba (*cf. encadré*) — que c'est l'ouverture au marché, c'est-à-dire à l'investissement des multinationales et à la privatisation, qui apportera la solution aux graves problèmes économiques et sociaux du pays. Ce qui inclut l'expectative que le gouvernement Biden en finisse avec le blocus économique, supprime les sanctions contre le Venezuela en échange de concessions aux multinationales qui ont leur siège aux Etats-Unis. Ce qui, si cela arrivait, se ferait contre les intérêts de la majorité exploitée et opprimée du peuple, et contre la souveraineté même de la nation vénézuélienne.

### **Réformes à Cuba : « Cette tâche n'est pas exempte de risques. »**

C'est ce qu'a dit le président Miguel Diaz-Canel, aux côtés de Raúl Castro, premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC), en annonçant le 11 décembre l'unification monétaire comme premier pas de réformes économiques, freinées depuis 2013 dans l'attente d'un « *moment plus propice* », qui entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ce « *moment plus propice* » n'est pas venu et les changements ont lieu au milieu d'une grave crise économique (chute du PIB de 8 % en 2020) intensifiée par la pandémie, la chute du tourisme et la recrudescence de l'embargo du gouvernement Trump. Mais le gouvernement cubain a décidé de ne pas les différer plus longtemps. Selon l'économiste Pavel Vidal (9), « *aujourd'hui, l'économie se trouve dans des conditions très similaires à celles du début des années 1990, après la chute de l'Union soviétique* ».

Conjointement à l'unification de la monnaie selon un taux de 24 pesos pour un dollar — avec la fin du peso convertible (CUC), paritaire au dollar, utilisé dans les entreprises publiques (85 % de l'économie) —, une série de décrets a été publiée : fin des subventions et des aides en faveur de la consommation populaire et pour les entreprises publiques ; augmentation des salaires de 450 % et des retraites de 500 % (qui ne concernera pas les 2 millions de travailleurs du secteur privé ou informel) face à l'énorme inflation qui se dessine ; introduction d'échelles des salaires pour encourager à travailler plus et augmenter la rémunération des postes à responsabilité. Les entreprises publiques « *inefficaces* » (près de 40 % d'entre elles) n'auront qu'un an pour revenir à l'équilibre avant que ne cessent les subventions. Beaucoup iront à la faillite, provoquant des licenciements en masse qui ne seront pas absorbés par le secteur privé encore naissant.

Il y a de la part du gouvernement cubain l'expectative que le nouveau gouvernement Biden des Etats-Unis assouplisse l'embargo économique et que les mesures d'ouverture aux investissements extérieurs atti-

rent les capitaux, y compris de ses multinationales. La similitude avec la politique de Maduro au Venezuela n'est pas fortuite, dont le gouvernement est fortement influencé par Cuba. Le recul des financements de la Chine, en raison de la crise mondiale, pousse également dans cette direction d'ouverture aux « marchés ».

Le « *premier territoire libéré de l'impérialisme en Amérique latine* » est face à un tournant qui menace la survie des conquêtes mêmes de la révolution cubaine (propriété sociale, garantie de l'emploi et des salaires, santé et éducation), annonçant le mécontentement populaire et les tensions sociales sur l'île.

(9) Pavel Vidal, économiste cubain, enseignant à l'université Javeriana de Cali (Colombie).

## LE MEXIQUE APRÈS DEUX ANS DE GOUVERNEMENT OBRADOR

Le Mexique est sous le gouvernement de López Obrador depuis deux ans. Les camarades de la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui impulse des comités de dialogue avec des travailleurs et des jeunes, ont commencé une discussion sur le bilan de cette période à la lumière de la crise mondiale actuelle.

Expression du rejet par les masses du système politique traditionnel — dominé par le PRI (10) et par le PAN (11) — Obrador a été élu en juillet 2018 à travers le MORENA (12). Son gouvernement a adopté des mesures populaires comme l'octroi de bourses pour les jeunes, des aides pour les personnes âgées, le combat contre la corruption, en se proclamant le défenseur des deux grandes entreprises nationales d'énergie [PEMEX (13) et CFE (14)], tout en obligeant les entreprises impérialistes à payer plus d'impôts.

En même temps, sur la question centrale de la soumission de la nation à l'impérialisme des Etats-Unis, Obrador a signé le TMEC (15), félicitant Trump pour l'initiative du nouveau traité, qui, entre autres points, convertit le Mexique en « pays tiers sûr » pour les immigrants centroaméricains (en réalité, en créant une barrière de contentions à l'entrée « d'illégaux » aux Etats-Unis). Dans des notes destinées à ouvrir cette discussion de bilan, les camarades disent :

« A présent, (*Obrador*) va se trouver confronté à la pression du gouvernement Biden, non seulement dans l'application du TMEC, mais dans le sacrifice encore plus grand des intérêts nationaux. Nous avons vu l'exigence de députés et de sénateurs des deux partis des Etats-Unis pour ouvrir la voie de l'énergie, contre le monopole, qui selon eux existe, de la PEMEX et de la CFE. »

A la fin de l'année 2020, avec une grande partie des travailleurs du secteur public confinés, un demi-million du secteur privé

qui ont perdu leur emploi et des millions de travailleurs informels en situation difficile en raison de la pandémie, Obrador impulse trois « réformes » qui attaquent les droits et les conditions de travail : la loi sur le télétravail, qui permet au capital d'imposer une relation individuelle avec la force de travail ; la loi sur la sous-traitance (externalisation), réaffirmant la « légalité » de ce type de contrat ; la réforme des fonds de pension privés (*appelés Afores*), car le système actuel, créé en 1997, rapportera à peine 20 % du dernier salaire à ses participants. Elle est menée en accord avec le Conseil coordinateur patronal (organisation patronale), avec l'aval de la Confédération des travailleurs du Mexique (centrale syndicale contrôlée par l'Etat).

Les illusions des masses sur le fait que Obrador défendrait leurs intérêts et ceux de la nation vont se heurter à la réalité de sa capitulation face à l'imposition d'un traité de libre commerce avec les Etats-Unis et de ses accords avec l'opposition et les chefs d'entreprises.

Les mesures adoptées face à la pandémie ont empêché, jusqu'à présent, l'entrée en scène de secteurs importants de la classe ouvrière. Mais, dans les secteurs de la santé et de l'enseignement, il y a déjà eu des protestations et des mobilisations dans les rues.

(10) Parti révolutionnaire institutionnel, PRI — *Partido Revolucionario Institucional*, au pouvoir pendant plus de soixante-dix ans. Il perd les élections en 2000 et revient au pouvoir en décembre 2012.

(11) Parti Action nationale, PAN — *Partido Acción Nacional*. Il se réclame de la démocratie chrétienne. Son candidat, Vicente Fox Quesada, est élu président en 2000 et 2006.

(12) Mouvement de la régénération nationale, MORENA — *Movimiento Regeneración Nacional* fondé en 2014 par Andrés Manuel López Obrador.

(13) PEMEX — *Petróleos Mexicanos*, entreprise publique pétrolière.

(14) CFE — *Comisión Federal de Electricidad*, entreprise publique d'électricité.

(15) Traité de libre-échange entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada (TMEC) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Dans le secteur de la santé, le gouvernement lui-même disait au début de la pandémie qu'il manquait 250 000 médecins, et jusqu'à présent seulement 35 000 ont été embauchés. Ce sont des mobilisations qui surgissent de la base, car les directions syndicales paralysent et intimident les travailleurs.

L'éducation a été le secteur le plus mobilisé, obligeant le gouvernement à établir un dialogue avec ses organisations syndicales nationales, mais la mise en œuvre des accords éventuellement obtenus relève des gouvernements des États, ce qui amène

à une impasse. Avec les universités fermées, les étudiants n'ont pas jusqu'à présent trouvé le chemin de la lutte, tandis que les autorités académiques disent que la télé-éducation est appelée à perdurer et, avec la fin de la pandémie, il y aura un système « hybride ».

Mais les ingrédients existent également pour l'irruption de la jeunesse et de la classe ouvrière au Mexique, comme cela a déjà commencé à se produire en Amérique centrale, où une explosion populaire a surgi dans le Guatemala voisin (*cf. encadré*).

### Le Guatemala annonce des explosions dans l'Amérique centrale

**L**E 21 novembre, de grandes manifestations ont explosé au Guatemala. Des jeunes, des indigènes et des travailleurs sont sortis dans les rues pour exiger la démission du président Gianmattei, du ministre de l'Intérieur et du directeur de la police nationale, ainsi que l'épuration du Congrès. Un mouvement en bonne partie spontané exprimant un « *Dégagez tous !* » et le rejet du système politique et économique existant. L'étincelle en a été l'adoption par les députés d'un budget pour 2021 qui favorisait le secteur privé, une mafia de politiques et de patrons étrangers, réduisant les ressources pour la santé (y compris pour la lutte contre la Covid-19), l'éducation et la lutte contre la malnutrition infantile (une des plus importantes au monde). L'indignation accumulée du peuple, qui, au-delà de la pandémie, a subi les effets des ouragans Eta et Iota avec des dégâts qui ont touché les secteurs les plus pauvres, a éclaté !

Le bâtiment du Congrès en feu, après avoir été occupé par des manifestants, illustre de façon éclatante le fossé qui existe entre les masses et un système politique qui ne les représente pas.

Le 25 novembre, les députés ont abrogé le budget, mais les manifestations ont continué, tout comme la répression violente. Le président Gianmattei et son vice-président Castillo, qui avaient des désaccords publics, sont apparus ensemble le 5 décembre pour affirmer leur unité face à la crise, mettant en avant un « *dialogue social* » en 2021 avec tous les secteurs pour tenter de freiner la révolte populaire. Ce qui s'est produit au Guatemala est le présage de ce qui peut arriver dans d'autres pays de l'isthme centroaméricain, avec leurs fragiles infrastructures détruites, l'augmentation de la pauvreté et la régression économique.

#### Et dans les Caraïbes...

Haïti, gouverné par une marionnette de Washington, Jovenel Moïse, continue à être en proie à des manifestations populaires suivies, malgré les conditions terribles subies par son peuple, aggravées par la pandémie et par la violence de gangs armés au service du gouvernement. Les attaques contre les travailleurs et leurs syndicats, en particulier dans la zone franche cédée aux multinationales, ont motivé une campagne de dénonciation menée par le CILÉ dans les Amériques, et qui se poursuit. Durant l'occupation militaire de la Minustah (2004-2017), le véritable pouvoir en Haïti, c'était la Fondation Clinton. Avec le retour des démocrates à la Maison-Blanche, il est à prévoir l'augmentation de la présence directe des États-Unis en Haïti, renforçant leur tutelle sur la première nation noire indépendante de l'hémisphère (1804).

La solidarité avec la lutte du peuple d'Haïti s'exprime fortement dans les colonies françaises des Caraïbes — appelées départements d'outre-mer (DOM) — dans lesquelles sont en vigueur les mesures de « l'état d'urgence » et de la loi de « sécurité globale » que Macron applique dans la métropole. En Guadeloupe, la mobilisation des organisations populaires et syndicales, comme l'UGTG, contre la déportation en masse d'immigrants haïtiens, a gêné les autorités au point d'annuler des vols déjà prévus et a démontré les liens forts qui unissent les populations noires des Antilles au combat incessant du peuple haïtien pour récupérer sa souveraineté.

### RETOUR EN AMÉRIQUE DU SUD : L'ARGENTINE ET LE BRÉSIL

Rien ne semblerait plus en opposition que les attitudes des gouvernements d'Alberto Fernández en Argentine et de Jair Bolsonaro au Brésil. Le premier a été élu

contre le droitier Macri à la fin de 2019 et, quand la pandémie est arrivée, il a adopté des mesures strictes de confinement, tandis que le second imitait Trump dans la négation de la Covid-19 (« *une petite grippe* ») ; il a agi contre une action coordonnée entre États et municipalités pour combattre la pandémie, amenant le Brésil à se placer juste après les

Etats-Unis en nombre absolu de contaminés et de morts, qui atteignent déjà les 200 000.

Fernández, issu du péronisme, a accueilli Evo Morales dans son pays, tandis que Bolsonaro, d'extrême droite et « sans parti », a soutenu le putsch en Bolivie et le siège impérialiste du Venezuela. Mais ni le gouvernement bonapartiste réactionnaire de Bolsonaro ni celui dit « progressiste » de Fernández ne peuvent échapper aux conséquences de la crise aiguë du système capitaliste mondial. Pas plus que ne peuvent le faire les gouvernements de l'Uruguay et du Paraguay, « partenaires mineurs » du Mercosul.

L'Argentine vit une grave crise, avec un indice de pauvreté de 44 %. Son PIB a chuté de 12,9 % en 2020 (la chute la plus importante parmi les membres du G20). Le « succès » initial du combat contre la Covid-19 n'a pas résisté au temps (le pays clôture l'année avec plus de 40 000 morts), malgré l'alignement des organisations syndicales et populaires sur le gouvernement dans la promotion du « confinement social ». La popularité de Fernández, qui atteignait les 80 % en avril, est tombée à 50 % à la fin de l'année.

En août, Fernández a réussi à « restructurer » 65 milliards de la dette qui venait à échéance avec des créanciers privés, ce qui n'a pas empêché la chute du peso (monnaie nationale) ni aidé à la relance de la production.

Le 17 décembre, la Centrale des travailleurs d'Argentine-Autonomie (CTA-A), qui, à travers sa secrétaire générale adjointe, Dora Martínez, participe au CILÉ, a été la première centrale syndicale à sortir dans les rues des capitales de province et à Buenos Aires pour faire valoir ses exigences face au gouvernement Fernández :

« Non à la suppression de l'IFE (revenu familial d'urgence) ; augmentation d'urgence pour les retraités et les travailleurs ; annulation des dettes des familles et des retraités envers l'Administration nationale de Sécurité sociale ; gel des tarifs des services pour un an de plus ; exonération de l'impôt sur les revenus pour le "aguinaldo" (13<sup>e</sup> mois) ; contrôle des prix des denrées alimentaires ; liberté pour Milagro Sala (*dirigeante syndicale et indigène poursuivie et incarcérée depuis août 2018*) et pour tous les prisonniers politiques. »

Pablo Micheli, son secrétaire général, dans un texte qui appelait au 17 décembre, affirme :

« La pandémie de la Covid-19 a fait des ravages dans l'économie et dans la qualité de vie de la société. Mais cette pandémie,

aujourd'hui, n'est qu'une excuse pour justifier le cours choisi. Il se produit la même chose par rapport au FMI, il n'est pas vrai que celui-ci ne détermine pas les politiques qui sont en train d'être prises : l'augmentation insuffisante et honteuse de 5 % pour les retraités, la libération des prix des services et des combustibles en sont quelques exemples.

Il n'y a plus d'excuses (...). Par conséquent, et en l'absence de dialogue avec le gouvernement après des dizaines de demandes d'audience, notre CTA sera la première centrale à sortir dans les rues lors d'une journée nationale de lutte, avec tous les protocoles sanitaires et son propre agenda de revendications sociales. »

---

## BOLSONARO DÉTRUIT LA NATION, ET QUE FAIT L'OPPOSITION ?

---

Au Brésil, les centrales syndicales, en particulier la CUT, ne sont toujours pas descendues dans la rue depuis le début de la pandémie et elles ont adopté la ligne du « restez à la maison » et des « actions virtuelles ». Alors même que la majorité de la classe ouvrière est déjà retournée dans les usines, les commerces et les services depuis le mois de mai, sans parler des « secteurs essentiels » (santé, nettoyage public, transports, etc.) et des travailleurs agricoles qui n'ont jamais été en quarantaine.

La réaction des travailleurs aux effets de la crise, dans ces conditions, a été localisée, s'appuyant sur les syndicats de base. Il y a eu des grèves, comme chez Renault au Paraná, qui a suspendu 700 licenciements, dans le nettoyage public à Florianópolis et dans les transports dans quelques capitales. Celle qui a eu le plus d'impact a été la grève nationale de la poste, entreprise publique qui est sur la liste des privatisations du gouvernement, pour la défense de la convention collective nationale de cette catégorie. Commencée en septembre, elle a duré un mois, drainant 3 000 grévistes de tout le pays vers Brasilia, mais qui, parce qu'elle a été isolée et sans soutien concret de la CUT et d'autres syndicats, a fini par échouer.

Avec les écoles et les universités fermées depuis mars et les professeurs en télétravail, un secteur du syndicalisme est resté hors de combat, sans que ses directions mettent en avant les revendications pour une réouverture sûre, laissant des millions d'étudiants des écoles publiques sans aucun

enseignement, car ils n'ont pas les moyens de suivre des « classes virtuelles ».

En mai, le Congrès (Chambre et Sénat) a adopté à l'unanimité — avec le vote du PT et d'autres partis d'opposition — le « budget de guerre », qui fait partie de « l'état de calamité » décrété par le gouvernement, qui autorisait des dépenses supplémentaires de l'Union au nom de la lutte contre la Covid-19, des ressources dirigées vers les Etats et les municipalités provenant, bien entendu, des intérêts politiques du gouvernement central.

Sans la pression de la rue, le gouvernement Bolsonaro a continué « à passer en force », et à la fin de l'année 2020 le chômage atteignait 14 millions de personnes, la réduction des salaires 10 autres millions. L'octroi d'une aide d'urgence de 600 réaux (115 dollars) à des travailleurs informels et à faibles revenus — le gouvernement avait proposé 200 réaux, le Parlement a adopté le chiffre de 500 et Bolsonaro tranché pour 600, revendiquant être à l'origine de l'aide — a permis de soulager les secteurs les plus vulnérables, mais elle a été réduite de moitié en novembre et en décembre, et elle n'est pas prévue pour 2021.

Le PT, le Parti socialisme et liberté (PSOL), la Centrale unique des travailleurs (CUT), le Mouvement des sans-terre (MST), l'Union nationale des étudiants (UNE) et de nombreuses autres organisations ont adopté le « *Dehors Bolsonaro !* », qui a trouvé un écho dans les manifestations de livreurs ubérisés des plates-formes, de supporters de football et du mouvement noir qui ont eu lieu. Mais en dehors de cela, il n'est apparu que dans la bulle virtuelle des réseaux sociaux.

---

### L'ABSTENTION, LES VOTES BLANCS ET NULS AUGMENTENT LORS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les élections municipales de novembre ont enregistré une stagnation des votes en faveur du PT par rapport aux précédentes élections de 2016, bien qu'il y ait eu une croissance dans les plus grands centres urbains (il a remporté 180 municipalités) et une chute des votes pour d'autres partis de gauche comme le Parti communiste du Brésil (PCdoB). Le PSOL n'a connu qu'une augmentation de 10 % des suffrages (avec cinq municipalités), mais a amené Boulos au deuxième tour à São Paulo et a gagné

une capitale, Belém du Pará, dans une coalition avec le PT. Les partis de droite ont gagné la majorité des municipalités et des capitales, mais avec une fragmentation entre les partis traditionnels (Parti de la social-démocratie brésilienne [PSDB], Mouvement démocratique brésilien [MDB], Démocrates [DEM]) et les étiquettes d'emprunt, sans une claire hégémonie pour aucun d'entre eux.

Ce qui a marqué ces élections, cependant, a été le taux record d'abstentions, de votes blancs et nuls (en moyenne de 39 %) dans un pays où le vote est obligatoire, atteignant dans des villes comme Rio de Janeiro plus de 50 %. Parmi les jeunes de 18 à 24 ans, l'abstention a été encore plus forte, témoignant du discrédit qui existe envers un système politique pourri.

A la fin de l'année, qui a enregistré une augmentation de la violence contre les femmes et les Noirs, la dévastation de l'Amazonie et du Pantanal, une économie en déclin et un approfondissement de l'inégalité sociale, les sondages d'opinion indiquaient que le gouvernement Bolsonaro était considéré comme « excellent et bon » pour 37 % des personnes interrogées (58 % parmi les chefs d'entreprises). Et ce, malgré le divorce entre les grands médias et le président, avec les dénonciations successives de l'implication de ses parlementaires avec la pègre des « milices » (groupes de policiers impliqués dans toutes sortes de crimes) et des plus de 50 demandes d'« *impeachment* » de Bolsonaro formulées par des partis d'opposition, organisations syndicales et populaires, entités de la « société civile », toutes mises au fond du tiroir par le président de la Chambre des députés, Rodrigo Maia (DEM), à qui il incombe de les accepter ou non.

En réalité, les partis bourgeois et les grands médias qui s'offusquent des attitudes « *irrationnelles* » de Bolsonaro qui « *nuisent à l'image du Brésil à l'extérieur* » ont été les mêmes qui avaient agité « *l'anti-pétisme* », ouvrant la voie à l'ex-capitaine de l'armée pour qui ils ont même appelé à voter au deuxième tour de 2018 contre le candidat du PT, Haddad, à la présidence de la République, qu'il a occupée comme un gouvernement bonapartiste entouré de généraux et une racaille d'extrême droite. Mais aucun d'entre eux ne remet en question l'agenda de « réformes » du ministre de l'Économie, Paulo Guedes, de privatisa-

tions, de démantèlement des services publics et d'ajustement fiscal, auquel ils apportent un soutien parlementaire.

A la fin de l'année, au nom de la « science » et maintenant du « vaccin », les gouverneurs du PSDB, comme Dória à São Paulo, et des parlementaires de droite « civilisés », comme Rodrigo Maia, ont mis en place une opération pour mettre en place un « *large front de défense de la vie et de la démocratie* » — pour imposer des « limites » à Bolsonaro — afin d'attirer le PT et d'autres partis d'opposition.

Dans le premier épisode de cette opération (l'élection des présidents de la Chambre et du Sénat aura lieu en février), le PT s'est embarqué dans un « *bloc avec Rodrigo Maia* » — qui intègre des parlementaires qui ont soutenu le putsch contre Dilma et qui aujourd'hui soutiennent « l'agenda économique » du gouvernement — contre le candidat soutenu par Bolsonaro. Ce qui ne fera qu'accroître la crise interne qui existe déjà au PT, devant ses résultats électoraux et son manque d'initiative dans la lutte pour mettre fin au gouvernement Bolsonaro.

Le 20 décembre, l'assemblée plénière nationale du Dialogue et Action pédiste (DAP) — regroupement de militants qui veulent récupérer les meilleures traditions du PT, qui compte avec la présence du courant *O Trabalho* (section de la IV<sup>e</sup> Internationale) — avec environ 500 participants dans 20 États brésiliens (vidéo-conférence), outre l'adoption d'une campagne pour la libération des prisonniers politiques au Chili, a pris une position contraire au « *bloc avec Maia* » et se prépare à ouvrir cette discussion dans tout le parti.

---

## LA NOUVELLE SITUATION EXIGE DE RÉEXAMINER LES CONDITIONS DE NOTRE COMBAT

---

L'Amérique latine est entrée dans une nouvelle situation où l'histoire ne se répétera pas, pas plus en ce qui concerne la conjoncture qui a permis aux gouverne-

ments « progressistes » de la région d'améliorer les conditions de vie des masses, en tirant profit du « *boom des matières premières* », qui s'est éteint avec la crise mondiale de 2008, que dans les relations des masses avec les partis qui disent les représenter et dans les relations des différents gouvernements avec l'impérialisme des États-Unis, lui-même en crise et qui va chercher à élargir sa politique de pillage.

Il faut également prendre en compte le caractère explosif de la situation, l'irruption des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière, les femmes, la jeunesse, les Noirs et également les indigènes dans certains pays, jouant un rôle important dans les mobilisations contre le système et les régimes politiques existants.

La crise que traversent les partis de « gauche » va s'approfondir, y compris à cause du tournant vers le marché et de l'ouverture aux multinationales opéré par la bureaucratie cubaine, Maduro et le PSUV, présentés auparavant par de nombreux secteurs de la gauche latino-américaine comme une référence de « *résistance à l'impérialisme* ».

La leçon qui nous parvient du Venezuela est que, quand un gouvernement attaque l'indépendance de la classe ouvrière pour la contrôler, il ne peut pas mener à son terme une rupture avec l'impérialisme et il est condamné à revenir sur les mesures limitées qui avaient antérieurement été prises en ce sens.

Pour les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en Amérique latine, il s'agit de se lier au mouvement de résistance des masses, convulsif et contradictoire, dans chaque pays, en apportant leur aide et en mettant en avant des regroupements larges et souples qui répondent à la recherche d'une représentation politique fidèle aux intérêts des travailleurs et des opprimés, en constituant en même temps une liaison entre ces regroupements sur le plan régional par le biais du CILE.

**Julio Turra,**  
27 décembre 2020

# La Chine à la croisée des chemins

**L**E 11 décembre dernier, deux réunions des membres du Politburo du Parti communiste chinois se sont déroulées sous la direction de Xi Jinping, président chinois et secrétaire général du PCC, pour appeler à « *un renforcement des efforts antitrust et à la prévention d'une expansion désordonnée du capital* ».

Selon le *Nikkei Asia* :

« Trois jours après la réunion du Politburo, les autorités chinoises ont infligé une amende à Alibaba pour avoir prétendument omis de déclarer les accords d'acquisition passés en vertu des lois antitrust... »

Sous quel motif ? *Nikkei Asia* poursuit :

« Les organes publics ont été alarmés par l'influence croissante d'Alibaba. S'ils laissent l'entreprise sans contrôle, leur propre contrôle pourrait être érodé. "*Empêcher l'expansion désordonnée du capital*"... sent l'hostilité envers le secteur privé. En Chine, il y a eu un débat de longue date sur la manière dont les entreprises privées devraient être traitées dans l'économie de marché socialiste. "*Les gauchistes sauteront de joie s'ils entendent l'expression prévention de l'expansion désordonnée du capital*", a déclaré une source, désignant l'aile du parti qui attache de l'importance aux traditions socialistes et aux entreprises d'Etat. »

Dans ce contexte,

« Les réunions du Politburo reflètent un sentiment de crise... Ils craignent que sans la prévention d'une expansion désordonnée du capital, le régime du parti unique pourrait être ébranlé, entraînant finalement une mise en danger du régime Xi. »

*Nikkei Asia* précise donc :

« Rétrospectivement, la sécurité nationale a été constamment défendue au cours de l'année écoulée, comme lorsque la Chine a contourné la propre législature de Hong Kong et a introduit la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong. »

---

## BLOCAGE DE L'OPÉRATION EN BOURSE DU MILLIARDAIRE CHINOIS JACK MA

---

Voici quelques extraits de presse sur cette affaire :

**1. « Avec un endettement qui atteint 279 % du PIB au premier trimestre 2020,**

**les autorités chinoises veulent à tout prix limiter les risques que fait peser cette dette sur l'économie nationale » (L'Opinion, 4 novembre 2020).**

« Ce qui aurait dû être la plus grosse entrée en Bourse jamais mise en œuvre dans le monde a été suspendu par les autorités chinoises à peine 48 heures avant le début des cotations. Ant Group, le fleuron de la fintech chinoise, devait lever au moins 34,5 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 5 milliards de dollars de mieux qu'Aramco, qui, lui, était passé par le marché américain. C'est une claque pour Jack Ma, fondateur du groupe Alibaba, qui, il y a quelques jours, s'enorgueillissait qu'une telle "*introduction en Bourse se passe en dehors de New York*". »

La détermination (*des dirigeants*) à vouloir mettre sur pied un rival chinois au Nasdaq, le Star Market, n'a finalement pas résisté à la crainte d'introduire une trop forte dose de risque. Le fait d'avoir d'abord donné rapidement leur feu vert avant de se raviser tout aussi brusquement semble valider cette analyse. »

**2. « Jack Ma vs Xi Jinping : Pourquoi l'une des personnes les plus riches de Chine n'a pas pu sauver la plus grande introduction en Bourse du monde ? » (Eurasian-times, 19 novembre 2020).**

« La décision de suspendre l'introduction en Bourse est intervenue après que Ma a prononcé un discours au forum financier du Bund à Shanghai, quelques jours après que Ant Group a reçu l'approbation de cotation. "*L'essence de la finance est la gestion du crédit. Nous devons changer la mentalité de prêteur sur gages de la finance d'aujourd'hui et compter sur le développement d'un système basé sur le crédit. Les banques d'aujourd'hui continuent d'avoir une mentalité de prêteur sur gages.*" »

Les Bourses de Hong Kong et de Shanghai, où la cotation était censée avoir lieu, ont annoncé la suspension après avoir convoqué la direction de l'entreprise pour des "*entretiens de supervision par les départements concernés*"... La suspension a entraîné une perte d'environ 3 milliards de dollars pour Ma. »

**3. « Ma a des relations étroites avec Jiang Zemin (secrétaire général du PCC de 1993 à 2002 et président de la République populaire de Chine de 1993 à 2003), qui dirigeait la supposée faction de Shanghai, et son bras droit, l'ancien vice-président**

**Zeng Qinghong » (Nikkei Asia, 19 novembre).**

« Jack Ma est resté à l'écart de la politique. Contrairement aux fondateurs de Tencent, et autres géants de la technologie, il n'est pas membre de l'Assemblée nationale populaire chinoise. Cependant, la croissance rapide de son empire commercial a été protégée par ses relations politiques. »

**4. « Les chefs d'entreprises privées étaient autrefois considérés comme des "capitalistes" et se voyaient refuser l'adhésion au parti. C'est l'ancien président chinois Jiang Zemin qui a changé cela... Xi semble alarmé par la montée en puissance d'énormes entreprises privées et replace l'État au premier plan » (Nikkei Asia, 27 novembre).**

« Les propos du milliardaire ont souvent irrité les autorités. Mais il est un véritable membre du Parti communiste chinois. Son adhésion a été révélée par le *Quotidien du Peuple*, du PCC, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la politique de "réforme et d'ouverture" du pays en décembre 2018. Les chefs d'entreprises privées étaient autrefois considérés comme des "capitalistes" et se voyaient refuser l'adhésion au PCC. C'est l'ancien président chinois Jiang Zemin qui a changé cela.

Au congrès du Parti communiste de 2002, la théorie de Jiang, appelée "Trois Représentations", a été inscrite dans la constitution du parti. Elle était enracinée dans l'idée que, en tant qu'étape suivante d'ouverture, la Chine doit réduire progressivement le rôle de l'État et libérer la vigueur du secteur privé... Sans cette nouvelle façon de penser, il semble peu probable que la Chine aurait eu Alibaba et la société numérique que nous connaissons aujourd'hui. »

En réalité, en Chine, ce ne sont encore pas les milliardaires qui font la loi. Mais le problème posé par Jack Ma serait d'aller jusqu'au bout dans le rétablissement du capitalisme en Chine en banalisant la spéculation boursière, ce que refuse Xi Jinping car une crise financière menacerait la stabilité politique de la bureaucratie.

**5. Quelle est la composition sociale du PC chinois ?**

Il existe en revanche une couche sociale qui détient le monopole du pouvoir politique : c'est le PC chinois, qui compte officiellement près de 92 millions de membres, dont des centaines de milliers de responsables à tous les niveaux de l'appareil d'État.

Selon la revue d'histoire *Hérodote* (7 juillet 2020), intellectuels aisés et entrepre-

neurs privés constituaient 70 % des membres du parti en 2010, les ouvriers et paysans constituant le reste, alors que les proportions étaient inversées en 1980. Aujourd'hui, on compte même des milliardaires au sein du parti unique...

L'Internet chinois Baidu, principal moteur de recherche en Chine, fournit les données statistiques au 31 décembre 2018, concernant la composition du PC chinois :

6,5 millions de travailleurs qualifiés ; 25,4 millions d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs ; 14 millions de personnels professionnels et techniques dans les entreprises, les institutions, et les organisations sociales ; 9,8 millions de cadres dans les entreprises, les institutions et les organisations sociales ; 7,5 millions dans les agences du parti et du gouvernement ; 1,8 million d'étudiants ; 7,3 millions d'autres professionnels ; 18,1 millions de retraités ; Soit 90,6 millions au 31/12/2018.

Le document ne précise pas combien sont fonctionnaires du PCC ou du syndicat officiel ACFTU.

**AUX ORIGINES  
DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE**

Pour comprendre la nature de la bureaucratie chinoise, il faut revenir à son histoire.

**1. Le Parti communiste chinois de 1921 à 1927.**

Le n° 528 de *La Vérité* d'octobre-décembre 1964 revient sur cet aspect :

« On sait que stimulé par les prétentions des impérialistes qui entendaient se repartager la Chine en fonction des résultats de la Première Guerre mondiale, un mouvement révolutionnaire se déclencha en Chine. Parti en mai 1919 des étudiants et de "l'intelligentsia" petite-bourgeoise, il ne tarda pas à gagner les couches profondes de la population : le jeune prolétariat chinois, essentiellement concentré dans les ports (Shanghai, Canton, etc.), ces enclaves de l'impérialisme, puis les masses paysannes, affamées, livrées à la propriété foncière et à l'usure...

Le rôle dirigeant que tend à assumer ce prolétariat, numériquement faible (on estime à environ 3 millions le nombre d'ouvriers) (\*), se manifeste par la rapidité avec lequel il s'organise (les syndicats chinois qui ne sont nés qu'après la fin de la guerre, comptent, dès 1925, 2 millions de membres)...

Bien que le parti politique de la bourgeoisie, le Kuomintang, qui se présente comme le parti de la lutte contre l'impérialisme (comme un "Front de libération"), ait une influence de masse, la situation révolutionnaire mûrit rapidement et met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Les grèves se succèdent et gagnent en ampleur, pour aboutir en 1925 à une mobilisation d'ensemble du prolétariat. A Canton, la grève générale impose sa loi. Parallèlement, le mouvement gagne la campagne : les paysans s'organisent (en 1925, on compte 9,5 millions de syndiqués paysans), prennent les terres, se vengent de leurs exploités. La lutte atteint un niveau où la question du pouvoir ouvrier est clairement posée ».

(\*) De plus, on comptait 12 millions de travailleurs dans les industries artisanales et 30 millions de coolies. (L. Lavallée et autres, *L'économie de la Chine socialiste*, p. 139 — Note de *La Vérité*).

La vague de colère du mouvement du 4 mai avait ébranlé le monde entier : la III<sup>e</sup> Internationale envoya au début de 1920 Votjinskij (affecté au travail révolutionnaire en Extrême-Orient) en Chine pour se renseigner sur la situation politique et rendre visite aux dirigeants du mouvement... Puis, au mois de juin 1921, Mahring (communiste hollandais — Sneevliet — qui l'année précédente avait fondé à Java le Parti communiste indonésien) arriva en Chine (Chesneaux Jean, *Les premiers délégués de l'Internationale communiste en Chine*, Persée, 1964). Le congrès de fondation du Parti communiste chinois eut lieu le 23 juillet 1921 dans la concession française de Shanghai. Le PC chinois comptait alors 57 membres. Il était très dépendant de l'Internationale communiste. Mais en 1927, le poids du clan de Staline devint prépondérant :

« Contrôlée par Staline, qui en URSS renforçait le pouvoir de la bureaucratie, la direction de l'Internationale communiste avait repris la politique des mencheviques de "révolution par étape", que Lénine avait condamnée dès 1905. Et en conséquence, selon Staline, la Chine se trouvait dans une étape "démocratique bourgeoise". Il était donc nécessaire de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie nationale, et en conséquence il ne fallait pas l'effrayer. Il fallait maintenir le mouvement dans des limites bourgeoises, c'est-à-dire, en définitive, s'en remettre à la direction de la bourgeoisie. »

Le PC chinois s'intègre alors au Kuomintang (KMT) pour devenir l'un des éléments de ce "front". Il renonça de fait à toute liberté politique,

« Défendant par des concessions successives sa "place" au sein du KMT, le PC chinois fut

ainsi amené à s'opposer à la constitution de comités d'ouvriers et de paysans, à demander aux paysans de freiner le mouvement de reprise des terres, à accepter le contrôle du KMT sur les activités politiques ouvrières, à accepter même, à partir d'août 1926, au nom de "l'Union sacrée" avec la bourgeoisie nationale, que la loi martiale soit rétablie à Canton contre les travailleurs. »

En relation avec la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière, les effectifs du Parti communiste chinois vont croître à 19 000 membres en novembre 1925, 30 000 en juillet 1926 et près de 93 000 en avril 1927 (J. Guillermez, *Histoire du PC chinois*). Cependant, le PCC reste subordonné au KMT :

« En mars 1927, Shanghai est occupée par les troupes du général Tchiang-Kai-chek... Le mouvement ouvrier y connaît un développement puissant et, comme quelques mois auparavant à Canton, la question du pouvoir se pose. Mais la direction du PCC impose à ses militants d'accepter les ordres du KMT : les éléments militaires communistes sont envoyés vers le Nord, les armes enterrées.

Et, le 12 avril 1927, Tchiang-Kai-chek déclenche une vaste opération contre-révolutionnaire. Pris par surprise, des milliers de communistes et de syndicalistes sont arrêtés et massacrés.

Pour autant, la direction de l'Internationale communiste n'en modifie pas pour autant les lignes directrices de sa politique. Elle prône l'unité avec quelques politiciens qui forment un "KMT de gauche" localisé à Canton. Mais qui s'effondre en juillet 1927 et, trahissant tous les accords passés avec les communistes, retourne chez Tchiang-Kai-chek.

La démoralisation s'ajoutant à la répression, les effectifs du PC chinois perdent 80 % des membres qu'il compte en avril 1927.

Mais ce n'était pas fini. L'Internationale communiste tourne alors et reprend le mot d'ordre des soviets qu'elle a condamné pendant la phase ascendante de la révolution et impose une insurrection sans espoir en décembre 1927 à Canton. Au bout de quatre jours d'une lutte sanglante, la Commune de Canton est écrasée. Pour le prolétariat chinois, la Commune de Canton achève son écrasement. La contre-révolution bourgeoise triomphe. La répression décapite le prolétariat chinois... Elle détruit physiquement l'avant-garde qui s'était forgée depuis 1919... »

**2. « A partir de 1928, le Parti communiste chinois s'est reconstruit dans les campagnes comme un appareil militaire, s'appuyant sur l'irrédentisme de zones**

**paysannes demeurant en rébellion contre le pouvoir. »**

Tchiang Kai-chek, chef de l'armée nationaliste, déclenche alors une guerre civile contre le PC chinois, qui, en majorité, est chassé des villes et doit se réfugier dans les campagnes.

« Rejetés des villes par la répression, les dirigeants communistes chinois, notamment Mao-Tsé-Toung et Chou-Teh, renoncent à organiser le prolétariat et se fixent comme objectif la constitution d'une armée révolutionnaire paysanne.

Mais ce serait une erreur que de considérer que le PCC se transforme en un "parti paysan". Le PCC restera toujours un appareil autonome qui "chevauche" la lutte révolutionnaire de la paysannerie... Cet appareil déclare qu'il représente, par "délégation", le prolétariat à la tête des masses paysannes. Théoriquement, le rôle dirigeant de la classe ouvrière ne sera jamais remis en question.

Dans ces conditions, le PCC tirait l'essentiel de sa force, non de sa subordination à la bureaucratie de Moscou, mais de l'appui des masses rurales qu'il organisait, à qui il apportait de profondes réformes. Ainsi le PCC présente-t-il des caractéristiques qui le distinguent des autres partis stalinien.

Cependant, le PCC n'était pas un parti révolutionnaire car il ne considérait nullement que le facteur déterminant de sa progression soit la capacité des masses chinoises, et d'abord de leur avant-garde prolétarienne, à s'organiser. Il cherchera d'autres appuis, et d'abord celui de l'Internationale communiste de Staline qui s'obstine à l'ignorer. Le PCC reste, par la politique qu'il mène, un parti stalinien. Cependant, ce parti n'acceptera jamais ce que la bureaucratie russe lui demandait : l'abandon total de sa base, l'action révolutionnaire de la paysannerie, la lutte armée. »

Mais, par la mise en œuvre de la réforme agraire au profit de la masse des paysans pauvres, le PCC obtient le soutien de la paysannerie, dont des centaines de milliers s'engagent dans l'Armée rouge.

En juillet 1937, confronté à l'invasion massive des troupes de l'impérialisme japonais, Tchiang Kai-chek finit par accepter la proposition de Mao Zedong, dirigeant du PCC, de constituer un « front uni » pour résister à l'invasion japonaise.

Et jusqu'à la reddition des troupes japonaises le 14 août 1945, la Chine sera divisée en trois zones : la Chine nationaliste, sous le contrôle du gouvernement du Kuomintang, dirigé par Tchiang Kai-chek et localisé à

Chongqing, les territoires contrôlés par le PCC autour de Yénan et, au nord-est, les zones occupées par le Japon.

Sous l'égide du général américain Marshall, une trêve entre le KMT et le PCC est signée à Chongqing le 16 janvier 1946. Mais fort de sa supériorité en nombre et équipé d'armements modernes par les Etats-Unis, Tchiang Kai-chek déclenche la guerre civile contre les troupes de Mao. En septembre 1947, le PCC convoque une « *conférence nationale agraire* ». Avec la loi du 10 octobre 1947, le principe de la confiscation des terres publiques et de celles des propriétaires est précisé. Un an plus tard, cent millions de paysans se verront distribuer des terres. Cependant, Mao Tsé-Toung freinera par la suite ce mouvement.

**3. Mao Tsé-Toung répond à Staline : « Pas besoin de négociier (avec le Kuomintang). Les suggestions (de Staline) ne feraient que différer la victoire militaire »**

(« *Rivaux et alliés. Staline, Mao et la guerre civile chinoise, janvier 1949* », in *La Guerre froide en Asie*, Washington, 1995-1996, pages 7, 27).

Le nouveau président des Etats-Unis, Truman, tente en 1948 d'empêcher l'effondrement du régime de Tchiang Kai-chek par la mise en place d'un gouvernement de coalition KMT-PC chinois sur la base d'une médiation demandée par Tchiang Kai-chek.

En janvier 1949, Staline conseille à Mao de négocier avec le Kuomintang : Mao refuse, dans une situation où la poussée révolutionnaire va tout balayer.

Le PC chinois, face à la décomposition du régime de Tchiang Kai-chek, occupe le terrain pour le contrôler.

---

**CE QUI DÉFINIT  
LA BUREAUCRATIE CHINOISE**

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 1949, l'APLN, à majorité paysanne, encadrée par le PC chinois (PCC), entre à Pékin et, le 25 mai, à Shanghai. A la fin de 1949, Tchiang Kai-chek n'a plus que la ressource de se réfugier sur l'île de Formose (Taïwan aujourd'hui).

On peut lire dans le numéro de *La Vérité* d'octobre-décembre 1964 :

« Essentiellement, la victoire du PC chinois fut celle d'une armée paysanne... C'est à partir de l'appareil militaire du PCC, échappant à tout contrôle des masses urbaines, que le nouvel

Etat de "démocratie populaire" commença à être construit...

Lorsque, en octobre 1949, Mao Tsé-Toung annonce, à Pékin, la fondation de la République populaire chinoise, il sonne le glas de la domination impérialiste sur 600 millions d'hommes, et, par là-même, il signifie que la situation internationale est profondément modifiée. »

Effectivement, la direction du PC chinois est alors amenée à approfondir la réforme agraire en faveur des paysans pauvres et à nationaliser l'industrie au début des années 1950 sur la base de l'expropriation du capitalisme, ce qui lui vaut alors le soutien des travailleurs des villes et des campagnes. Le même article précise :

« L'Etat né de ce processus, et qui défend ces nouveaux rapports de propriété contre la bourgeoisie nationale comme contre l'impérialisme, est incontestablement un "Etat ouvrier". Mais il faut ajouter "déformé"... Dire que l'Etat chinois est un "Etat ouvrier déformé", c'est définir sa structure politique, affirmer que la classe ouvrière est évincée du pouvoir politique car elle n'a aucun moyen de l'exercer, et que, partant, elle est privée de tout contrôle sur les décisions de ce pouvoir.

En d'autres termes, il n'y a pas en Chine de démocratie prolétarienne, c'est-à-dire une démocratie qui ne peut exister sans un réseau d'organismes de pouvoir émanant directement de la classe ouvrière (les comités, les soviets). **Ce qui définit la bureaucratie chinoise, c'est son existence comme couche séparée, soustraite à tout contrôle des travailleurs et exerçant seule le pouvoir politique, c'est-à-dire assurant seule la direction de l'Etat, le "possédant" en quelque sorte.** La question des privilèges — le fait que la couche dominante tende à s'accorder la "part du lion" dans la fraction du produit national consommable — est subordonnée à celle du pouvoir. »

Mao Tsé-Toung, dans un discours du 27 février 1957 (« *Sur la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple* »), affirme alors que ces contradictions — à l'inverse de celles de la société capitaliste — étaient non-antagonistes et pouvaient être résorbées par ce qu'il appelait la « *société socialiste* ».

Mao, alors inquiet du soulèvement des ouvriers hongrois de 1956 contre la bureaucratie du Kremlin, dirige contre certaines fractions de la bureaucratie la campagne des « Cent Fleurs », où, pendant trois mois, étudiants et travailleurs peuvent critiquer

l'absence de démocratie et les privilèges de la bureaucratie chinoise. Mais le PCC réprime ensuite ce mouvement car il est hors de question pour elle d'accepter les critiques qui remettent en cause son monopole du pouvoir politique.

Par la suite, confronté à la politique de « coexistence pacifique » du PC soviétique des années 1960, qui vise à détourner la pression de l'impérialisme américain s'exerçant sur l'URSS pour la diriger vers la Chine, les dirigeants chinois développent leur politique de coexistence pacifique, notamment avec la bourgeoisie indonésienne via le PC indonésien pro-chinois, qui fut pris de court lorsque l'armée déclencha en 1965 avec la CIA un coup d'Etat militaire et une répression sanglante qui fit des centaines de milliers de morts parmi les militants du PC.

Cependant, les contradictions au sein de la nation chinoise combinées aux pressions de la bureaucratie soviétique amènent Mao Tsé-Toung, à déclencher le 18 août 1966 une mobilisation contrôlée : la « révolution culturelle ». Il s'agit d'appeler la jeunesse à constituer des Gardes rouges pour combattre la faction du PC chinois impulsée par Deng Xiaoping et Liu Shaoqi, accusés d'être pro-soviétiques.

*Informations ouvrières*, n° 303 (17 septembre 1966) rapporte :

« La mobilisation contrôlée des masses avec la révolution culturelle est partie intégrante de la préparation à la résistance à la guerre que veut déclencher l'impérialisme. Ses objectifs essentiels ont été de « *pourchasser les agents bourgeois* ». Les millions de jeunes chinois mobilisés s'y sont engagés à fond, recherchant l'agent bourgeois. Ils ont découvert le "bureaucrate" du PC chinois. C'est là que les dirigeants du PC commencent à reculer. »

Et après trois années de manifestations, le IX<sup>e</sup> Congrès du PC chinois (1969) décide de reconstruire l'Etat et l'appareil du PC chinois alors disloqués. Quant aux Gardes rouges, ils ont été expédiés à la campagne...

En février 1972, les bombardiers américains B52 larguent des milliers de tonnes de bombes sur la population du Nord-Vietnam. Cela n'empêche pas Mao Tsé-Toung de recevoir le président américain Richard Nixon à Pékin, au nom de la « coexistence pacifique » à la chinoise...

---

## LA BUREAUCRATIE LANCE LE "SOCIALISME DE MARCHÉ" À LA CHINOISE"

---

**1. Après la mort de Mao Tsé-Toung en 1976, la bureaucratie chinoise, pour tenter d'extraire le pays des limites qui lui impose son isolement, sous la conduite de Deng Xiaoping, décide en 1978 d'ouvrir la Chine au capital étranger.**

Deng Xiaoping, alors principal dirigeant du PC chinois, décide de lancer une nouvelle politique économique dite des « *Quatre modernisations* », basée sur l'agriculture, l'industrie, le « socialisme de marché », et d'attirer les capitaux étrangers.

Le 5 décembre 1978, Wei Jinsheng, ancien Garde rouge, répond en affichant au « Mur de la démocratie », près de la place Tian'anmen, un *dazibao* (*grand journal mural écrit à la main*) exigeant « une cinquième modernisation », c'est-à-dire : « *Si nous voulons réaliser la modernisation, c'est uniquement pour assurer la démocratie, la liberté et le bonheur du peuple. Sans cette "cinquième modernisation", toutes les autres modernisations ne sont qu'un nouveau mensonge.* » Il est condamné le 16 octobre 1979 à quinze années de prison.

Les investissements directs étrangers (IDE) (1) en Chine se voient accorder un statut juridique par l'Assemblée nationale populaire en juillet 1979 et sont destinés aux zones économiques spéciales (ZES) nouvellement créées.

En 1980, quatre zones économiques spéciales, Shenzhen, Zhuhai, Xiamen et Shantou, ont été établies. En 1984, le concept de ZES a été étendu à quatorze autres villes côtières et à l'île de Hainan. En 1985, trois « triangles de développement » — le delta du fleuve Yangzi, le delta de la rivière des Perles et la région de Min Nan — ont également été ouverts aux investisseurs étrangers.

En 1990, des amendements à la loi facilitent considérablement les investissements en Chine. La stipulation que le président du conseil d'administration d'une entreprise devrait être nommé par les investisseurs chinois, par exemple, a été abolie.

En 1990, le concept des ZES a été étendu à la nouvelle zone de développement de Shanghai.

En 1992, certaines industries telles que l'aviation, les télécommunications, la banque et le commerce de détail, et 52 villes et

régions se sont ouvertes aux investisseurs étrangers.

La croissance des investissements directs étrangers (IDE) en Chine est l'une des conséquences du changement de politique économique de la Chine vers l'économie de marché. Le montant total accumulé de l'investissement direct aux prix courants est passé de 0,109 milliard de dollars initiaux en 1979 à 95,67 milliards de dollars en 1994, à un taux de croissance annuel de 57,12 %. Depuis 1993, la Chine est devenue le deuxième plus grand bénéficiaire d'IDE dans le monde (après les Etats-Unis). Avec sa croissance économique continue et l'expansion du commerce international, l'investissement direct étranger a de plus en plus intégré l'économie chinoise dans l'économie mondiale au cours des seize dernières années (*Source* : « Récents développements dans les IDE en Chine », *Chen Chunlai, Université d'Adélaïde, Australie, 1996*).

**2. Dans les années 1980, la corruption et la mauvaise gestion ont conduit à une forte augmentation de l'inflation (30 % en 1988).**

« L'hyperinflation et une crise de la balance des paiements ont frappé le pays à la fin des années 1980 et ont contribué au bouleversement social et à la crise politique entre 1989 et 1992. Parmi les foules de la place Tian'anmen se trouvaient ceux qui avaient été touchés par la crise économique et la hausse du prix du riz. La colère économique était un carburant pour les foules, fusionnant avec la dissidence politique découlant des attentes d'une glasnost et d'une perestroïka chinoises » (*source* : *Ibidem*).

Tout cela aboutit en mai-juin 1989 au puissant mouvement pour la démocratie qui a commencé à Pékin et s'est répandu dans 181 villes de Chine, dont l'un des mots d'ordre est « *Tremblez corrompus !* », tandis que se multiplie la formation de syndicats indépendants d'ouvriers et d'étudiants. Cela ouvre une crise profonde dans la bureaucratie chinoise et Deng Xiaoping, alors président de la commission militaire du PC chinois, décide d'écraser le mouvement place Tian'anmen le 4 juin avec l'armée.

---

(1) IDE (*définition de l'INSEE*) : les investissements directs étrangers sont les investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquies un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer une influence significative sur sa gestion dans le cadre d'une relation à long terme.

---

## LA PROPRIÉTÉ D'ÉTAT JOUÉ UN RÔLE PIVOT EN CHINE COMME POUR LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

---

### 1. Le rôle des entreprises d'Etat en Chine.

Le site *Le Temps* (18 janvier 2019) rapporte :

« La Chine vient de fêter les 40 ans de la politique d'ouverture qui a donné le coup d'envoi à plusieurs décennies de croissance et en a fait l'usine du monde. Force est de constater que les subventions publiques et les entreprises d'Etat continuent de jouer un rôle prépondérant dans l'économie chinoise. Ce qui n'est plus au goût de ses principaux partenaires commerciaux, notamment les Etats-Unis, qui ont lancé une offensive pour forcer Pékin à adopter davantage les règles du marché. »

De fait, les entreprises publiques chinoises représentent une part importante des entreprises publiques du Fortune Globale 500 (classement des 500 plus importants chiffres d'affaires mondiaux). En particulier, en 2000, il y avait 27 entreprises publiques au FG500, 9 en provenance de Chine. En 2017, 75 des 102 entreprises publiques du FG500 sont chinoises.

Le secteur chinois des entreprises publiques a connu une croissance significative (en capitalisation boursière totale des entreprises publiques) depuis le lancement de la réforme de commercialisation en 1978.

### 2. Le « Discours clé de Xi Jinping à la cérémonie d'ouverture de l'Exposition internationale d'importation de la Chine », le 4 novembre dernier :

« Peuplée de 1,4 milliard d'habitants dont plus de 400 millions à revenu moyen, la Chine est le marché le plus prometteur au monde. Dans les dix ans à venir, elle importera plus de 22 000 milliards de dollars US de marchandises. La Chine, par sa capacité manufacturière, est aujourd'hui un maillon important des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales et y a apporté une grande contribution. L'immense marché domestique chinois continuera de stimuler l'innovation. »

Autrement dit, la Chine s'intègre explicitement comme chaîne du marché mondial dominé par le capital, afin de préserver, pour la bureaucratie chinoise, sa place et ses privilèges, tout en essayant de contrôler l'insertion de la Chine dans le marché mondial. Et

cela dans le contexte de crise générale du système capitaliste, amplifiée par la pandémie du Coronavirus qui s'inscrit dans le prolongement de la crise précédente de 2008.

C'est toute la contradiction. Plus la Chine s'intègre au marché mondial, plus elle en est dépendante, au risque d'être entravée par la crise du marché mondial.

---

## LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE FACE À LA BUREAUCRATIE

---

### 1. Dans toute la Chine, les travailleurs continuent à se mobiliser pour leurs revendications.

Pour *China Labour Bulletin*, les manifestations collectives des travailleurs chinois sont généralement des actions spontanées à petite échelle conçues à la fois pour dénoncer et résister aux abus des employeurs et aux violations des droits fondamentaux du travail tels que le non-paiement des salaires.

Mais en juin 2020, ce sont des milliers de chauffeurs de taxi qui ont fait grève contre la déréglementation de leur profession à Anhui (Huainan) et en octobre à Weifang (Shandong), Kaifeng (Henan) et Zhengzhou (Henan).

Et le 16 novembre dernier, l'annonce d'un projet de retarder l'âge de départ à la retraite a disparu à la suite des protestations diffusées sur les réseaux sociaux. Plus récemment, le 19 décembre, des milliers de travailleurs temporaires ont manifesté devant le siège de Pegatron (entreprise taïwanaise de pièces électroniques pour Apple) à Shanghai, alors que les autorités envoyaient des policiers, provoquant des affrontements. La manifestation s'est produite après que Pegatron a tenté de transférer des milliers de travailleurs de son usine de Shanghai vers une autre installation à Kunshan, dans la province orientale du Jiangsu. Pegatron a ensuite déclaré qu'elle réviserait le programme de réinstallation pour s'assurer que les travailleurs transférés conserveraient tous leurs salaires et avantages existants.

### 2. Rappelons que de juin 2019 à juin 2020, le soulèvement populaire pour la démocratie de Hong Kong a tenu tête à Pékin.

Cette mobilisation populaire, au départ pour exiger le retrait d'un projet de loi autorisant les extraditions de Hong Kong vers la Chine s'est prolongée durant seize mois.

Des 138 000 manifestants le 28 avril 2019 au million de Hongkongais le 9 et deux millions le 16 juin 2019 en passant par la grève générale du 5 août, puis à partir du 13 août, l'invasion pendant 48 heures de l'aéroport de Hong Kong, suivi d'une nouvelle manifestation le 18 août rassemblant 1,7 million de participants, on aboutissait le 30 août à ce que les associations étudiantes, bientôt rejointes par la HKCTU (*Confédération générale des syndicats de HK*) lançaient un appel à la grève générale des universités pour les 2 et 3 septembre, suivie par d'autres manifestations, notamment l'occupation des universités par les étudiants. Le retrait de la loi d'extradition en octobre s'est traduit sur le plan politique par la défaite du camp pro-Pékin — 10 % de candidats élus — aux élections du 24 novembre 2019 aux conseils de districts, avec 90 % d'élus du camp pro-démocratie.

Et le 1<sup>er</sup> janvier 2020, il y avait encore un million de manifestants à Hong Kong, avec l'émergence de nouveaux syndicats qui rejoignaient la HKCTU pour exiger l'élection du gouvernement de Hong Kong sur la base du suffrage universel, la constitution d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières.

Le PC chinois a précipité l'alignement du régime juridique de Hong Kong — qui prévoit actuellement l'élection au suffrage universel — sur celui de Pékin sans attendre l'échéance de 2047. Il n'était pas question pour la bureaucratie chinoise de prendre le risque que l'élection des dirigeants en dehors de ceux choisis par la bureaucratie chinoise soit exigée par d'autres villes de Chine.

A Hong Kong, les manifestations se sont poursuivies jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2020 pour protester contre la loi de sécurité nationale, véritable coup d'Etat de Pékin qui l'a fait adopter le 25 mai par l'Assemblée nationale populaire de Chine, sans que le LEGCO (Conseil législatif) de Hong Kong ne se soit prononcé. En outre, Pékin a décidé le 31 juillet de différer d'une année les élections législatives sous prétexte de coronavirus. Mais en réalité, par crainte de les perdre.

Et depuis, poursuites et arrestations se poursuivent contre les organisateurs des manifestations de protestation.

---

## CONCLUSION

---

Il n'y a jamais eu de gouvernement émanant directement de la classe ouvrière et de la paysannerie car le PC chinois entend maintenir le monopole du pouvoir politique.

L'ouverture au marché mondial entreprise à partir des années 1980 a été rendue possible par la mondialisation, c'est-à-dire le mouvement des capitaux à la recherche de lieux de production rentable, et donc en Chine une immense classe ouvrière à bon marché.

Cette politique s'est faite en refusant la démocratie pour le peuple chinois, mais aussi sous le contrôle du PC chinois sur les capitaux s'investissant en Chine, au moyen de la propriété d'Etat issue de la révolution de 1949.

Mais l'aggravation de la crise du capitalisme depuis 2008 s'est traduite par une guerre commerciale contre la Chine, menée par l'administration de Trump à partir de 2018 pour s'ouvrir le marché chinois sans conditions. Les capitalistes du monde entier partagent sur ce point la position de l'impérialisme américain.

La bureaucratie chinoise est prise dans un étau, l'impérialisme cherche à contrôler l'économie chinoise. Et la classe ouvrière chinoise poursuit le combat pour défendre ses droits.

Seul le combat du prolétariat chinois pour arracher le pouvoir des mains de la bureaucratie arrivera à sauver les conquêtes de la révolution. Ce combat rétablira la place de la classe ouvrière chinoise à l'échelle mondiale. C'est ce qui donne tout son sens au combat pour la démocratie qui s'est mené à Hong Kong.

**Albert Tarp,**  
24 décembre 2020

# LA CRISE MONDIALE DU SYSTEME CAPITALISTE ET L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## Offensive contre les peuples et combat pour la souveraineté

« **N**OUS sommes à des niveaux que l'on n'avait même pas vus dans les années 1930. » Tels sont les propos de l'économiste en chef de la Banque mondiale, Carmen Reinhart, à l'occasion de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) tenue en octobre dernier, pour qui les pays dits émergents sont confrontés à « une vague sans précédent de crises de la dette et de restructurations » (1).

Ceux qui sont à la tête des institutions internationales le reconnaissent eux-mêmes : il s'agit d'une crise d'une ampleur inégalée. Elle touche l'ensemble du système capitaliste. Pas un seul continent n'est épargné. Le continent africain est évidemment en première ligne, et cela se traduit de la façon la plus brutale.

Résumons quelques traits essentiels :

— des dizaines de millions d'emplois détruits dans le secteur formel et le secteur informel (on les estime à au moins 30 millions) (2) ;

— l'explosion de la pauvreté (49 millions de pauvres supplémentaires selon la Banque africaine de développement [BAD]) et de ce que dans les rapports officiels on appelle l'insécurité alimentaire, autrement dit la faim et toutes ses conséquences (selon les prévisions de l'ONG Oxfam, 12 000 personnes pourraient mourir de faim chaque jour en cette fin d'année... mais personne n'en parle) (3) ;

— la dette extérieure explose, ce qui va de pair avec la chute libre des cours des matières premières (pétrole, minerais, produits agricoles). Quant aux capitaux, selon Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, les « économies émergentes » ont subi la « plus grande sortie de capitaux jamais enregistrée » (4).

La crise du système capitaliste conduit aux plus grandes destructions de forces productives, à commencer par la force de travail. Concrètement, c'est au combat pour leur survie que sont confrontés des dizaines de millions d'hommes.

Selon tous ceux qui sont inféodés au capital, ce serait une fatalité et il n'y aurait pas d'alternative. C'est pour s'opposer à ces conceptions et contribuer à la discussion pour aider au regroupement d'une force politique véritablement indépendante qu'est rédigé cet article.

---

### COVID-19 : DE SIMPLES MESURES SANITAIRES ?

---

Dans la foulée des mesures moyennâgeuses d'exception et de confinement prises dans les principaux pays impérialistes, la majorité des gouvernements du continent ont, comme un seul homme, pris des mesures directement calquées sur celles-ci, sans s'interroger sur leur efficacité ni sur leurs conséquences : état d'urgence sanitaire, arrêt des activités économiques jugées non essentielles, fermeture des fron-

---

(1) Cité dans l'article « *Un désastre de la dette sans issue* » de Michael Roberts, du 30 octobre 2020, publié sur le site [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

(2) Par exemple 1,3 million d'emplois ont été perdus en Côte d'Ivoire dans le secteur informel.

(3) Le seuil de pauvreté est fixé à 1,9 dollar par jour et par personne. Selon la BAD (prévisions de juillet 2020), 425 millions d'Africains vivaient dans la pauvreté (un tiers de la population) avant la crise. Selon les prévisions des institutions internationales, entre 8,5 et 11,5 millions de Nigériens devaient tomber dans l'extrême pauvreté en 2020. En République démocratique du Congo (RDC), ce sont entre 2,7 à 3,4 millions de personnes supplémentaires sur ses 90 millions d'habitants.

(4) Fonds monétaire international, *Communiqué de presse n° 20/98* (23 mars 2020).

tières, instauration du couvre-feu, interdiction des déplacements, isolement de certaines villes, fermeture des établissements scolaires et des commerces, confinement partiel ou total.

Rare journal à se poser des questions, le quotidien suisse *Le Temps* (1<sup>er</sup> avril 2020) titrait sur « *l'impossible confinement de la moitié de l'humanité* », alors que les premiers morts tombaient sous les balles de la police au Kenya et au Nigeria, tirées pour faire respecter les mesures gouvernementales. Il citait aussi l'écrivaine camerounaise Calixthe Beyala :

« La plupart des Africains n'ont pas les moyens de s'approvisionner en nourriture pour une petite semaine ! Ils n'ont pas de frigo et pas d'électricité. Le coronavirus tue, nous dit-on, particulièrement les vieux en Occident. Où sont les hospices et maisons de retraite pour les vieux au Cameroun ? Quel est le pourcentage de la population âgée de plus 70 ans en Afrique ? » (5).

Un tel dispositif n'a pu être imposé que par la brutalité des « forces de l'ordre ».

« De nombreuses mesures d'urgence prises pour répondre au virus restreignent les droits fondamentaux et les libertés. Les mesures d'interdiction de rassemblements sont particulièrement utilisées à l'égard des oppositions, des défenseurs des droits humains et des minorités. »

Ce n'est pas nous qui le disons, mais l'ONG International Center for Not-for-Profit Law, qui ajoute :

« Dans plusieurs pays africains, la lutte contre le virus a été un prétexte pour réduire au silence les défenseurs des droits humains » (6).

Au Mali, où les élections ont été organisées pendant le couvre-feu, c'est à balles réelles que la police a voulu imposer son respect, alors que commençaient les manifestations contre le président truqueur d'élections. En Ouganda, ce sont au moins 49 personnes qui sont tombées sous les balles de la police, la foule protestant contre la nouvelle arrestation du candidat à la présidentielle Bobi Wine, opposant populaire à Yoweri Museveni, sous prétexte... de non-respect des règles sanitaires pendant sa campagne électorale. Museveni, au pouvoir depuis 34 ans, bon élève du FMI, jouit du soutien des Etats-Unis et des principales puissances impérialistes.

Est-il exagéré d'affirmer que les mesures présentées comme de simples

mesures de prévention de la propagation de la Covid-19 sont utilisées pour semer la terreur contre la population — terreur de cette maladie alors qu'on ne fait rien contre d'autres maladies qui ont des conséquences plus graves sur le continent, mais aussi terreur de la répression ? Ne s'agit-il pas aussi de tout faire pour « persuader » les militants et dirigeants des organisations des travailleurs et populaires qu'il n'y a rien d'autre à faire que d'accompagner les mesures prises par les gouvernements et les capitalistes (licenciements, baisses de salaire, restriction des libertés, etc.) ? Ces questions méritent d'être posées.

La pandémie de la Covid-19 a mis à nu la ruine ou même l'inexistence des systèmes de santé et des politiques sanitaires dans les pays du continent africain. Il n'y a aucune fatalité : c'est le résultat d'une politique systématique, consciente, volontaire, menée depuis 40 ans avec les plans d'ajustement structurel, sous la direction du FMI, dont une des pierres angulaires est précisément la réduction drastique des dépenses de santé et d'éducation. Les hôpitaux, les équipements, les personnels de santé sont en nombre infime. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. L'Afrique représente moins de 1 % des dépenses de santé dans le monde, mais plus de 15 % de la population mondiale !

Mais avec ces mesures de prévention contre la pandémie, ont largement été laissées de côté celles, très modestes, de lutte contre d'autres maladies infectieuses, telles que le SIDA, la malaria, le choléra, qui causent des centaines de milliers de morts chaque année sur le continent — 400 000 pour le paludisme —, chiffre sans commune mesure avec le nombre des victimes de la Covid-19. La prétendue communauté internationale ne s'en émeut guère, pas plus que les gouvernements à son service. Soyons sûrs qu'on ne cherchera pas à comptabiliser précisément ces « victimes collatérales » de la pandémie (7).

(5) Cité par Simon Petite, « *Covid-19 : l'impossible confinement de la moitié de l'humanité* », *Le Temps*, 1<sup>er</sup> avril 2020, site : [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)

(6) Cité dans l'article de Cécile Leclerc-Laurent, « *Coronavirus, silence on réprime* » (15 septembre 2020) sur le site du Secours catholique.

(7) Selon la directrice exécutive de l'Onusida, une perturbation de six mois dans l'accès aux antirétroviraux pourrait entraîner plus de 500 000 morts supplémentaires entre 2020 et 2021.

Les mesures visant officiellement à enrayer la pandémie de la Covid-19 et à éviter des victimes ont eu bien d'autres conséquences, où le « remède » s'est avéré pire que le mal.

La première conséquence, c'est la faim, et la faim tue. Que dire des travailleurs du secteur informel qui, du jour au lendemain, se sont retrouvés sans revenus et confrontés à la lancinante question : comment se procurer à manger pour le repas suivant ? Les prix ont flambé du fait de l'interruption des transports et les aides alimentaires promises ont tardé à venir ou même ne sont jamais arrivées, certaines ayant été détournées (8). L'Organisation internationale du travail (OIT), à la veille du 1<sup>er</sup> mai, a publié des chiffres qui font froid dans le dos : dans le monde, environ 1,6 milliard de travailleurs du secteur informel se retrouvent sans contrat et sans dispositif de protection sociale, livrés à eux-mêmes. En Afrique, le taux d'emploi informel est de 85,8 %, le plus élevé au monde (Commission économique pour l'Afrique des Nations unies [CEA], mars 2019).

On a même vu des enfants contraints de manger des herbes pour tromper la faim, comme en Afrique du Sud, parce que le régime des cantines gratuites pour les plus pauvres a été purement et simplement interrompu (9) !

Les conséquences sont encore à venir : des récoltes qui n'ont pu être faites ou écoulées, du fait de l'arrêt des transports, les troupeaux décimés car empêchés de transhumer... Ce qui va encore accroître la dépendance alimentaire des pays d'Afrique, contraints par les règles du « libre marché » d'importer une grande partie de leur nourriture auprès des grandes puissances.

Citons Sidy Ba, le secrétaire général du Cadre de concertation des producteurs d'arachide (CCpA) et porte-parole du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) du Sénégal (10) :

« La Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation déjà très compliquée dans le monde rural (...). C'est comme si on disait : "Paysans, ne bougez pas, restez chez vous et attendez sans rien en retour !" C'est vraiment révoltant. Quant à l'aide alimentaire, il est évident que c'est une infime minorité des populations rurales qui va en bénéficier. Alors qu'aujourd'hui, les greniers sont déjà vides. Je pense que, de manière démocratique, si on voulait aider les gens, il fallait tout simplement subventionner les denrées

de haute consommation (...). Ils disent avoir démarré la distribution aujourd'hui (Ndlr : *mercredi 29 avril 2020*) : mais ici, à Gandiaye, je n'ai vu aucune graine de riz distribuée. A moins que cela soit fait à mon insu (...). La sécurité alimentaire, il faut la concevoir en y impliquant les acteurs du monde agricole. On ne peut rien faire sans nous. Tout ce qui est fait pour nous, sans nous, est contre nous. La Covid-19 devrait servir de leçon à nos Etats. Et le président de la République a dit que nous devons produire pour nourrir le Sénégal. Ma conviction, c'est que les Sénégalais doivent nourrir les Sénégalais. »

---

## L'ARME DE LA DETTE

---

Le chef de la Banque mondiale, David Malpass, a déclaré le 5 octobre dernier que, sans contrôle, l'impact de la crise pourrait être « une menace pour le maintien de l'ordre social... et même pour la défense de la démocratie » (11). Malpass a aussi ajouté que « les énormes déficits budgétaires et les paiements de la dette » sont « écrasants » pour certains pays. Ils ont peur pour « l'ordre social », cet ordre qui maintient les peuples dans la misère.

La « crise de la dette » n'a pas commencé avec le coronavirus. Elle est la réfraction de ce qui se passe dans l'économie capitaliste mondiale, et d'abord au cœur des pays impérialistes, avec l'injection de milliers de milliards par la Banque centrale européenne (BCE) et par la Banque fédérale américaine (FED), en particulier depuis la crise de 2008, dont celle-ci est le prolongement direct, afin de maintenir le système financier à flot... tant qu'il ne sombre pas.

La dette des pays africains a doublé depuis 2011, pour atteindre environ 500 milliards de dollars — ce qui reste une goutte d'eau dans l'océan mondial de la dette, estimée à 188 000 milliards de dollars par le FMI en novembre 2019. Le « service de la dette » s'élève à 44 milliards... Mais

---

(8) Cela a provoqué des manifestations importantes au Sénégal dans nombre de villes, par exemple.

(9) <https://www.iol.co.za/news/south-africa/eastern-cape/covid-19-lockdown-children-eat-wild-plants-to-survive-as-hunger-explodes-51120562>

(10) Interview du 5 mai 2020 parue sur le site de VivAfrik : [www.vivafrik.com](http://www.vivafrik.com)

(11) Allocution du président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass à la Frankfurt School of Finance and Management (5 octobre 2020), sur le site : [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

voilà, la dette est libellée en dollars ou en euros, et il faut la rembourser dans la même monnaie et dans les délais impartis... et pour cela, il faut exporter à tout prix des matières premières (puisque les pays africains n'ont pas d'autre solution), alors que les cours ont dévissé.

Faut-il préciser que les emprunts effectués par les gouvernements africains n'ont pour l'essentiel nullement servi à améliorer la situation des populations, mais servi aux multinationales à passer de juteux contrats ?

Avant l'explosion de la crise actuelle, le FMI avait déjà élaboré ses plans d'austérité. Et déjà avant la crise, 46 pays consacraient en moyenne quatre fois plus d'argent à rembourser leurs dettes qu'à financer les services de santé publique. Pour les six pays sahéliens francophones (le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad), le remboursement annuel de leurs dettes est équivalent à 140 % des sommes allouées à leurs budgets de santé. En moyenne, ce sont 13 % des revenus des pays africains qui étaient, avant la pandémie, consacrés au service de la dette...

Mais aujourd'hui, la « structure de la dette » illustre le fait que les « marchés » ont trouvé dans la dette africaine (parce que les gouvernements en ont décidé ainsi) un débouché spéculatif pour y déverser une part des « liquidités » reçues de la BCE ou de la FED, prélevant une « prime de risque » qui peut aller jusqu'à des taux de 16 % (les taux sont souvent négatifs ou proches de zéro en Europe) : 27 % de la dette est bilatérale (due à des Etats, dont 20 % du total à la seule Chine), 29 % est multilatérale (FMI, Banque mondiale, BAD...) et 44 % est due au secteur privé (banques, fonds divers...) (12).

Cela éclaire la portée réelle de l'appel lancé le 25 mars par le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, « pour une annulation de la dette publique et pour un rééchelonnement de la dette privée ». Macron avait appuyé cette position... En fait, il s'agissait de soutenir les marchés financiers, qui seraient ainsi assurés de voir rentrer leur « prime de risque »...

L'article paru dans le journal *Jeune Afrique* (13) à la suite d'une réunion dans le cadre du G20 du 13 novembre dernier conforte cette analyse. En avril, le même G20 avait décidé d'accorder un moratoire, ce qui consiste à différer de quelques mois certaines échéances de remboursement de la

dette publique et non à la réduire, bien au contraire, puisque les intérêts continuent de courir sur les sommes non payées ! C'est l'« Initiative pour la suspension du service de la dette » (ISSD). L'article pose la question : « L'ISSD n'a-t-il profité, in fine, qu'aux seuls créanciers privés ? » Il y répond positivement : « Ce qui a été économisé d'un côté a surtout permis à faire face aux échéances des prêts privés », et donc à rembourser les banques, les traders et autres fonds vautours.

La réunion du G20 de novembre n'a pas changé les orientations prises en avril. Un « dispositif centralisé » sous la direction du FMI, impliquant la Chine et le secteur privé, est mis en place... Mais il est précisé que « les traitements de la dette ne seront pas effectués sous la forme d'une annulation ou d'une radiation de la dette », même si la possibilité n'en est pas tout à fait exclue pour « les cas les plus difficiles ».

Les accords devraient donc porter sur l'adaptation du montant du service de la dette (remboursements prévus) durant la durée du programme d'accompagnement signé par le pays avec le FMI.

La règle reste le remboursement de tous les créanciers jusqu'au dernier dollar ou au dernier euro, sauf exception. La dette doit être « soutenable » selon les critères du FMI et des créanciers, même si elle est insoutenable pour les peuples.

S'il y a une conclusion à tirer, c'est qu'encore et toujours, cette dette n'est pas celle des peuples et qu'ils sont fondés à en refuser le paiement et à revendiquer leur droit de se nourrir, de se soigner, de s'éduquer, contre toute nouvelle mesure d'ajustement structurel.

On a pu entendre comparer Macky Sall à Sankara, président du Burkina Faso. Remettons les pendules à l'heure ! Sankara, trois mois avant son assassinat, déclarait devant l'assemblée de l'OUA, le 29 juillet 1987 (14) :

(12) « La dette de l'Afrique subsaharienne à l'épreuve de la Covid-19 », Marin Ferry, Babacar Sène, Marc Raffinot.

(13) Nelly Fualdes, « Dettes africaines : comment le G20 veut forcer "l'égalité de traitement" », *Jeune Afrique*, 13 novembre 2020, sur le site : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

(14) Thomas Sankara, « Déclaration au sommet de l'OUA d'Addis Abéba », le 29 juillet 1987, sur le site [thomassankara.net](http://thomassankara.net)

« Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette (...). Si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. »

Cela n'a rien à voir avec Macky Sall !

---

## L'AFRIQUE, ENJEU STRATÉGIQUE POUR L'IMPÉRIALISME

---

Ses ressources font de l'Afrique (comme du Moyen-Orient) un enjeu stratégique majeur pour les grandes puissances. Les immenses découvertes de gisements d'hydrocarbures aux quatre coins de l'Afrique se sont ajoutées aux matières premières, notamment les matières premières dites stratégiques (sans lesquelles les produits de haute technologie — téléphones, avions, missiles, batteries...) ne peuvent même pas être produits : cobalt, uranium, coltan, lithium, etc., sans compter le fer, la bauxite, etc.

C'est ainsi par exemple que les Etats-Unis ont solidement pris pied en Afrique australe, en s'appuyant notamment sur les gouvernements de l'Ouganda, du Rwanda, et considèrent depuis la Deuxième Guerre mondiale la République démocratique du Congo (RDC) comme un enjeu majeur, pour ne prendre que ces exemples.

Joe Biden a déclaré dans sa campagne : « Nous devons prouver au monde que les Etats-Unis sont prêts à diriger de nouveau. » Pour « prouver » cela, il n'y a en dernière analyse que le rapport de force, lequel comprend bien sûr les mesures économiques mais aussi militaires.

L'Afrique est depuis longtemps le théâtre d'une rivalité entre les « grandes puissances », notamment les puissances coloniales traditionnelles et les Etats-Unis. En fonction même du déclin relatif de la puissance américaine, des puissances de moindre envergure essaient de tirer leur épingle du jeu, telles que la Turquie ou la Russie.

La guerre commerciale menée par les Etats-Unis contre la Chine trouve son prolongement sur le théâtre africain et elle ne va pas cesser, bien au contraire. Dans un premier temps centré sur l'accès aux hydro-

carbures, la concurrence s'exerce à présent sur l'ensemble de l'accès aux matières premières, et notamment les matières premières stratégiques (cobalt, coltan en RDC...), sur l'accès aux marchés et sur le terrain des investissements.

L'Union européenne (UE) et ses Etats membres veulent défendre leur place. Dans sa feuille de route du 9 mars 2020 intitulée « *Vers une stratégie globale avec l'Afrique* », l'UE a rappelé que les Etats de l'UE sont le principal partenaire de l'Afrique dans tous les domaines, que ce soit dans les investissements ou dans les échanges commerciaux, l'aide publique au développement ou la sécurité. On lit que « *ce partenariat fiable et pluriforme, qui s'inscrit dans la durée, devrait désormais se traduire aussi par une alliance politique solide dans la durée* » (15).

Cela éclaire les objectifs de l'intervention au Sahel !

Les conséquences de ces rivalités et de ces « alliances » sont connues : les peuples d'Afrique ne sont pas souverains. Ils ne peuvent disposer ni de leur autosuffisance alimentaire, ni de leur industrie, ni de la maîtrise de leurs ressources, et doivent rester sous ajustement structurel permanent. Les lois du « libre-échange », d'une part, et les bases et interventions militaires d'autre part, sont chargées de le leur imposer.

---

## LES GUERRES DE DISLOCATION DES ÉTATS CONTINENT

---

Depuis les indépendances, les interventions militaires étrangères n'ont pas cessé. Les prétextes officiels ont varié : prétexte humanitaire, défense de la démocratie, protection de leurs ressortissants, et, aujourd'hui, la lutte contre le terrorisme.

A ce propos, il est utile de citer un article paru après la déclassification des milliers d'e-mails d'Hillary Clinton et de ses conseillers (16) qui « *dévoilent la politique des Etats-Unis durant la période Obama vis-à-vis des pays du Printemps arabe où il fallait installer le "chaos créatif", selon le concept américain. A partir de ces échanges, il apparaît*

---

(15) Commission européenne, communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, « *Vers une stratégie globale avec l'Afrique* », 9 mars 2020, page 4.

(16) *RFI*, 13 octobre 2020.

*clairement que Washington a soutenu les Frères musulmans et les partis extrémistes dans toute la région. Pour Washington, il fallait appuyer ces forces pour qu'elles accèdent au pouvoir. Dans l'échange du 5 avril 2012 entre Clinton et les membres de son bureau, Abdelhakim Belhaj, émir du groupe jihadiste "al-mouqatila", est désigné comme "our boy", "notre garçon". »*

On ne saurait être beaucoup plus clair sur l'instrumentalisation du « terrorisme », tant comme prétexte à l'intervention militaire que comme outil de déstabilisation des Etats.

Mais le chaos n'a rien de « créatif ». Toute une série d'Etats sont détruits ou ont explosé.

Par exemple, le Soudan est désormais coupé en deux, conséquence de la volonté des Etats-Unis de faire exploser le pays après l'avoir inscrit en 1992 sur la liste des pays soutenant le terrorisme, alors que des accords pétroliers étaient signés avec la Chine. Le pays étant sous embargo total, les gouvernements successifs ont continué de se soumettre aux directives du FMI, provoquant des famines : c'est d'ailleurs ce qui a conduit au soulèvement populaire qui a renversé le régime d'El Béchir en 2019.

La partition du Soudan, avec la création du Soudan du Sud, s'inscrit dans une stratégie visant à créer des micro-Etats sur une base ethnique ou religieuse. C'était aussi le projet de « Grand Moyen-Orient » lancé par Bush, qui intégrait le Soudan. Le chaos y perdure, appuyé sur les rivalités pour la captation de la rente pétrolière.

La Somalie est éclatée et bombardée par les drones américains, la Libye est détruite, la RDC est explosée et maintenue en état de guerre quasi permanente depuis 60 ans, conséquence de sa richesse minière. Entre autres, elle compte 80 % des réserves mondiales de coltan et 50 % de celles de cobalt, importé à 90 % par la Chine.

Le phénomène ne cesse de s'étendre. Le Mali est au bord de la partition, le Burkina Faso et le Niger sont en cours de destruction, le Cameroun est en proie aux sécessionnistes ambazoniens (dits anglophones) (certains dirigeants résident aux Etats-Unis ou au Canada, d'autres en Belgique et en Norvège notamment), alors que d'importantes richesses non encore exploitées ont été découvertes dans son sous-sol. Le Mozambique est en train de basculer dans la guerre, précisément dans la région où de

gigantesques infrastructures gazières sont en train d'être installées...

Dans cet article, il n'est pas possible de revenir précisément sur l'ensemble de ces guerres et d'analyser précisément les intérêts et les forces qui sont derrière chacun d'entre eux.

Les guerres africaines, dans leur quasi-totalité, découlent d'une même série de causes. Ingérence directe ou indirecte de l'impérialisme pour le contrôle des matières premières, situation géostratégique permettant le contrôle d'une région ou d'une route terrestre/maritime, cantonnement de la Chine, élimination d'un leader insuffisamment contrôlé... Les affrontements à caractère ethnique ou religieux sont, dans les faits, beaucoup plus une conséquence qu'une cause...

La balkanisation des Etats devient une méthode pour les dominer et les piller plus facilement. Tous les pays dotés d'une certaine assise territoriale et économique ainsi que de ressources conséquentes sont ainsi potentiellement menacés d'éclatement.

C'est dans cette logique que s'inscrit l'intervention de la force Barkhane au Sahel, dont l'enlèvement, en dépit des « succès » annoncés périodiquement, est manifeste. L'objectif inavoué est la reconquête des positions perdues par l'impérialisme français, ce qui passe par la réduction de la zone Sahel à un protectorat de fait.

Dans le prolongement de l'agression de l'OTAN contre la Libye, où l'impérialisme français était en première ligne, celui-ci a ouvertement joué la carte de la partition du Mali. Il a encouragé les mercenaires maliens en Libye, à qui il a fait miroiter l'indépendance de l'Azawad (le nord du Mali) réclamée par les féodaux touaregs, à rentrer avec armes et bagages. C'est ce qui a fourni une assise aux groupes armés qui se réclament des Touaregs ou du djihadisme.

Après l'intervention des forces françaises au sol, imposée au gouvernement malien (celui-ci n'avait demandé qu'un appui aérien), la zone nord autour de Kidal est passée sous contrôle direct de l'armée française. Le sommet de Pau, convoqué par Macron en janvier 2020, avait comme premier objectif de légitimer à nouveau, avec la complicité des gouvernements des cinq pays concernés, l'intervention française, de plus en plus rejetée par les populations.

L'accord de « paix et de réconciliation » signé à Alger en 2015, dont les termes

essentiels ont été dictés par l'impérialisme français et ladite « communauté internationale », permet d'enclencher la partition du Mali tout en laissant les groupes armés proliférer. Cet accord n'a pas pu être appliqué à ce jour.

De plus, les bases militaires des différentes puissances impérialistes se multiplient sur le continent et l'intervention au Sahel s'inscrit dans un plan d'ensemble. Il est de ce point de vue utile de citer des extraits d'un article intitulé « *Les petits secrets de Barkhane et d'Africom* », paru dans le journal algérien *L'Express* à l'issue d'une rencontre entre généraux français et américains, le 17 septembre dernier :

« Penser une seule seconde que les Etats-Unis quitteront l'Afrique relève de l'ignorance totale des enjeux que constitue le continent africain. Les bases de drones américains au Sahel, notamment à Agadez, au Niger, la guerre économique que se livrent sur tout le continent les Etats-Unis et la France, d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre, les contingents de militaires déjà opérationnels, les équipements déployés et les objectifs tracés poussent à penser que la présence du duopole franco-américain, liée à plusieurs motifs, va s'inscrire dans la durée.

L'administration Trump a ordonné au Pentagone de se concentrer sur des rivaux proches de ses pairs tels que la Russie et la Chine. Dans un tel contexte, l'Afrique est considérée comme une menace moins directe et Washington estime que l'Afrique devrait être laissée à la France et à l'Union européenne (...). La France va renforcer sa présence au Sahel et travaillera "pour deux", les intérêts américains seront fortement protégés et défendus par les contingents français » (17).

Ajoutons que l'armée française ne peut se passer du soutien logistique américain pour intervenir au Sahel. La formule d'Obama à propos de l'intervention en Libye : « *leading from behind* » (diriger depuis l'arrière) s'applique encore une fois. Le nombre des bases américaines en Afrique dépasse d'ailleurs la trentaine (voir « *Les armées étrangères en Afrique : vers une compétition stratégique* », *RFI*, 4 décembre 2019).

Et *L'Express* de conclure à raison :

« Ainsi, les contingents militaires étrangers attireront les groupes djihadistes de tout bord comme l'aimant attirerait le fer, les crises persisteront et aboutiront encore et encore à des guerres locales, guerres miniatures

contrôlables par le seul jeu des stratégies des puissances. »

On peut ajouter que ces interventions aggravent encore la misère provoquée par des dizaines d'années de plans d'ajustement structurel, de privatisations et de libéralisation à outrance, et qu'elles jettent sur les routes de l'exil des millions de femmes, d'hommes et d'enfants livrés en pâture à tous les trafiquants, entassés dans des camps et pourchassés par les gouvernements, pour ceux qui arrivent en Europe. Il est clair que le combat pour la paix passe par celui pour le retrait des troupes étrangères.

---

### “COCOTTE MINUTE AFRICAINE : COMBIEN DE TEMPS AVANT L'EXPLOSION ?”

---

Tel était le titre de l'éditorial du journal *Jeune Afrique*, daté du 3 septembre dernier, analysant le contexte dans lequel les élections présidentielles allaient se dérouler d'ici cette fin d'année dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest :

« Dénominateurs communs de ces différentes élections : un sentiment certain de désillusion parmi les électeurs et une défiance sans précédent vis-à-vis d'une classe politique, pouvoir et opposition confondus, qui éprouve toutes les peines du monde à se renouveler (...).

En première ligne, une jeunesse plus politisée, désœuvrée mais connectée, qui peine à supporter aujourd'hui ce que ses parents enduraient hier. Confrontés à cette nouvelle menace, à laquelle ils ne sont pas habitués, nos chefs ne savent guère comment s'y prendre, si ce n'est en recourant aux bonnes vieilles méthodes, pas vraiment subtiles — la chicote, l'utilisation dévoyée de l'appareil judiciaire ou des médias, l'argent —, en des temps qui y sont pourtant de moins en moins propices (...). Aujourd'hui, cela fonctionne encore parfois. Mais pour combien de temps ? La pression — sociale, économique, démographique — monte. Partout en Afrique (...). Dans un tel contexte et en l'absence d'une réelle prise de conscience politique, il semble inéluctable que la cocotte minute finisse hélas ! par exploser » (18).

---

(17) Article de Fayçal Ben Zoutale (19 septembre 2020) publié sur le site de *L'Express* : [www.express-dz.com](http://www.express-dz.com)

(18) Editorial de Marwane Ben Yahmed, directeur de publication de *Jeune Afrique* (3 septembre 2020), sur le site [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

Le constat est lucide. Mais c'est une page qui se tourne. Le multipartisme mis en place sur les instances de la Banque mondiale, à la suite du discours de Mitterrand à la Baule en juin 1990, s'est fait dans un cadre bien précis.

Alors que les plans d'ajustement structurel concentraient la haine populaire contre les dictatures reposant sur des partis uniques et que le dispositif des syndicats uniques, intégrés, craquait aussi de toute part, il fallait canaliser la colère des masses. Des conférences nationales ont été convoquées. De multiples partis ont été créés, parfois plusieurs centaines dans un même pays. La plupart du temps, tous se soumettant au cadre de l'ajustement structurel.

Les gouvernements ont continué de faire le « sale boulot » au service de leurs commanditaires, les oppositions critiquant souvent la forme plus que le fond, les alliances se faisant et défaisant au gré des places offertes, sur fond de corruption. C'est ce système qui est rejeté.

Les dirigeants des partis politiques qui se réclamaient officiellement du socialisme ou du mouvement ouvrier et de l'indépendance nationale, dans leur immense majorité, ont malheureusement déserté le terrain pour s'intégrer à la gestion gouvernementale ou au soutien de ces politiques.

Quant à Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) au Mali, Alpha Condé en Guinée, Mahamadou Issoufou au Niger et Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso, ils sont d'illustres membres de l'Internationale socialiste et agents directs et patentés de l'impérialisme.

C'est un fait : les travailleurs et les couches exploitées n'ont pas de représentation politique indépendante, et « pouvoir et opposition confondus » sont rejetés.

Pour autant, cela n'a jamais été autant nécessaire pour mener les combats d'aujourd'hui : la situation est explosive. La situation sur le continent s'inscrit dans celle qu'on retrouve à l'échelle mondiale, du Liban au Chili en passant par l'Irak, où l'aspiration à faire « dégager » les régimes et les gouvernements en place, qui ont mené depuis des années la même politique, massivement rejetée, est de plus en plus forte. « *Dégagez tous ! Et quand on dit tous, c'est tous !* » est un mot d'ordre commun à beaucoup de peuples, c'est aussi une aspiration générale.

Sur le continent africain, après les soulèvements qui ont renversé Ben Ali en Tunisie en 2011 et Compaoré au Burkina Faso en 2014, la vague s'amplifie : le Soudan, l'Algérie, Maurice, le Nigeria, le Mali, et aussi les crises en Côte d'Ivoire et en Guinée... L'Ouganda et la Namibie sont eux aussi ébranlés.

Les mobilisations populaires ont le plus souvent un caractère spontané.

A Maurice, petite île de l'Océan indien, c'est la marée noire provoquée par le naufrage d'un navire japonais qui a débouché sur une manifestation, qualifiée d'historique, où 75 000 personnes sur une population d'1,3 million d'habitants ont réclamé le départ du Premier ministre et du gouvernement.

Au Nigeria, #EndSARS (« *En finir avec la Spécial Anti-Robbery Squad* », brigade spéciale contre le vol), est devenu le cri de ralliement de la jeunesse nigériane, en écho direct avec les manifestations contre les violences policières et le racisme aux Etats-Unis, à la suite de l'assassinat de George Floyd par la police. Les manifestations, durement réprimées dans le sang, ont entraîné des « émeutes de la faim » dans de nombreuses villes, qui exprimaient aussi l'aspiration à un véritable changement politique.

Au Mali, c'est bien la mobilisation populaire qui a renversé le protégé de l'impérialisme français IBK. Le coup d'Etat a été mené pour sauver le régime... La première déclaration de la junte militaire a été d'affirmer que « *la MINUSMA, la force Barkhane, le G5 Sahel, la force Takuba demeurent nos partenaires pour la stabilité et la restauration de la sécurité* » et que « *tous les accords passés avec des partenaires nationaux régionaux et internationaux seront respectés* » (19).

Depuis, la France a, par la voix de Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, lors de sa visite à Bamako le 25 octobre 2020, apporté son soutien à la transition, et la junte est en train de s'arroger les pleins pouvoirs, tâchant d'éliminer la coalition du M5-RFP qui, s'il voit à sa tête d'anciens ministres, a aussi été le cadre dont s'est saisi la mobilisation populaire. Tout cela se heurte à un rejet croissant de la population, et rien n'est réglé.

(19) Déclaration de la junte militaire au Mali du 19 août 2020 sur le site [www.dakaractu.com](http://www.dakaractu.com)

---

## 60 ANS APRÈS LES INDÉPENDANCES, AUCUNE DES QUESTIONS VITALES N'EST RÉVOLUE

---

Le combat pour la souveraineté nationale reste d'une totale actualité.

C'est le combat pour la paix et le retrait des troupes étrangères, et contre toutes les ingérences, c'est le combat pour l'annulation de la dette et contre son paiement.

C'est aussi le combat pour la préservation des entreprises publiques et leur renationalisation, pour la défense des acquis sociaux, le contrôle des richesses naturelles du sol et du sous-sol, des entreprises et des infrastructures (chemins de fer, eau, électricité, ports, aéroports, télécommunications, transports...) par leur nationalisation, pour le droit à l'instruction publique gratuite et obligatoire, pour le droit à la santé publique gratuite, pour le droit au logement, pour ne prendre que ces exemples.

De nombreuses grèves ont lieu chez les travailleurs, des mouvements ont régulièrement lieu dans la jeunesse privée du droit d'étudier dans des conditions ne serait-ce que convenables et du droit à un emploi, à un avenir sur place, souvent contrainte de risquer sa vie pour traverser les océans et les déserts. Et ces revendications aussi élémentaires que vitales mènent aussi à poser la question du pouvoir, parce qu'elles sont incompatibles avec le maintien de ceux qui s'y opposent depuis des années parce qu'ils sont au service de leurs commanditaires impérialistes.

Une explosion peut surgir, imprévisible, n'importe où, n'importe quand, provoquée par un événement qui sera la goutte d'eau

qui fera déborder le vase de la colère populaire. Les raisons s'accumulent jour après jour, parce que supporter l'insupportable n'est plus possible...

La question de la construction de l'outil politique pour représenter sur un terrain de classe les travailleurs et toutes les couches opprimées se pose avec acuité.

Il n'y a certes pas de solution toute prête. Il convient de trouver les voies, les formes d'organisation qui, dans chaque situation nationale, permettent de regrouper largement les militants, les forces qui se dégagent, pour mener le combat et discuter librement de la constitution d'une force politique, d'une représentation politique des travailleurs et des couches exploitées face à l'impérialisme et à leurs valets locaux, qui aide les masses à surmonter les obstacles de toute sorte mis sur la voie de leur mobilisation. Il faut bien sûr, dans les formes, tenir compte que la notion même de parti, compte tenu de l'expérience vécue depuis des années, suscite une certaine méfiance, quand ce n'est pas un discrédit.

Cette discussion a déjà commencé. Face à des forces liguées à l'échelle internationale, ce combat et cette discussion doivent trouver un cadre international. Le Comité international de liaison et d'échanges (Cilé), mis en place à l'issue de la conférence mondiale ouverte d'Alger organisée par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples fin 2017, qui regroupe des militants, des organisations dans plus de 70 pays, est assurément un point d'appui pour aller dans ce sens.

**Jacques Diriclet**  
25 novembre 2020



Couvertures du dernier numéro de *La Vérité* édité en cinq langues : français, portugais, espagnol, anglais, allemand.

# Continuité et exigences de l'impérialisme au Moyen-Orient

La période qui a accompagné l'élection de Joe Biden a été marquée par une activité diplomatique et militaire américaine intense au Moyen-Orient. En août, un accord de normalisation a été établi entre les Emirats arabes unis et l'Etat d'Israël sous l'égide du président américain Donald Trump. Un mois après, Trump annonçait la signature d'un nouvel accord de normalisation avec le royaume du Bahreïn. Deux semaines avant l'élection présidentielle, c'était le tour de la normalisation des relations entre le Soudan et l'Etat d'Israël. Pendant cette séance, selon le *Times of Israël*, Trump, encore en campagne pour sa réélection, était allé jusqu'à évoquer « *la paix partout au Moyen-Orient, et au-delà, et même entre Israël et l'Iran* ».

Enfin, le 10 décembre, Trump annonçait un accord de reconnaissance entre le Maroc et l'Etat d'Israël. Biden n'a pas tardé à intégrer les résultats de son prédécesseur, parce que, sous une forme particulière, l'action de Trump correspondait aux exigences de l'impérialisme américain au Moyen-Orient.

Notons que dans chaque pays concerné, la normalisation a été accompagnée par des rejets populaires massifs, marquant une fois de plus la totale déconnection entre les aspirations des peuples et des régimes détestés. Le mandat de Trump a été marqué par une montée en puissance des révoltes, insurrections, « HIRAK » (*ce terme désigne les manifestations spontanées en Algérie à partir de février 2019 — Ndlr*), de la Grande marche pour le retour à Gaza jusqu'à l'Irak, le Liban, l'Algérie, le Soudan. C'est aussi dans ce cadre-là que Joe Biden va commencer son mandat.

**P**ARMI les grands changements à prévoir avec l'arrivée de Joe Biden au pouvoir, l'administration devrait reprendre le dessus sur le mode de fonctionnement très personnel mis en place par Donald Trump. Joe Biden n'affectionne pas particulièrement la communication systématique de tous les faits et gestes présidentiels via Twitter. Les agences et institutions clés comme le Pentagone, le département d'Etat (*ministère des Affaires étrangères américain — Ndlr*), les ambassades, supplantées ou liquidées par Trump, vont reprendre leurs rôles traditionnels. Les différences tactiques ou stratégiques seront essentiellement marquées par des modes opératoires moins caricaturaux.

---

## LA PLACE DE L'ÉTAT ISRAËLIEN

---

Pendant son mandat, Trump, avec son gendre Jared Kushner nommé conseiller spécial, s'est attaché à répondre à toutes les demandes formulées par le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu. Il a proclamé « *l'accord du siècle* », plan qui a notamment consisté à faire déplacer l'ambas-

sade des Etats-Unis de Tel Aviv à Jérusalem et à fermer le consulat de Jérusalem-Est qui suivait les affaires palestiniennes. Il a reconnu la souveraineté israélienne sur la totalité de Jérusalem, fermé la mission diplomatique palestinienne à Washington et supprimé le versement des fonds américains à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) (1).

A noter que Joe Biden entend strictement ne rien remettre en cause et accepter les faits accomplis sur le terrain, comme l'ont fait ses prédécesseurs. La perspective de l'Etat palestinien — présenté avec cynisme comme LA solution démocratique et qui ne verra jamais le jour — avec la reprise de quelques financements gelés par Trump sera remise en selle sous de nouvelles conditions. Pour l'universitaire américain

---

(1) *United nations relief and works agency for Palestine refugees in the Near East (UNRWA)* – Agence de secours et des travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Programme des Nations unies pour l'aide aux réfugiés palestiniens dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie datant de décembre 1949.

Joseph Massad (revue *Middle East Eyes* datée du 24 novembre 2020), « depuis l'élection de Joe Biden, les informations faisant état de la mort de "l'accord du siècle" ont été largement exagérées. L'Autorité palestinienne (AP) a ressenti un sentiment de soulagement, pensant que son histoire d'amour avec Israël et ses alliés pourrait enfin reprendre. » Massad rappelle que dès l'élection de Biden, l'Autorité palestinienne s'est empressée de rétablir la coordination sécuritaire avec l'occupant israélien. Celle-ci avait été symboliquement stoppée à la suite de l'annonce par Netanyahou du plan d'annexion de la Cisjordanie.

Pour les dirigeants de l'AP, l'élection de Biden serait donc susceptible d'apporter une amélioration pour les Palestiniens de Cisjordanie. Joseph Massad rappelle que l'un des arguments utilisés par Trump pour couper le financement de l'AP en 2018 visait le soutien financier apporté aux familles des Palestiniens tués par l'Etat israélien et aux familles des prisonniers de guerre. Massad cite le *New York Times*, qui précise que « les démocrates ont averti à plusieurs reprises que sans la fin de ces paiements, il serait impossible pour la nouvelle administration de faire le gros du travail en leur nom ». Il poursuit :

« C'est là un exemple important qui démontre que Biden sera peu différent de Trump, qui en fait était lui-même peu différent d'Obama ou des présidents précédents. Biden a promis de ne pas déplacer l'ambassade américaine à Tel Aviv et de ne pas annuler l'annexion illégale de cette ville par Israël. »

Tous ces reculs de l'Autorité palestinienne se faisant sans le moindre engagement réciproque côté israélien. Pour Massad :

« Le "processus de paix" a toujours été fondé sur le fait de contraindre les Palestiniens et autres Arabes à se joindre aux Etats-Unis pour légitimer les conquêtes coloniales israéliennes et délégitimer toute résistance à leur égard (...). La seule différence est peut-être que Biden pourrait restaurer l'aide à l'Autorité palestinienne tout en imposant la réduction du soutien aux familles des prisonniers palestiniens. »

L'équipe dont s'entoure Biden pour poursuivre la politique étrangère américaine, notamment au Moyen-Orient, n'a rien à envier aux « faucons néoconservateurs » mis en place par Bush père et fils. Antony Blinken, futur secrétaire d'Etat, a indiqué que

la diplomatie nécessite d'être « complétée par la dissuasion » et que « la force peut être un complément nécessaire à une diplomatie efficace ». Barack Obama, le président des « dommages collatéraux » en Afghanistan, savait lui aussi faire de belles phrases.

---

## QU'Y A-T-IL DERRIÈRE LES ACCORDS DE NORMALISATION ?

---

L'accord de « normalisation » passé entre l'Etat israélien, les Emirats arabes unis (EAU — qui regroupent sept émirats du golfe Persique, dont Abou Dabi) sous supervision américaine le 15 septembre n'a fait qu'entériner des relations déjà existantes. Il ne s'agissait pas du premier traité de normalisation entre l'Etat israélien et un pays arabe, et beaucoup de militants palestiniens considèrent que le renoncement à la charte de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la création de l'Autorité palestinienne (AP) étaient déjà des mesures de normalisation, qui, au demeurant, n'ont pas empêché les mouvements de révolte ni contre la politique coloniale israélienne ni contre l'AP normalisée, bien au contraire. Un mois après cette annonce, Donald Trump informait via Twitter, comme à son habitude, qu'un nouvel accord devait être établi, à la Maison-Blanche, entre Benyamin Netanyahou et le roi de Bahreïn, Hamad bin Isa Al Khalifa, pour l'établissement de relations diplomatiques complètes.

L'accord avec Bahreïn, à l'instar de celui avec les Emirats, officialise plus de deux décennies de relations étroites, restées clandestines, avec l'Etat d'Israël. Il ne fait de doute pour personne que Bahreïn a reçu le feu vert saoudien pour cette mise en œuvre. La grande nouveauté de l'accord Israël-Bahreïn est qu'il n'évoque pas la question palestinienne.

Le chimérique Etat palestinien, règle d'or des relations internationales, n'est même pas mentionné. Un accord de normalisation est en préparation avec l'Arabie Saoudite, mais plus compliqué à mettre en œuvre auprès d'une population de 34 millions d'habitants réputée être pro-palestinienne, sous pression après cinq ans de guerre contre le Yémen et qui commence à subir les effets de la crise qui met à mal les finances du royaume. Selon un sondage publié par *Times of Israël* le 11 novembre dernier, « il y a plus de Saoudiens qui considèrent qu'Israël, plus que l'Iran, est

la principale menace dans la région ». En outre, le même sondage montrait que « la moitié des Bahreïnais et le tiers des Émiratis ne pensent pas que l'Etat juif a le droit d'exister, cela suggérant que l'affinité des Israéliens pour les Etats du Golfe n'est pas entièrement réciproque ». Et le *Times of Israël* de souligner les écarts existants entre les positions défendues par les régimes et leurs populations.

En ce qui le concerne, le principal dirigeant des EAU, le prince couronné d'Abou Dabi, Mohamed Ben Zayed, avait annoncé qu'en échange, l'Etat israélien renoncerait à son plan d'annexion d'une partie de la Cisjordanie. Dans le même temps, Netanyahu expliquait à la télévision israélienne que si le plan était reporté — ce qui était déjà le cas avant l'annonce de l'accord avec les EAU —, il n'y avait pas renoncé. Compte tenu des oppositions à la mise en œuvre du plan d'annexion à l'intérieur même de l'Etat sioniste et à la contestation interne contre la politique de Netanyahu, il est d'ailleurs difficile de dire s'il verra le jour. Cela dit, pour de nombreux militants palestiniens, la demande d'annulation du plan d'annexion n'était qu'une opération médiatique pour faire passer le deal, plan qui pour eux ne changerait pas grand-chose à la réalité du terrain. Les EAU en ont parlé, il n'était donc plus nécessaire de le faire pour Bahreïn.

Les Emirats arabes unis servent depuis longtemps de plate-forme technologique israélienne avancée et de base militaire américaine. Le royaume de Bahreïn est un petit pays insulaire de 1,5 million d'habitants, dont 54 % d'expatriés. Situé près de la côte ouest du golfe Persique et relié à l'Arabie Saoudite par une chaussée de 25 km, il abrite le quartier général de la 5<sup>e</sup> flotte américaine et se trouve à environ 200 km au sud de l'Iran. Les importations d'armes ont flambé au Moyen-Orient depuis cinq ans (+ 61 %). Les Emirats arabes unis, impliqués en Libye et au Yémen, sont le huitième plus grand importateur d'armes au monde. 35 % de celles-ci leur sont fournies par les Etats-Unis.

Pour Aaron David Miller, ancien diplomate américain qui a été négociateur de paix israélo-palestinien dans les administrations démocrates et républicaines (dépêche AFP du 15 août 2020), « la motivation de l'administration n'a rien à voir avec la paix israélo-palestinienne (...). Il s'agit de don-

ner une belle apparence au président, de démontrer une certaine compétence et d'accomplir au moins un certain degré de ce que l'administration a prétendu faire depuis le début — qui est de faire la paix entre Israël et le monde arabe. » L'AFP précise que pour Miller, « par-dessus tout, cela contribue à donner l'image d'une coalition anti-iranienne ». Pourtant, selon la revue américaine *Foreign Affairs* (mai 2020), « des officiels émiratis ont fait des visites publiques à Téhéran et il est largement spéculé que les Saoudiens ont flirté (avec l'Iran) de manière très silencieuse », ce que l'administration Trump a tout fait pour décourager. En effet, « par-dessus tout », l'administration Trump n'a cessé d'exercer des pressions pour isoler l'Iran et maintenir l'embargo sur les armes. Mais cette volonté américaine de prolonger l'embargo sur les armes vers l'Iran a subi un échec lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre, où quatre membres permanents ont exprimé un vote contre ou une abstention. En réponse, Trump a annoncé que les Etats-Unis imposeront un « *snapback* », c'est-à-dire un droit de veto unilatéral. En définitive, cette opération apparaît surtout comme un moyen pour Trump et Netanyahu de reprendre en main une situation qui leur échappe, l'objectif étant de rassembler dans une même alliance anti-iranienne tous les Etats pro-américains afin de faire pression sur l'Iran par tous les moyens.

Le *New York Times* (3 septembre 2020) apportait des éléments sur cette question :

« Les responsables de l'administration Trump ont déclaré que la détente entre les Emirats et Israël — et peut-être les futurs accords entre Israël et d'autres pays arabes — font également partie d'un effort plus large pour contrer l'Iran. »

Le quotidien américain rapportait ceci :

« La Maison-Blanche a accéléré ses efforts ces dernières semaines pour vendre un ensemble d'armes de pointe aux Emirats, notamment des avions de combat F-35 et des drones Reaper. L'accord comprend également des jets EA-18G Growler — des avions de guerre électroniques qui ouvrent la voie à des attaques furtives en bloquant les défenses aériennes ennemies. »

Netanyahu, qui ne veut pas d'une modification de l'équilibre militaire au Moyen-Orient, a approuvé la vente d'avions de guerre bourrés d'électronique aux Emirats.

« Les responsables de l'administration — précise le *New York Times* — ont tenté de calmer les inquiétudes israéliennes concernant l'acquisition du F-35 par une nation arabe en soulignant que les Emirats, comme Israël, sont un ennemi avoué de l'Iran et que le renforcement de l'armée émiratie aidera la sécurité d'Israël. »

---

## RESSERRER L'ÉTAU CONTRE L'IRAN

---

A quelques semaines de l'élection américaine, l'administration Trump a multiplié les initiatives, a accéléré les contrats de vente d'armes en agitant le péril iranien et la « *sécurité d'Israël* ». Ces faits accomplis, réalisés au pas de charge, l'ont été pour répondre aux exigences et besoins de l'impérialisme américain.

Début 2020, le président américain donnait l'ordre d'exécuter le général iranien Ghassam Soleimani alors que ce dernier était en voyage officiel en Irak. Fin 2020, le Mossad israélien, avec l'accord américain, assassine le physicien nucléaire Mohsen Fakhrizadeh près de Téhéran. A travers ces mesures « *d'exécution préventive* », suivant la méthode israélienne qui d'abord qualifie ses cibles de terroristes avant de les exterminer, Trump a réaffirmé le droit particulier de l'impérialisme de mener pour son propre compte partout dans le monde toutes les opérations militaires comme il l'entend. Pour autant, Trump a réussi à faire l'unanimité contre lui pour ce qui concerne sa décision d'exécuter Soleimani aussi bien en Irak qu'en Iran, mesure très largement contestée aux Etats-Unis mêmes.

A ce moment-là, le départ d'Irak des 5 200 soldats américains, sans compter les conseillers et « *contractors* », fut remis sur le devant de la scène par les autorités irakiennes sous la pression des manifestations massives du peuple irakien. Aussitôt, Trump a répondu en disant que si les Américains devaient partir, l'Irak devrait rembourser les frais de la construction des bases militaires, au risque de se voir infliger des sanctions. Quelle qu'en soit la forme, le contrôle et le pillage des richesses et des ressources sont au centre de toute la politique américaine au Moyen-Orient. Si la forme de l'expression change avec Biden, la remise en cause de cette doctrine n'est pas à l'ordre du jour. Netanyahu, qui depuis dix ans cherche pour ses propres calculs à

entraîner les Etats-Unis dans une guerre contre l'Iran, va poursuivre son « *lobbying* » par tous les moyens.

L'Iran, lourdement sanctionné par les Etats-Unis, est depuis des années sous la menace permanente d'une opération militaire américaine. Ce sont bien les Américains qui provoquent l'escalade en remettant en cause l'accord de Vienne sur le nucléaire, en établissant des sanctions et en multipliant les provocations militaires avec la menace d'une nouvelle guerre. Dès 1979, à la suite de la révolution qui a renversé le régime du shah d'Iran, les Etats-Unis ont décidé de geler 12 milliards de dollars d'actifs financiers iraniens dans leurs banques. Pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), ouvertement déclenchée contre la révolution iranienne, les Etats-Unis ont imposé un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran. A partir de 1995, l'Iran est placé sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme, ce qui permet aux Etats-Unis d'interdire aux compagnies pétrolières du monde entier d'investir dans l'industrie pétrolière iranienne sous peine de sanctions commerciales. Dans le même temps, des sanctions, interdictions, restrictions et embargos sont imposés dans de nombreux domaines (coopération scientifique et universitaire, services financiers, agriculture...).

L'Union européenne suit systématiquement les mesures américaines. En 2012, cette dernière interdit l'importation d'hydrocarbures iraniens. La volonté de l'Iran de s'engager dans le développement d'une filière nucléaire pour assurer son indépendance énergétique a conduit à de nouvelles sanctions américaines. L'Iran cherche à résister et poursuit son plan d'enrichissement d'uranium. Sous la pression des grandes puissances qui lui ont imposé des sanctions considérables et menacent d'en imposer de nouvelles, l'Iran doit accepter la signature d'un accord sur le nucléaire, le « *plan d'action conjoint* », le 14 juillet 2015, à Vienne.

De l'avis de tous les observateurs officiels, y compris américains, l'Iran a entièrement respecté cet accord, comme il l'a fait de tous les accords passés. Mais Trump a décidé de rompre l'accord et de sanctionner l'Iran. Les dirigeants de l'Union européenne, à commencer par ceux de la France, se sont très vite, sinon instantanément et une fois de plus, couchés devant Trump. Le 8 mai 2019, Trump signait un « *ordre exé-*

cutif » qui interdit toute activité liée de près ou de loin aux secteurs du fer, de l'acier, de l'aluminium et du cuivre, y compris les services associés (bancaire, assurantiel, etc.).

Les sanctions contre l'Iran sont des sanctions contre le peuple iranien. Aux menaces militaires persistantes s'ajoute l'entreprise de dislocation intérieure du pays entretenue par ces sanctions, qui ne font qu'alimenter la constitution d'une couche dirigeante mafieuse, corrompue et parasitaire. Dans tous les cas de figure, la politique de l'impérialisme américain doit apparaître comme une victoire sur l'Iran et interdire aux Iraniens, à commencer par la jeunesse, de disposer d'eux-mêmes. Dans une interview au *New York Times* (2 décembre 2020), Biden a indiqué qu'il était prêt à traiter le retour de l'accord sur le nucléaire comme une priorité et qu'il souhaitait délivrer un message d'ouverture à « l'aile modérée iranienne » tout en laissant le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Mass, monter au créneau, en coordination avec la France et la Grande-Bretagne, contre tout retour à l'ancien accord et pour imposer à l'Iran le retrait de ses missiles balistiques menaçant potentiellement la région.

En outre, la pression grandit pour imposer à l'Iran l'abandon de tout soutien au Hezbollah libanais ou aux milices houthis au Yémen, dont les capacités militaires sont à même de repousser ici une attaque israélienne, là une coalition pro-saoudienne surarmée. La constitution du groupe des pays normalisés avec l'Etat Israélien, l'opération en cours pour rapprocher le Qatar de l'Arabie Saoudite préparent toutes les conditions d'une agression militaire contre l'Iran qui ne serait pas directement menée par les Etats-Unis, mais bien entendu conduite au nom de la lutte contre le « terrorisme ».

---

## LA COOPÉRATION DU RÉGIME ÉGYPTIEN AVEC L'ÉTAT D'ISRAËL

---

Le président égyptien Sissi a été parmi les premiers à saluer les annonces faites par la Maison-Blanche des accords de normalisation entre l'Etat d'Israël et les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc.

Nul ne s'en étonnera. L'Égypte a signé avec l'Etat d'Israël, en 1978, les accords de Camp David, sous l'égide de l'impérialisme américain représenté par le président démocra-

te Jimmy Carter, et reçoit annuellement des Etats-Unis 1,3 milliard de dollars d'aide militaire et 250 millions de dollars d'aide économique pour occuper son rôle dans la « stabilité régionale ».

C'est la place singulière et impérative que lui assigne la Maison-Blanche depuis plus de 40 ans et l'on sait que le futur président des Etats-Unis ne modifiera pas les termes du contrat.

La coopération du régime égyptien avec l'Etat d'Israël se concrétise tout particulièrement dans sa participation au blocus de la bande de Gaza, un blocus qui dure depuis 2007. La ville de Rafah, en bordure de l'Égypte, est le seul point de passage entre le territoire de Gaza et le monde extérieur.

Mais nul ne peut ignorer le ressentiment profond de la coopération avec l'Etat d'Israël chez l'écrasante majorité du peuple égyptien. Et il serait erroné de croire qu'il s'est estompé avec le temps. Depuis la signature des accords de Camp David, il est vivace.

En témoigne la campagne qui s'est développée, fin novembre 2020, dans la presse et les réseaux sociaux. La publication de photos montrant un acteur égyptien aux côtés d'un chanteur israélien, lors de l'inauguration, à Dubaï, de la succursale israélienne d'une société des Emirats arabes unis a donné lieu à de très vives réactions. Le syndicat des acteurs a dû suspendre l'affiliation de l'acteur égyptien. Le syndicat des journalistes a annoncé l'interdiction de tout reportage le concernant et ses producteurs ont gelé les contrats en cours.

Dans un article sur cette « campagne anti-normalisation avec Israël, en Égypte », l'hebdomadaire *Al Ahram* (1<sup>er</sup> décembre 2020) a rappelé qu'en septembre 2011, dans le bouillonnement du soulèvement révolutionnaire, des manifestants ont pris d'assaut l'ambassade israélienne au Caire et remplacé le drapeau israélien accroché au balcon par le drapeau égyptien. La délégation israélienne avait dû quitter les lieux in extremis et déménager dans un bâtiment anonyme.

---

## L'ÉGYPTÉ "PIVOT DE LA STABILITÉ RÉGIONALE" ?

---

Au nom de « la lutte contre le terrorisme et du maintien de la stabilité régionale », tous les grands de ce monde se félicitent de la collaboration de Sissi avec l'Etat d'Israël. Ils

apprécient aussi l'attention qu'il porte aux intérêts des grands groupes capitalistes de leur pays respectifs et appuient naturellement les contre-réformes exigées par le Fonds monétaire international (FMI) et les principaux bailleurs de fonds de l'Égypte que sont les États du Golfe. En matière d'armement, ils fournissent à l'armée égyptienne le matériel le plus sophistiqué qu'elle demande. Les dizaines de milliers d'Égyptiens qui croupissent dans les geôles du régime pèsent fort peu au regard de la place qu'occupe l'Égypte dans cette région du monde en proie à la plus totale instabilité et dans laquelle chacun entend obtenir sa part du gâteau. Récemment, le président français Emmanuel Macron est même allé jusqu'à décorer son allié égyptien, montrant ainsi dans les faits toute la place qu'il accorde réellement aux « *droits de l'homme* » dont il se revendique dans ses discours de propagande.

Sissi a fait de l'Égypte le troisième plus grand importateur d'armes au monde, et ce n'est pas un hasard. N'acquiert pas qui veut des avions de combat en nombre, des navires, des sous-marins et des armes sophistiquées. En 2015, l'Égypte a acquis en France des navires BPC Mistral, puis des corvettes Gowind ainsi que 24 avions Rafale. En 2017, l'Allemagne lui a livré le quatrième des quatre sous-marins S-42 de ThyssenKrupp commandés depuis la chute de Moubarak. En juin 2020, le gouvernement italien a acté un marché d'armes de 1,2 milliard de dollars avec le Caire. En mai 2020, l'achat par l'Égypte de 20 avions de combat russes Su-35 Flanker E se confirme.

L'armée égyptienne ne limite pas ses opérations au Sinaï. Au Yémen, l'Égypte apporte son soutien politique et militaire à la coalition de neuf pays menée par l'Arabie Saoudite, maintient la présence de quatre navires dans le golfe d'Aden et met à sa disposition une force aérienne et des troupes pour des opérations terrestres... sans pour autant parvenir à écraser la résistance de la coalition houthiste qualifiée de « *pro-iranienne* » pour justifier toutes les agressions. Au Yémen, la plus grande crise humanitaire sur le plan international est aussi la moins couverte dans les médias occidentaux et du Golfe parce que les agresseurs, à commencer par l'Arabie Saoudite et les Émirats, sont des clients directs de l'impérialisme et agissent au nom de la lutte contre le « terrorisme ».

Dans la Libye explosée en plusieurs morceaux, plongée dans le chaos, livrée aux intérêts des grandes compagnies pétrolières, le maréchal-président Sissi fournit un soutien militaire aux milices et mercenaires du maréchal Khalifa Haftar, qui ont aussi l'appui de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, de la France et de la Russie.

---

### **SOUDAN-ÉTAT D'ISRAËL : UN ACCORD DE NORMALISATION IMPOSÉ PAR LA MAISON-BLANCHE**

---

Au Soudan, le soulèvement populaire qui a abouti au renversement du dictateur Omar el-Bechir, en avril 2019, après trente ans de pouvoir, a débouché sur une coalition de dirigeants civils et militaires des plus fragiles. Le gouvernement de transition est composé d'un conseil de souveraineté présidé par le général Abdel Fattah al-Burhane et d'un Premier ministre civil, Abdalla Hamdok.

Alors que la population affronte une situation de pénurie généralisée des biens essentiels, notamment le pain, la farine, le carburant et les médicaments, le gouvernement a annoncé la levée des subventions sur le carburant (essence, diesel) dans le cadre d'un programme de réformes économiques. Des milliers de Soudanais sont descendus dans la rue le 21 octobre, et ce dans tout le pays. A Khartoum, la capitale, ils se sont dirigés vers le quartier général de l'armée.

C'est dans ce contexte de crise que la Maison-Blanche a fait pression pour que le Soudan normalise ses relations avec l'État d'Israël. Pour pouvoir obtenir des prêts internationaux, attirer les investisseurs étrangers, le gouvernement soudanais demandait que le pays soit retiré de la liste des commanditaires du terrorisme établie, depuis 27 ans, par le département d'État américain et qui a valu des sanctions américaines au Soudan jusqu'en 2017.

La Maison-Blanche a conditionné ce retrait de la « liste noire » à un accord de normalisation avec l'État d'Israël et au versement de 335 millions de dollars pour indemniser les victimes américaines des attentats survenus sous le règne d'Omar el-Bechir, le dictateur déchu. Des médias ont parlé de « *chantage* » et d'« *intimidation* ».

Les militaires y étaient favorables. Le Premier ministre a longtemps résisté. Le 23 octobre, Trump a claironné sur l'engage-

ment du Soudan vers la normalisation avec l'Etat d'Israël. L'accord permettra en outre de renforcer le contrôle sur le peuple soudanais. Les militaires soudanais auront désormais accès à la technologie de surveillance israélienne avancée et l'Etat israélien aura toute latitude pour renvoyer une grande partie des 6 000 demandeurs d'asile soudanais qui se trouvent dans le pays.

Des manifestations ont eu lieu contre la normalisation. A ce jour, l'accord n'est pas ratifié officiellement car, à la différence des accords signés avec les Emirats arabes unis et le Bahreïn, il nécessite l'approbation d'un conseil de souveraineté législatif... qui n'a toujours pas été élu. Qu'importe, le principe est devenu réalité. Il en va ainsi du droit international lorsque celui-ci est mis en œuvre directement par l'impérialisme américain.

---

## LA RÉSISTANCE ACHARNÉE DES PEUPLES POUR LEUR SURVIE

---

Qu'il s'agisse du royaume de Bahreïn, du Soudan, du Maroc, de l'Egypte, nous l'avons vu, l'opposition à toute normalisation avec l'Etat israélien est largement majoritaire dans la population. Dans les manifestations sont souvent brandis des drapeaux palestiniens. Moins de dix ans après la révolution tunisienne qui a chassé le dictateur Ben Ali, soutenu jusqu'au bout par l'impérialisme français, moins de dix ans après la chute du dictateur égyptien Moubarak, soutenu jusqu'au bout par l'impérialisme américain avant d'être abandonné quand il n'était plus possible de faire autrement, c'est aux cris de « *Qu'ils dégagent tous !* » et « *Système dégage !* » que se sont levés les peuples libanais, algérien, irakien, soudanais.

Face à la vague de colère, dans tous ces pays, des gouvernements ont démissionné. La répression féroce — plus de 600 morts en Irak — les arrestations arbitraires ne sont pas parvenues à entamer la détermination des manifestants, très majoritairement jeunes. Les grèves ouvrières se poursuivent notamment en Irak contre les salaires impayés, contre le démantèlement de la fonction publique, contre la corruption. La pandémie de Covid-19, particulièrement forte parmi les couches les plus pauvres et les plus précaires, celles-là même qui étaient les plus en avant dans les mouve-

ments de résistance et de dédagisme, a certes freiné les mobilisations. En Palestine, l'Etat israélien refuse d'organiser les soins nécessaires et les entrave tant qu'il le peut. Malgré les menaces, la répression, l'oppression nationale jugées plus meurtrières que la pandémie, nous assistons partout à des mobilisations régulières, des grèves, des manifestations, parce qu'il n'y a pas le choix.

Au Liban, l'explosion dans le port de Beyrouth en août dernier a été immédiatement mise à profit par l'impérialisme français pour tenter de reprendre la main et engager une opération de replâtrage du régime qui s'effondre irrémédiablement sous les coups de boutoir des masses, qui n'ont plus rien à perdre. Macron y a indiqué que le déblocage des aides internationales sera conditionné par la mise en place des réformes économiques et monétaires voulues par le FMI — c'est-à-dire privatiser ce qui peut encore l'être. Au Liban comme partout ailleurs, l'ancienne puissance coloniale n'a rien d'autre à proposer que la remise en selle des tenants du système rejetés par les masses, à commencer par le Premier ministre qui avait été contraint de démissionner en décembre 2019. Ce faisant, l'impérialisme français pousse à une aggravation du chaos dans lequel est plongé le pays.

En opposition à cette ligne, dans un communiqué daté du 21 décembre 2020, la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés au Liban (FENASOL) appelle l'ensemble des forces indépendantes militantes, politiques, syndicales et associatives libanaises à se réunir début 2021 pour définir « *le plan d'action et de mobilisation (...) pour la reprise du soulèvement populaire* » contre le système communautaire et totalement corrompu, et le recours au FMI imposé par l'impérialisme français. Les militants libanais liés au Comité international de liaison et d'échanges (CILE) soutiennent cette initiative.

En Palestine, la période récente a été marquée par la Grande marche pour le retour déclenchée le 30 mars 2018 à l'occasion de la Journée de la terre, organisée par des comités populaires et qui a duré pendant près d'un an et demi, tous les samedis, malgré la répression et les tirs des snipers israéliens. A l'intérieur même des territoires de 1948 (qui constituent l'Etat israélien), des Palestiniens réaffirment l'existence d'un

seul et même peuple palestinien. La normalisation entre les États arabes et l'État israélien ne représente une surprise que pour ceux qui veulent être surpris. Face à la décomposition totale de l'Autorité palestinienne, qui s'est vautrée dans la collaboration depuis sa fondation par les accords d'Oslo en 1993, des voix s'élèvent, nombreuses, pour revenir aux fondements du mouvement national palestinien, c'est-à-dire à l'OLP des origines, seule organisation représentative du peuple palestinien dans son ensemble.

Pour les militants, cela implique d'extirper l'OLP du contrôle nocif de l'Autorité palestinienne. Le retour à la Charte du mouvement national palestinien, qui ouvre la perspective du droit au retour et d'un seul État laïque et démocratique sur toute la surface historique de la Palestine, dans lequel

les composantes arabes et juives auront les mêmes droits, fait l'objet de nombreuses réunions, de nombreux articles.

En consacrant les accords de normalisation dans leurs pays respectifs, en dressant le drapeau palestinien, les manifestants expriment cette aspiration démocratique à l'égalité des droits, contre les systèmes corrompus et faillis. C'est sur cette perspective que la IV<sup>e</sup> Internationale est alignée. Elle apporte son total soutien aux militants, groupes, organisations indépendantes qui, en Palestine, au Liban, en Irak, au Soudan, dans des conditions particulièrement difficiles, construisent la voie de la résistance.

**François Lazar,**  
avec la commission Moyen-Orient  
du Secrétariat international  
22 décembre 2020

## ملاحظات افتتاحية

" لقد كانوا بحاجة إلى فرصة... "

### مجلة "الحقيقة"، عدد 106

عندما سيصدر هذا العدد من «الحقيقة» لن يكون انهيار الاقتصاد العالمي برمته، الذي حصل طيلة الربع الأول من سنة 2020، قد خلق كل آثاره المدمرة. إن حجم الدمار الهائل ومتطلبات البقاء لمئات ملايين البشر على صعيد المعمورة ستكون، وهو ما لا نشك فيه، قد أسهمت في إعادة كل من ما اصطلح عليه «الأزمة الصحية» وأزمة كل نظام الهيمنة الإمبريالية الأخذ في الاعتبار إلى مكائهم.

ومع ذلك، فإنه من المفيد العودة إلى تسلسل الأحداث التي أدت إلى اندلاع هذه الأزمة لفهم البعد الحقيقي للعملية التي استهدفت استغلال ظهور وباء كوفيد-19 للتغطية على ما ينبغي تسميته باسمه: اندلاع أخطر أزمة للنظام الإمبريالي بأكمله.

إنها عملية سياسية كان الهدف الوحيد منها هو جعل شعوب البلدان المعنية تعتقد بأن التهديد الذي يشكله هذا العذر غير المرئي المتمثل في الفيروس "بيرر" إجراءات الحرب الأهلية ( "حالة الطوارئ الصحية") المتخذة من قبل مختلف الحكومات، ويستدعي امتثال قيادات المنظمات الطبقية لها - وهو ما قامت به الأغلبية العظمى.

دعونا ننحصر، كما يدعونا إلى ذلك لينين في مؤلفه «الإمبريالية، أعلى مراحل الرأسمالية» من موقف «الملاحظ (الذي) يتحدث عن الأشجار لكنه لا يرى الغابة، و (الذي) ينقل ما هو خارجي، عرضي وفوضوي، و (الذي) يصدمه الواقع الملموس وهو عاجز تماماً عن استخلاص المعنى والقيمة»<sup>1</sup>، ولنعد إذن إلى الحقائق.

#### " ذاكرتنا تستحضر دائماً ما هو حقيقي "

قبل أشهر طويلة من ظهور الوباء في الصين، كانت التحذيرات تتضاعف، حيث أصاب الربع خيبة الاقتصاديين البورجوازيين، فقد كتب باتريك أرتوس، كبير الاقتصاديين في البنك الفرنسي Natixis، في 2016، وقد أفرغته سياسة البنوك المركزية، في كتابه «جنون البنوك المركزية»<sup>2</sup>.

« الحقيقة هي أن الاقتصاد العالمي يوجد في حالة ركود، وهذا الركود هو ركود هيكلية وليس دورية، وأن السعي إلى جعل السياسة النقدية العلاج الشامل تتحطم على جدار الاقتصاد الفعلي، مع ما يرافق ذلك من مخاطر كبيرة على الاستقرار المالي (...)».

<sup>1</sup> لينين، الإمبريالية، أعلى مراحل الرأسمالية، دار النشر سيليو، باريس، فبراير 2010، الصفحة 149.  
<sup>2</sup> باتريك أرتوس، ماي-يونيو فبراير، جنون البنوك المركزية: لماذا ستكون الأزمة القادمة أسوأ، دار النشر فيلارد، باريس، 2016، الصفحة 168.

# « Ils ont osé »

## Un documentaire sur la révolution russe de 1917, ses enseignements et son actualité

Trois ans après la célébration du 100<sup>e</sup> anniversaire de la révolution russe, des militants de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale proposent un documentaire dont le titre « *Ils ont osé* » est la reprise d'une phrase de Rosa Luxemburg. Par cette formule brève et incisive, la grande révolutionnaire allemande rendait hommage à l'audace des dirigeants bolcheviques qui avaient su emmener jusqu'à la prise du pouvoir la classe ouvrière et la paysannerie du dernier empire d'Europe, opprimées par l'autocratie tsariste depuis des siècles.

Personne ne donnait cher de cette révolution née dans le « maillon faible » du capitalisme européen, et pourtant elle a tenu. Malgré les abominations stalinienne, elle reste le seul exemple de révolution victorieuse qui a exproprié le capitalisme et établi la propriété collective des moyens de production et d'échange. Il aura fallu plus d'un demi-siècle d'action conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie policière qui dirigeait l'URSS pour y restaurer le capitalisme sans pour autant parvenir à effacer tous les acquis de cette révolution.

La rédaction de *La Vérité* a interrogé les créateurs de ce documentaire pour qu'ils le présentent à nos lecteurs.

### **La Vérité : Pourquoi ce film ?**

*Les réalisateurs* : L'idée nous est venue lors du centenaire de la révolution. Le Courant communiste internationaliste du POI (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) avait organisé à Paris une journée d'étude retraçant le déroulement de la révolution russe. Une série d'articles était parue dans *Informations ouvrières* tout l'été 2017 (elle nous a fortement inspirés et nous avons d'ailleurs travaillé avec Serge Sebban, historien trotskyste qui a fait partie de ses auteurs).

Puis est venue l'heure de l'anniversaire lui-même. Personne ne pouvait éviter de parler d'un des plus importants événements du XX<sup>e</sup> siècle, mais l'angle choisi par les médias écrits et audiovisuels a été, sans surprise, celui de la calomnie, de la révision de l'histoire, de la falsification. On se rappellera de ce film de fiction prétendant retracer la vie de Lénine (diffusé sur *Arte*) où on le représentait en chef dictatorial, semant la terreur parmi ses camarades et recevant l'argent allemand pour semer le trouble

dans la Russie en guerre. On se demande, s'il lui suffisait de claquer du doigt pour obtenir un accord sur ses idées, pourquoi Lénine s'est évertué à passer autant de temps à convaincre ses camarades quand une de ses propositions ne faisait pas l'unanimité, comme le décrit le documentaire.

Et le film d'*Arte* n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Il faudrait de nombreuses pages de *La Vérité* pour répondre point par point à toutes les bêtises qui ont été déversées par des « historiens » approximatifs, sinon amateurs. Bref, dans un pays comme la France où la révolution russe n'est plus traitée dans les manuels scolaires que dans un chapitre sur les totalitarismes et mise sur le même pied que la prise du pouvoir par Hitler, il nous a semblé important de trouver une forme d'expression correspondant au mode actuel de diffusion des idées. De créer un outil de formation et de discussion attrayant, dont tout le monde peut disposer pour son usage personnel ou pour ouvrir la discussion sur le combat que mène la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous avons fait l'expérience de l'impact que peuvent avoir les images avec le précédent film que nous avons réalisé sur Messali Hadj (1). Grâce à la qualité des témoignages tournés en Algérie et en France, des personnes de toutes les générations nous ont dit avoir découvert ou redécouvert certains éléments de l'histoire de cette autre révolution du XX<sup>e</sup> siècle. Le film a par ailleurs été sélectionné au festival international d'Amiens. C'est donc forts de cette première expérience de documentaire politique que nous nous sommes engagés dans ce travail.

### **La Vérité : Comment l'avez-vous réalisé ?**

*Les réalisateurs* : Pour réaliser un film historique sur la révolution russe, il aurait fallu effectuer un travail titanesque de recherche, avoir accès aux archives de plusieurs pays, travailler avec des historiens, russes en particulier. Nous, ce que nous pouvions faire, c'est essayer de retracer les événements de façon rigoureuse de manière à rétablir un certain nombre de faits sur la révolution elle-même et ses suites. Aussi, tenter d'expliquer dans quelles circonstances elle avait dégénéré et selon quel processus le capitalisme a été restauré. On peut dire pour résumer que ce n'est pas un documentaire sur la révolution russe mais un essai pour entraîner une discussion sur les circonstances de son déclenchement, le processus de son isolement et de sa dégénérescence.

Cette discussion est indispensable, non pour se retourner vers le passé avec nostalgie, mais parce que toute la propagande officielle tourne autour de l'impossibilité, à notre époque, de renverser le cours des choses, nous condamnant à subir sans réagir ou à s'adapter, alors que tous les événements actuels et dans un passé récent montrent le contraire. Les opprimés, sur l'ensemble de la planète, n'acceptent pas cette prétendue fatalité. Tous les jours, à tout moment explosent des luttes sociales et politiques remettant en cause les pouvoirs dominants et exprimant la volonté de « dédagisme ». Le problème qui se pose est : comment ? Comment ces explosions peuvent-elles mener à l'expropriation de la minorité qui détient les richesses produites par la majorité ? Une révolution est-elle possible ? Sa trahison est-elle inévitable ? Comme le dit Lucien Gauthier au cours de

son interview : « Rien n'est inévitable, un certain nombre de circonstances historiques et économiques expliquent le cours que prennent les événements, et c'est cela qu'il faut essayer de comprendre pour agir. » « Si c'est inévitable, ajoute-t-il, cela signifierait que toute lutte pour la révolution n'a aucune chance d'aboutir. » Voilà les questions que pose le documentaire. Toute personne désirant sincèrement se battre pour une autre société ne peut s'émanciper de poser ces questions et d'en rechercher les réponses. « Il n'est pas de sauveurs suprêmes, ni Dieu, ni César, ni Tribun. Producteurs sauvons-nous nous-mêmes, décrétons le salut commun » : ce sont les paroles de l'Internationale et ce documentaire n'a pas d'autres prétentions que de contribuer à la réflexion de chacun. Si, après l'avoir vu, quelqu'un se plonge dans les différents ouvrages politiques, historiques (2) sur ce sujet ou d'autres atendants, nous aurons rempli le rôle que nous assignons à notre travail.

### **La Vérité : Comment avez-vous conçu ce documentaire ?**

*Les réalisateurs* : Très simplement. Nous avons tourné un certain nombre d'interviews de militants, d'historiens français et étrangers. La matière était si riche que nous n'avons pas pu tout intégrer au montage final. Nous avons gardé ce qui était vraiment indispensable à la compréhension de chacun. Nous avons un atout pour vérifier si les propos que nous tenions pouvaient être compris par tous : notre monteur n'est

(1) Il s'agit du DVD *Messali Hadj – Une vie au service du peuple algérien*, documentaire en V.F. de 70 minutes, une production des Amis de *Fraternité*. On peut le commander à : 87malik42@gmail.com

(2) On peut notamment consulter les ouvrages et publications suivantes : — Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe* (tome 1 – Février, tome 2 – Octobre) — John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde* — Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine* — V.I. Lénine, *L'Etat et la révolution* — Rosa Luxemburg, *La révolution russe* — Pierre Broué, *Le Parti bolchevique* — Léon Trotsky, *La révolution trahie*.

Et les articles de *La Vérité* : — Il y a un siècle, la révolution d'Octobre, Bolchevisme et stalinisme (Léon Trotsky), *La Vérité*, n° 92, page 47 — Il y a un siècle, la révolution d'Octobre, En 1957, pour le 40<sup>e</sup> anniversaire, *La Vérité*, n° 93, page 49 — Dossier — Il y a un siècle, la révolution d'Octobre, Léon Trotsky en 1917, *La Vérité*, n° 96, page 45. — Intervention de Marc Gauquelin à la réunion publique du 18 novembre 2017 sur l'actualité de la révolution d'octobre 1917, *La Vérité*, n° 96, page 3.

pas un militant et sa découverte de la révolution, dont il avait une connaissance scolaire, s'est construite en rassemblant les images du film. Nous lui demandions à chaque étape si tout lui paraissait clair et, quand ce n'était pas le cas, nous corrigeons.

Pour revenir sur les interviews, il s'agissait d'aborder sans langue de bois les questions essentielles que tout un chacun peut se poser. Dans quelles circonstances s'est déclenchée la révolution de 1917 ? Serge Sebban y revient en analysant la situation de l'Europe et de la Russie durant la première guerre mondiale. Qu'est-ce qu'une révolution ? Quels sont les processus qui y mènent ? Patrick Hébert la compare à la révolution française de 1789 et revient sur l'état d'esprit des masses. Comment un peuple divisé, dominé, exploité, enfumé par la religion, peut-il brutalement se transformer en force révolutionnaire ? Quel a été le rôle du Parti bolchevique ? Marc Lacaze amène des précisions sur la place de ce parti et émet des hypothèses sur comment pourrait se structurer un parti aujourd'hui. Quelles ont été en quelques semaines les lois votées par les soviets et qu'est-ce qu'un soviet ? Christian Eyschen en parle avec passion. Michel Sérac revient sur les armes de la calomnie employée par les adversaires des bolcheviks pour les isoler et les réprimer. Comment un parti révolutionnaire de la trempe du Parti bolchevique, avec les qualités exceptionnelles de ses dirigeants, a-t-il pu dégénérer ? Quels enseignements peut-on en tirer pour notre combat d'aujourd'hui ? Lucien Gauthier traite ces questions dans le détail.

A partir de ces interviews, nous avons recherché les images, les documents photographiques et les films qui les illustreraient le mieux. Nous avons mis des visages sur les acteurs de ces événements qui, aussi bien du côté des révolutionnaires que de leurs adversaires, se résumaient souvent à des noms lus ou entendus. Si certains documents ont pu parfois être vus dans d'autres films, nous avons essayé d'en trouver d'autres inédits, comme ces deux courts extraits : l'un où l'on voit Léon Trotsky annoncer en anglais la création de la commission internationale pour démonter les accusations fallacieuses des procès de Moscou et un autre dans lequel il explique brièvement en français ce qui caractérise la trahison des dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale à la veille de la Deuxième Guerre

mondiale. C'est très émouvant de voir cet homme, traqué, menacé, défendre ses positions avec courage et détermination.

Pour lier tous ces éléments, nous avons rédigé et enregistré un commentaire qui permet au spectateur de se repérer chronologiquement et aussi de comprendre les éléments spécifiques de la situation. Ce commentaire s'appuie sur l'ouvrage en deux tomes rédigé par Trotsky, *l'Histoire de la Révolution russe*. Un tel travail n'a pas son équivalent dans l'histoire des révolutions : l'un des dirigeants principaux après Lénine prend le recul suffisant pour expliquer le déroulement de la révolution russe pour ses contemporains et les générations à venir. Car en effet les notations, les préoccupations, les analyses nous plongent au cœur de la révolution. Nous nous en sommes modestement inspirés.

Par ailleurs, nous voudrions insister sur un entretien : celui avec Anton, un jeune travailleur et militant internationaliste qui vit et combat en Russie. Nous tenions énormément à son témoignage, car lui y vit et entend poursuivre le combat des révolutionnaires qui ne se sont jamais tus même dans les circonstances les plus extrêmes.

### **La Vérité : Comment avez-vous construit le film, avec quelles intentions ?**

*Les réalisateurs* : Le documentaire est découpé en trois grandes époques :

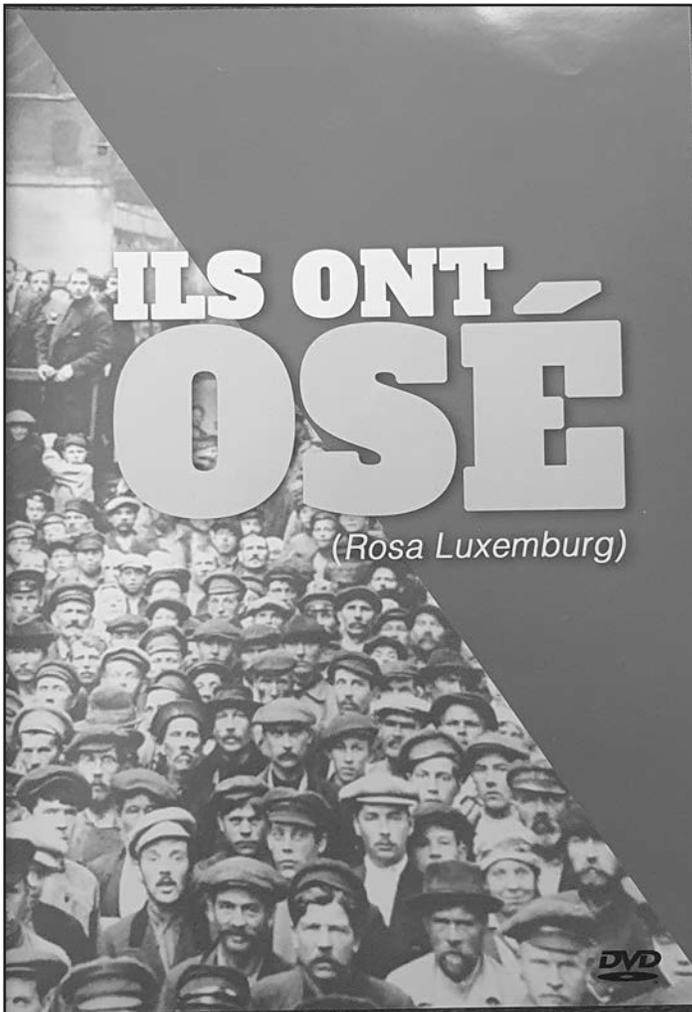
1) La révolution de février à octobre 1917, les premiers mois du pouvoir et la guerre civile ; 2) L'isolement de la révolution et la naissance d'une bureaucratie, la mort de Lénine, le combat de Trotsky qui continuera malgré son exil jusqu'à son assassinat, l'Union soviétique, le règne de la bureaucratie stalinienne, puis la fin de l'URSS ; 3) Bilan et perspectives.

A l'image de la stratégie de notre courant dans le combat pour la construction des partis et de l'Internationale, nous ne cherchons pas à affirmer nos opinions pour faire taire les autres. Chacun a le droit à la parole et c'est la confrontation démocratique, appuyée sur les faits, qui doit permettre de dégager un objectif commun.

Le film est une prise de parole qui en appelle d'autres. Nous avons envisagé d'intégrer l'interview d'un camarade anarchiste, mais l'entretien qu'il nous a accordé en tout début de tournage, où nous tâtonnions encore quant à la forme exacte du documentaire, s'intégrait mal à la discus-

sion entre les intervenants et nous avons dû y renoncer, mais nous en parlons pour montrer comment nous nous situons. Nous espérons que de nombreuses personnes acquièrent ce documentaire qui paraît en DVD, et bientôt j'espère sous d'autres formes. Nous imaginons que dès que le

confinement sera terminé s'organisent des projections que nous serions heureux d'animer en présence de certains intervenants du film et d'autres spécialistes, économistes, historiens qui ont étudié cette période de l'histoire, et en tirer des enseignements pour aujourd'hui.



Le DVD de 56 minutes en français est disponible au prix de 13 € + 2 € de frais d'envoi, soit 15 €.

Il peut être commandé à l'adresse suivante :

ACTE (Malik), 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 – PARIS  
(*chèque à l'ordre de « ACTE »*).

Pour plus d'informations, on peut envoyer un e-mail à l'adresse suivante :  
87malik42@gmail.com

**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication** : Marc Gauquelin

